

.N.B.

NOTA BENE
-THE MALAGASY DEVELOPMENT JOURNAL-

MADAGASCAR
Crises cycliques, culture et développement :
les conditions de la relance

Ouvrage collectif
sous la direction de VANF

Version officielle
PDF

Juin 2012

Préface d'Haleh Bridi
Country Director pour Madagascar
Banque Mondiale

PRÉFACE



Depuis trois ans, une crise politique affecte durement les couches les plus défavorisées de la population malgache, dont certaines ont de surcroît subi des catastrophes naturelles. Nous avons donc entrepris une réflexion et un travail analytique sur un système de protection sociale adapté à Madagascar, et qui permette de soutenir les populations les plus vulnérables face aux aléas de la vie.

La Banque mondiale considère qu'en matière de développement, la connaissance est un levier aussi important que les financements. En effet, la capitalisation de la production intellectuelle permet de mieux connaître et comprendre les différentes situations, mais également de générer le dialogue entre les différentes composantes de la société.

C'est donc avec plaisir que le bureau de la Banque mondiale à Madagascar a accepté de soutenir la publication de ce recueil d'articles produits par des Malgaches et des amis de Madagascar, sur un thème que nous trouvons fondamental : « Crises, culture et développement : les conditions de la relance ». D'un côté, nous y avons la possibilité de renforcer le partage de nos propositions au sujet de la protection sociale, afin qu'elles permettent de créer les réflexions et les débats nécessaires au sein des cercles de décideurs et d'observateurs. De l'autre, dans notre souci constant d'améliorer notre connaissance du pays, et en particulier la compréhension des crises politiques cycliques, nous avons-nous-mêmes accès à travers ce recueil à une formidable base de connaissances.

Nous remercions le regroupement de citoyens et de citoyennes, composante informelle de la société civile à l'origine de l'initiative, d'avoir donné à la Banque mondiale l'opportunité de participer à ce projet. Il contribue également à combler les lacunes en matière d'édition d'ouvrages consacrés au développement à Madagascar, tout en mettant des réflexions de haut niveau à la disposition du plus grand nombre. Nous espérons que ce partenariat « win-win » (gagnant-gagnant) permettra de diffuser largement les idées et d'initier le nécessaire dialogue sur le développement. Notre appui à ce type d'initiative est une innovation ponctuelle, et les évaluations ultérieures détermineront l'intérêt de la réitérer.

La Banque mondiale n'est intervenue ni dans le choix des auteurs, ni dans celui des thèmes traités (sauf pour le texte sur la protection sociale), qui ont été laissés à l'entière discrétion des initiateurs de cette publication. Dans une totale ouverture d'esprit, nous avons également respecté l'entière liberté des différents auteurs, même ceux qui éventuellement pourraient porter un regard critique sur notre institution. L'humilité face aux critiques constructives est en effet un élément fondamental dans tous les processus de progression.

Toutefois, notre soutien à travers la prise en charge des coûts d'impression de ce recueil ne signifie aucunement une adhésion de la Banque mondiale aux idées contenues dans les différents articles, qui n'engagent suivant la formule consacrée, que « la seule responsabilité de leurs auteurs ».

Bonne lecture.

Haleh Bridi
Country Director pour Madagascar
Banque mondiale

SOMMAIRE

Que la parole circule	6
<i>(VANF)</i>	

1 - L'OBJECTIF DU DÉVELOPPEMENT

• Après trois ans de crise : évaluation de la vulnérabilité et des politiques sociales, et perspectives d'avenir.....	12
<i>(Banque mondiale)</i>	
• Madagascar, un projet en déficit.....	17
<i>(Gilbert Abnee)</i>	
• Madagascar : une société en mutation, pour quel développement ?.....	21
<i>(Sylvain Urfer)</i>	
• Suggestions pour une réflexion autocritique.....	27
<i>(PCIA : Peace and Conflict Impact Assessment)</i>	

2- L'INCONTOURNABLE DIMENSION CULTURELLE

• « La France m'a tuer ».....	33
<i>(Christian Chadefaux)</i>	
• Juges sans préjugés : Augagneur, Renel, Paulhan.....	38
<i>(Jean-Pierre Domenichini)</i>	
• Pour une approche culturelle du développement.....	42
<i>(Solofo Randrianja)</i>	
• Culture, changement et développement : l'(ir)responsabilité des élites.....	46
<i>(Lolona Razafindralambo)</i>	

3 - LA TRISTE RÉALITÉ DES CRISES CYCLIQUES

• Crises cycliques malgaches : mêmes causes, mêmes effets.....	51
<i>(Erick Rabemananoro)</i>	
• Grands axes conceptuels et pistes de réflexion.....	60
<i>(Raymond Ranjeva)</i>	
• Crise identitaire et crise de valeurs.....	64
<i>(Paul Rabary)</i>	
• Les crises malgaches : problématique, résolution.....	66
<i>(Jean Théodore Ranjivason)</i>	

QUE LA PAROLE CIRCULE !

Par Nasolo-Valiavo Andriamihaja (VANF)



Chroniqueur-éditorialiste à L'Express de Madagascar.
Ambassadeur de Aide et Action, ONG qui oeuvre pour l'EQPT (Éducation de Qualité Pour Tous).

J'ai toujours cru qu'il fallait une qualification académique, aux leurs au moins égale, pour « coordonner » les travaux d'éminents professeurs (ceux qui recourent au « Nous » universitaire), de journalistes prestigieux (ceux qui retrouvent naturellement le « Je » de leur éditorial) ou de personnalités reconnues (qui ne sauraient tout de même témoigner à la troisième personne). Ma candeur n'avait pas compté sur la confiance que m'accordèrent d'emblée tous ces « sachants » auxquels, malgré tout, en un dernier atavisme de timidité, je ne donnais que de très libérales consignes, prétextant du court délai imparti pour que chacun se sente « confortable » avec le thème imposé. La cohérence en aval est donc laissée à l'indulgence du lecteur.

Chacun aura « joué le jeu ». Sans hésitation. Sans marchandage. Preuve de l'acuité du besoin de s'exprimer. Au moins, « .N.B. » (Nota Bene) aura offert cette tribune. Pour une mise en orbite, parce que nous n'avons pas tout à fait abandonné l'idée de pérenniser cette publication en périodique, il nous fallait des « signatures ». Démarche de prestige, à l'adresse de la Banque mondiale qui finance le premier numéro de cette publication, et dont nous avons scrupule à honorer la confiance. Démarche marketing, à destination de l'audience escomptée, dont nous espérons vaincre la défiance avec l'offre d'un panel, plutôt que inodore et incolore, de toutes les gammes de nuances. Démarche parfaitement assumée de privilégier d'abord des « valeurs sûres », en espérant que la notoriété viendra à « Nota Bene » pour lui permettre de faire plancher entre ses colonnes d'illustres anonymes qui n'en pensent pas moins.

« Nota Bene » ne va pas échapper au reproche d'intellectualisme. Mais, dans notre civilisation du

verbe, honnêtement, qui écouterait un inconnu, sans présomption de savoir ni de sagesse ? Dans un journal quotidien, une « lettre de lecteur » aurait suffi, à l'adresse du plus grand nombre. Dans les colonnes de « Nota Bene », nous voulons, à dessein, nous inscrire dans une forme très académique, universitaire pourquoi pas, scientifique en tous les cas. Avec la conscience que ce genre de publication, où les enseignants, les chercheurs, les curieux, ces « auditeurs libres » de la connaissance, pouvaient autrefois s'exprimer avec l'assurance d'un auditoire au même diapason, ont successivement disparu, emportés par la faillite économique du monde universitaire. Avec le lointain souvenir, pour ne citer que ce pionnier, de La Lettre Mensuelle de Jureco, qui avait porté en dehors des amphes la franchise universitaire qui y caractérise les contributions, les échanges, les contradictions.

L'objectivité entre noir et blanc

Peut-on rester « neutre » en situation de pareille crise ? Comment ne pas s'indigner du spectacle du pillage organisé des ressources naturelles du pays ? A quelle philosophie du détachement se convertir pour ne pas s'émouvoir des signes précurseurs d'une faillite étatique et des symptômes déjà avancés d'un effondrement moral ? Pourtant, nous faisons le choix d'un effort d'objectivité, moins pour aller dans le sens d'une attitude galvaudée, le consensuel et l'inclusif, que pour ne pas verser dans le fanatisme, d'un côté ou de l'autre, et nous interdire le manichéisme. Nous voudrions faire de ce choix, l'effort d'objectivité, tout le symbole du pavé mosaïque que nous mettons en frontispice de cet ouvrage : noir ET blanc.

Que faire ?

Cet avant-propos, sous le signe de l'humilité, aurait pu être une contribution collective. Nous sommes tout un groupe à avoir la volonté du perfectionnement individuel et de l'amélioration collective. La persistance de cette crise, qui ferait parler les muets, comme dirait un proverbe malgache, interpelle tous ceux qui pensent pouvoir apporter quelque chose au service des autres, de la collectivité, de l'Humanité. Que faire, et comment, surtout que la situation du pays est critique ?

Notre problématique est justement le problème : « comment et pourquoi un pays riche peuplé de gens intelligents se trouve aujourd'hui au trente sixième dessous des indicateurs les plus fouillés du développement économique et humain » (Christian Chadeaux). Trente-sixième dessous que confirme le document de la Banque mondiale : « En 2010, le taux de pauvreté de 77 pour cent (ce qui représente 15,6 millions d'individus) a hissé Madagascar au rang de pays ayant le taux de pauvreté le plus élevé au monde avec Haïti, sur la base des seuils de pauvreté nationaux ». La situation des plus vulnérables empire chaque jour, comme s'alarme la Banque mondiale : « Si les dépenses totales en matière de protection sociale ont toujours été faibles à Madagascar, elles ont été dramatiquement réduites depuis l'émergence de la crise politique actuelle, étant donné que la légère augmentation de l'aide extérieure destinée à la protection sociale a été largement contrebalancée par la réduction drastique des dépenses publiques ».

Agir selon ses moyens, agir à son niveau, agir pour ses idées. C'est ainsi que l'idée de cette publication vint. Pour ouvrir une tribune, adossée en quelque sorte à des « termes de référence » qui sont la proclamation de valeurs humaines pour qui prétend mériter la confiance de ses concitoyens ; l'exigence de principe dans les actes des « princes qui nous gouvernent » ; et le souci du dernier scrupule de l'intérêt général.

Que la parole circule. Parler maintenant ou se taire à jamais. « Comment jugera-t-on demain ce que nous faisons aujourd'hui, ce que nous disons aujourd'hui ? Comment nous jugera-t-on demain

à partir de ce que nous faisons aujourd'hui, à partir de ce que nous disons aujourd'hui ? A partir aussi de ce que nous n'avons pas fait, de ce que nous n'avons pas dit, de ce que nous avons méconnu ou n'avons pas compris ? », question existentielle (Jean-Pierre Domenichini). Sortir ceux qui ont accumulé savoir et sagesse du silence du néophyte. Se murer dans un mutisme marmoréen, celui du pouce prenant ses distances avec les quatre autres doigts de la main, serait au mieux mépris, au pire lâcheté.

« Crise, culture, développement » : s'entendre sur les définitions

« Vocation à la crise », écrit Gilbert Ahnee. Parce que la crise ne se limite pas à celle-ci, 2009-2012. La prévalence de symptômes criso-gènes dans la société malgache remonte à avant toutes les crises contemporaines. Que s'est-il passé, entre une monarchie hier encore sacralisée et la population qui a laissé l'invasisseur français débarquer tranquillement, remonter sans opposition le cours du Betsiboka, et finalement s'emparer après un seul coup de semonce du Rova d'Antananarivo, le 30 septembre 1895 ? Pourquoi le soulèvement populaire des « Menalamba » ne commença-t-il qu' aussitôt après la capitulation du gouvernement de la Reine Ranavalona III et du Premier Ministre Rainilaiarivony ?

Et si la crise était psychologique ? Que sait-on, finalement, du traumatisme que souffrit la population quand on lui ordonna de brûler purement et simplement les « Sampy ¹ » domestiques en qui elle s'était toujours remise, depuis au moins six décennies (1802-1869), et l'arrivée attestée des conseillers antemoro, originaires du Sud-Est, à la cour du roi Andrianampoinimerina ? Les conversions massives (rebik'ondry) de 1869, quand toute la population s'empressa d'imiter le baptême protestant de la Reine et du Premier Ministre, serait le chant du cygne de l'allégeance traditionnelle tout en portant les germes d'une « révolution culturelle » avortée ².

Et si la crise plongeait ses racines dans ce référendum qui n'eut jamais lieu : « République OU Royauté ? Etat unitaire OU fédéralisme ³ ? Régime parlementaire OU régime présidentiel ? » Le choix des assemblées provinciales, le 14 octobre 1958, de donner la forme républicaine au futur

¹ Jean-Pierre Domenichini, *Les dieux au service des rois*. Histoire royale des sampin'Andriana ou palladiums royaux de Madagascar, Paris, CNRS, 1985

² Françoise Raison-Jourde, *Bible et pouvoir à Madagascar au 19ème siècle*. Invention d'une identité chrétienne et construction de l'Etat, Karthala, 1991

³ Michel Massiot, *L'administration publique à Madagascar*. Evolution de l'organisation administrative territoriale de Madagascar de 1896 à la proclamation de la République malgache, Paris, LGDJ, 1971.

Etat malgache, ne balayait-il pas d'un revers trop négligent de la main la nostalgie monarchiste des Menalamba⁴ ou de la population tananarivienne accourue accueillir les cendres de la dernière reine Ranavalona III, en gare de Soarano, le 10 octobre 1938 ? Cette présomption républicaine n'était-il pas déjà présomptueuse quand on sait la survivance contemporaine, et bien vivace, de la réalité dynastique, royale, monarchique, dans plusieurs sociétés malgaches ?⁵ Il est, par exemple, devenu un rituel républicain d'aller en pays antemoro, sur les bords du fleuve Matitana, demander la bénédiction des rois d'Ivato, pour quiconque ambitionne une destinée nationale.

Et si la crise était du domaine du symbole ? Le 29 mars 1947, ce gros malentendu d'un contordre, nous dit-on jamais reçu, a néanmoins été érigé en fondement « renaissance » sinon en appel « fichtien », avec la complicité assentie de tout le monde quand l'amnésie collective se duplice en légende fictive mais romanesque (« artistique » dirait Raymond Ranjeva). Pourquoi a-t-elle été vouée à la *damnatio memoriae* (Jean-Pierre Domenichini), cette démarche des parlementaires malgaches, Joseph Raseta et Joseph Ravoahangy-Andrianavalona⁶ qui déposèrent, le 21 mars 1946, auprès de l'Assemblée Nationale française, une proposition de loi abrogeant la loi d'annexion du 6 août 1896 ? La ligne de fracture entre le MDRM (considéré comme merina) et le PADESM (qui se réclamait Côtier et Mainty) n'était-elle pas là, fondamentalement, entre les indépendantistes immédiats et les cohabitationnistes dans le cadre de la « Communauté » ? Ce clivage fera que la souveraineté ne sera officialisée, « plus imposée que négociée et jamais réclamée » (Christian Chadeaux), qu'à une autre date encore de malentendu, le 26 juin 1960...

C'est encore l'Étranger intime qui nous rappelle à notre devoir de mémoire, sinon de fierté : « Demain, vous serez de nouveau un Etat, comme vous l'étiez, quand ce palais de vos rois, là-haut, était habité par eux », déclama le général de Gaulle, le 22 août 1958, depuis Mahamasina où il s'adressa à Manjakamiadana. Et son futur Premier Ministre, Michel Debré, devant l'assemblée générale du Conseil d'Etat, le 27 août 1958, de distinguer, au sein de l'Union française, « la grande île de Madagascar qui fut un Etat et forme un ensemble où, malgré les

différences intérieures, on peut, d'ores et déjà, considérer qu'une sorte d'unité est réalisée ».

Gilbert Ahnee nous parle de Mangeclous, « le compliqueur de procès » : comment, en effet, se résigner, simplement, à la subversion délibérée qui voudrait faire de la date de l'indépendance octroyée l'an zéro de Madagascar alors qu'au 19^{ème} siècle, le Royaume de Madagascar était reconnu par le Royaume-Uni (23 octobre 1817), et, depuis 1883, par les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Italie et la Norvège ? Cette litanie de dates, de mois et d'années, n'est pas fortuite, puisque les symboles modernes se greffent sur les anniversaires et les commémorations : alors, 23 octobre, 29 mars, 14 octobre ou 26 juin ?

L'étranger intime

Le Malgache est un insulaire qui guette son image dans le regard de l'Autre. Mais, cet Autre est « l'Étranger intime » de chez Paul Ottino⁷. Christian Chadeaux, Jean-Pierre Domenichini, Sylvain Urfer, Gilbert Ahnee, selon l'ordre de leur arrivée à Madagascar, cumulent 150 ans de présence à Madagascar. Il était donc intéressant de nous mirer dans cet œil à la fois neuf et tellement familier, volontairement distant comme volontiers intime, marqué durablement par « l'ombre de Madagascar », ainsi que raconte Jean-Pierre Domenichini à propos de Jean Paulhan. Le rapport du Malgache à cet « Étranger intime » est proche du syndrome dit de Stockholm, quand les prisonniers sympathisent avec leurs ravisseurs. Seulement, qui a emprisonné qui, et lequel s'est laissé prendre au charme de l'Autre ?

Cette ambiguïté explique la prudence de Gilbert Ahnee (« Intuition d'apprenti-sorciers ») ou l'indignation de Christian Chadeaux (« quelle prétention à vouloir penser pour les autres ») qui n'en écrit pas moins « mon pays », certes entre guillemets, mais toujours sur le mode du « sympathie et remords » qu'aurait également vécu un ancien de Madagascar, Charles Renel, directeur de l'Enseignement pendant dix-neuf ans. En face, j'allais dire en vis-à-vis, le Malgache, en insulaire, hésite entre nombrilisme, la surévaluation de lui-même dans ce que Solofo Randrianja qualifie de « utopies mobilisatrices basées sur l'efficacité présumée de l'autochtonie » et déni de soi.

⁴ Stephen Ellis, *The Rising of the Red Shavals, A Revolt in Madagascar 1895-1899*, Cambridge University Press, 1985

⁵ Françoise Raison-Jourde (ed.), *Les souverains de Madagascar. L'histoire royale et ses résurgences contemporaines*, Karthala, 1983

⁶ Gazety « Firaiana », Andinidiniky ny raharahany solombavambahoaka Malagasy Ravoahangy sy Raseta tany Paris, décembre 1945-avril 1946, Imprimerie F.F.M.A.,

⁷ B. Champion (ed.), *L'étranger intime : mélanges offerts à Paul Ottino, Madagascar, Tahiti, Insulinde, Monde Swahili, Comores, Réunion, Saint-Denis de La Réunion, Université de La Réunion, 1995*

Les « tigres » d'Asie auraient voulu conceptualiser cette hypervalorisation de soi par la glorification des « Asian Values » et la proclamation d'une asianité spécifique irréductible, cependant « plus inventée que révélée » reproche Solofo Randrianja.

A Madagascar, on a assisté au processus inverse dont Ranavalona 1ère (1828-1861) est la victime-symbole : cette souveraine, confrontée aux premiers symptômes de l'acculturation par le christianisme chez son peuple, adopta un protectionnisme de mesures conservatoires. Plutôt que de la reconnaître comme la fondatrice du nationalisme malgache face à l'intrus, la littérature populaire s'est complu à la qualifier de reine sanguinaire. Le cas malgache serait proprement pathologique quand on réalise que la toute première manifestation de rue organisée à Antananarivo, celle du 19 mai 1929, avait été organisée pour revendiquer une accession massive à la nationalité française. Peut-on déduire de ce reniement, de cette sous-estimation de soi-même, de cette péjoration de ses propres réalisations (cf. « Vita Gasy »), l'appétence pour l'assistanat envers l'aide au développement ?

Raymond Ranjeva, jugeant la stratégie de l'administration coloniale, parle d'une entreprise de « subversion », « d'intoxication », de « diabolisation » du gouvernement d'Antananarivo aux yeux du reste de Madagascar. Cette « action aliénante » aura donc réussi, tellement réussi que notre inconscient se l'est approprié. Soupçon réciproque et méfiance mutuelle en vinrent à corrompre les relations entre Malgaches, malgré une unité insulaire, linguistique et culturelle, tandis que les réalisations proprement nationales furent péjorées à nos propres yeux.

Progressivement s'imposa l'idée d'une solution nécessairement d'importation. Quitte à être moqués par les exportateurs de modèle : « L'Etat a bien été exporté en Afrique, mais... il a été patrimonialisé » (J.F. Médard cité par Solofo Randrianja). Pourtant, si la conception qu'a Amartya Sen de la démocratie, « gouvernement par la discussion », qui suppose l'idée de pluralité des formes de la démocratie sans renier le caractère universel de ses valeurs fondamentales, est recevable, la démarche pourrait être étendue à d'autres définitions. Le PCIA (Peace and Conflict Impact Assessment) s'interdit, justement, d'imposer l'idée même d'une norme idéale à laquelle il ne resterait plus qu'à adhérer : transposition de gadgets politiques médiatiquement séduisants (Raymond Ranjeva), vision idéaliste de la construction de la nation et

de l'Etat européen comme modèle pour Madagascar (PCIA), pourtant si la culture est ce qu'on trouve en naissant : « Les dirigeants devraient renouer avec elle et cesser de la renier, c'est-à-dire de se renier » (Lolona Razafindralambo).

La modélisation

Le PCIA cherche à canaliser les ressources et optimiser le potentiel en suggérant, dans une démarche participative qui ne se veut ni évaluation, ni bilan, ni audit. Il est des indicateurs qui veulent donner une évaluation scientifique des faits sociaux et politiques. C'est le critère pnudien des six paramètres :

1. un système de représentation, avec des partis politiques et des groupes de défense d'intérêts qui soient opérationnels ;
2. Un système électoral garantissant des élections libres et non entachées d'irrégularités, ainsi que le suffrage universel ;
3. Un système d'équilibre reposant sur la séparation des pouvoirs, avec une branche judiciaire et une branche législative indépendantes ;
4. Une société civile active, à même de contrôler les actions du gouvernement et des entreprises privées, et de proposer des modes différents de participation politique ;
5. Des médias libres et indépendants ;
6. Un contrôle effectif des civils sur l'armée et les autres forces de sécurité.

Même si les sciences sociales se refusent à avoir une capacité scientifique de prédiction des phénomènes sociaux, le RSTP (Radar de suivi de la tension politique) que conçut Erick Rabemananoro apporte une aide utile dans l'anticipation d'une crise politique sur la base de certains symptômes annonciateurs de crise politique : quand le chef de l'Etat domine, monopolise et verrouille outrageusement la scène politique et les mécanismes parlementaires ; quand apparaît un leader qui cristallise le mécontentement et capable de tenir la Place du 13 mai ; quand, de surcroît, des lignes de fracture apparaissent au sein des forces armées, que le FFKM (Conseil chrétien des églises à Madagascar) perd de sa crédibilité, et que la société civile pointe sévèrement les abus et dysfonctionnements.

Conclusions provisoires

« Malgache qui es-tu ? » ne cessa-t-on jamais de s'interroger. Comme les origines de notre peuplement, cette identité serait une autre « plus belle énigme du monde ». Ces Malgaches venus de tous les horizons de l'Océan Indien

ont eu plus que le vouloir vivre ensemble. Paul Rabary, à leur propos, parle de « hargne » à vivre ensemble, malgré les différences : communiquer, se comprendre, se respecter. Et découvrir la solidarité : « Des hauteurs de l'Imerina, voit-on suffisamment la mer ? Des hauteurs de Faravohitra, dispose-t-on du recul pour appréhender, au-delà d'Isoraka, le grouillement d'Isotry ? » (Gilbert Ahnee).

Christian Chadeaux, qui dénonce vigoureusement les « Erreurs et brutalités coloniales »⁸, tempèrera cependant : « La refondation politique, ne doit pas nécessairement remettre en cause les relations économiques et culturelles de Madagascar avec la France, elle doit simplement convaincre les Malgaches et la France – que désormais la souveraineté et l'indépendance du pays sont redevenues ce qu'elles étaient avant la colonisation ». De son côté, dans le dialogue malgacho-malgache, Raymond Ranjeva préconise un « langage de vérité historique ». Mais, un dialogue qui se tiendrait entre quels acteurs de bonne foi et de bonne volonté : « en appeler à la conscience historique des anciens chefs d'État » (Raymond Ranjeva) ; « Excellence et mérite ne semblent pas caractériser les dirigeants et ceux qui leur sont liés. Ils ont oublié les valeurs universelles de la vertu politique et du travail. Ils ne sont pas en mesure de conduire vers le développement » (Lolona Razafindralambo) ; « Une classe politique dépourvue de projet de société et de notion du bien commun » (Sylvain Urfer) ; « Une société à deux vitesses, l'une ancrée dans la modernité, l'autre engluée dans l'analphabétisme » (Paul Rabary) ; « Leur incapacité à tous de faire des concessions (Gilbert Ahnee). Faisant un clin d'œil à l'intuition du Japon du pasteur Ravelojaona⁹, à l'articulation des 19^{ème} et 20^{ème} siècles, Solofo Randrianja nous invite à méditer le cas taïwanais ou le modèle indien. Tout en pointant du doigt la quasi-inexistence de « travaux dédiés à la philosophie politique ou à la production d'une doctrine d'Etat (et non de régime) » menés par des Malgaches sur Madagascar alors que le miracle taïwanais pourrait s'expliquer par les contributions intellectuelles de fils du pays nourris de confucianisme (cf. la bibliographie de Doh C. Shin, *Confucianism and democratiza-*

tion in East Asia, 2011).

Tandis qu'il serait presque « naturel » de brocarder la tradition de « subalternité », Taïwan offre l'exemple de ce qu'on pourrait appeler « cooptation vertueuse », quand le réseau des entreprises familiales, à direction familiale et à transmission dynastique, avec tout de même une stratégie de légitimation, qui passe par le diplôme universitaire et l'apparente humilité d'une promotion par palier au sein de l'entreprise, a servi de socle au « miracle » économique taïwanais.

En acteur politique, Jean-Théodore Ranjivason propose des mesures « opérationnelles » : une loi sur le financement des partis politiques et la révision de l'agenda électoral, allant de la proximité vers le national. On frémit rétrospectivement en entendant cet ancien ministre témoigner qu'il n'y eut jamais de cohésion gouvernementale.

« Nous serons Malgaches ou nous ne serons pas », décrète Lolona Razafindralambo. En définitive, qui l'emportera, de la catastrophe dont les symptômes sont annoncés par le PCIA, ou de l'utopie du jésuite Urfer, qui se dédie à « l'option préférentielle pour les pauvres »¹⁰, populations rurales vulnérables, enfants malnutris, mères chefs de famille du lumpen prolétariat urbain (Banque mondiale) ? Et ce, malgré, notre « christianisme sans compassion » (Gilbert Ahnee) ?

C'est encore dans les principes de l'éducation jésuite que l'on retrouve ce credo : « découvrir la joie d'apprendre et la soif d'une connaissance toujours plus grande et profonde »¹¹. Et si là, dans l'éducation, était à la fois le problème et déjà la solution ? N'est-ce pas à l'école qu'on gagne la bataille contre l'ignorance, la violence, l'obscurantisme, s'étrangle Gilbert Ahnee devant ce qu'il appelle l'effondrement du système éducatif.

Éducation à la culture du droit, éducation pour la production d'une philosophie politique et d'une doctrine d'Etat, éducation qui dégage la part d'élite indispensable à toute société. L'éducation change le monde, quelqu'un avait dit. ♦

⁸ C'est un ancien Gouverneur Général de Madagascar, Victor Augagneur, qui écrivit « Erreurs et brutalités coloniales » en 1927 (cf. l'article de Jean-Pierre Domenichini)

⁹ C'est en fait Rajaonah qui réva le premier du modèle japonais (Japania sy ny Japanese, Ny Mpanolo-tsaina, vol.III, n°V, jolay 1889 ; vol.IV, n°V, oktobra 1889). Les articles de Ravelojaona ont été publiés seulement en 1913, 1914 et 1915

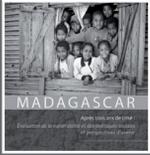
¹⁰ Interview sur www.nocomment.mg/Patrimoine/sylvain-urfer-pas-de-devoir-de-reserve-avec-les-droits-de-lhomme.html

¹¹ Éducation jésuite, synthèse des « Caractéristiques de l'éducation jésuite » (Rome, 1986), par Paul-François de Torquat, éditions Foi et Justice, 1995



LA NÉCESSITÉ DU DÉVELOPPEMENT

APRÈS TROIS ANS DE CRISE : ÉVALUATION DE LA VULNÉRABILITÉ ET DES POLITIQUES SOCIALES, ET PERSPECTIVES D'AVENIR



Le texte qui suit est le résumé analytique d'un rapport, fruit d'un travail collaboratif entre la communauté internationale des donateurs impliqués dans la protection sociale. Sa rédaction a été coordonnée par Philippe Auffret (Banque mondiale), sous la direction de Halch Bridi.

La population malgache est exposée à des risques très divers, qui ont été accentués par la profonde crise politique qui se prolonge depuis début 2009...

1. A Madagascar, une très grande partie de la population connaît des chocs fréquents. Madagascar est très exposée aux catastrophes naturelles, dont des cyclones à répétition, des inondations, des sécheresses, des invasions de criquets et des épidémies animales et végétales, tandis que le réchauffement de la planète est responsable de dérèglements climatiques qui aggravent la vulnérabilité de la population. Madagascar est également exposée à des chocs économiques internationaux qui ont un impact considérable sur le bien-être des ménages. La flambée des prix des denrées alimentaires sur le marché mondial a des répercussions négatives sur une partie importante de la population, en particulier lorsqu'il s'agit du riz, l'aliment de base, ou du pétrole.

2. Toutefois, l'histoire montre que la récurrence de crises internes de gouvernance est sans doute le principal risque systématique auquel la population malgache est exposée. L'expérience socialiste sous Ratsiraka (1975-1991) a entraîné une chute du PIB réel par habitant. Depuis, trois crises politiques majeures se sont produites (en 1991, 2002 et 2009) et ont gravement perturbé les activités économiques du pays. Ainsi, le PIB par habitant a diminué au cours des deux dernières décennies tandis que la pauvreté a augmenté. En 2010, le taux de pauvreté de 77 pour cent (ce qui représente 15,6 millions d'individus) a hissé Madagascar au rang de pays ayant le taux de pauvreté le plus élevé au monde avec Haïti, sur la base des seuils de pauvreté nationaux.

3. Outre les risques systématiques, la popula-

tion malgache est sujette à des risques individuels considérables. Les maladies surviennent fréquemment et touchent en particulier les nourrissons et les jeunes enfants. Le risque de carence alimentaire est également très élevé. A l'heure actuelle, près de la moitié de la population est sous-alimentée, c'est-à-dire que l'apport calorique des individus est inférieur au minimum requis. Les enfants âgés de 6 à 14 ans sont exposés au risque de déficit de développement du capital humain, de travail des enfants et de malnutrition. Les risques liés à l'accouchement sont également très élevés et aggravés par certaines pratiques discriminatoires qui accroissent la vulnérabilité des femmes. Le chômage et le sous-emploi sont répandus, tandis que les personnes âgées courent le risque de ne bénéficier d'aucun soutien leur permettant d'assurer leur survie. La situation déjà critique de la vulnérabilité a été aggravée par la profonde crise politique qui a suivi le changement de gouvernement en mars 2009.

4. Le risque de tomber dans l'extrême pauvreté est une réalité quotidienne pour une frange importante de la population. La pauvreté extrême correspond à un état de dénuement dans lequel un individu ne peut pas se procurer suffisamment de calories pour pouvoir être actif. A Madagascar, la pauvreté extrême touche 57 pour cent de la population. Elle est associée à la situation géographique, à la taille du ménage, à la présence de jeunes enfants, à la présence d'une femme à la tête du ménage et à des niveaux moindres ou une utilisation restreinte d'actifs clés, tels que le travail, l'éducation, les biens physiques, les services de base, le crédit et le capital social. Historiquement, les sociétés traditionnelles ont développé un certain type de protection sociale contre la pauvreté extrême, sous la forme de

normes sociales et de systèmes de soutien. Ces systèmes ont toutefois tendance à s'effondrer avec la modernisation, la croissance démographique, l'urbanisation, la migration et l'ouverture à de nouveaux marchés. Les interventions de l'Etat ont donc un rôle crucial à jouer pour compenser la disparition de ces mécanismes de soutien traditionnels.

L'engagement politique de Madagascar envers la protection sociale n'a jamais été pleinement opérationnel...

5. Avant le déclenchement de la crise politique actuelle début 2009, la stratégie de protection sociale de Madagascar était décrite dans le Plan d'Action pour Madagascar (MAP) 2007-12, tandis qu'une Stratégie de Protection Sociale et de Gestion des Risques avait été esquissée pour guider la traduction des objectifs politiques en actions sur le terrain, mais jamais adoptée. Depuis début 2009, le MAP, associé à l'ancien régime, a cessé de servir de référence pour guider les actions du gouvernement, et l'engagement du gouvernement envers les stratégies précédemment liées à la protection sociale, comme la Politique Nationale de Nutrition ou la Politique Nationale de Gestion des Risques et des Catastrophes, reste incertain.

6. La responsabilité institutionnelle de la protection sociale n'a jamais été pleinement effective non plus. Le Ministère de la Population, de la Protection Sociale et des Loisirs, l'un des ministères les plus faibles en termes de capacités, d'influence et de ressources, était responsable de la protection sociale. Lors du remaniement du gouvernement en janvier 2007, cette responsabilité a été confiée à une Direction de la Protection Sociale au sein du nouveau Ministère de la Santé, de la Famille et de la Protection Sociale. Cependant, cette fusion a été annulée à la suite du changement de gouvernement en 2009, ce qui a donné lieu à la création du Ministère de la Population et des Affaires Sociales. Ce dernier reste peu efficace pour ce qui est de diriger la conception et la mise en œuvre d'une stratégie globale de protection sociale.

... De sorte que les interventions relatives à la protection sociale ont été développées de façon ponctuelle, souvent à l'initiative des bailleurs de fonds.

7. L'absence d'autorité gouvernementale en matière de protection sociale n'a pas été sans

conséquences. Premièrement, des forums de discussion, appelés « clusters », ont été mis en place par les bailleurs de fonds dans le but d'examiner et de coordonner certains programmes de protection sociale. Par exemple, il existe un cluster pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance et un cluster pour la protection sociale. Ces clusters fournissent un cadre utile pour la discussion et la coordination entre les bailleurs de fonds, les ONG et autres acteurs ; leur pouvoir de décision est cependant limité et ils ne peuvent pas se substituer à des actions du gouvernement. Deuxièmement, les interventions en matière de protection sociale ont été développées hors de tout cadre d'orientation global, souvent à l'initiative des bailleurs de fonds. Par conséquent, les programmes de protection sociale se sont retrouvés disséminés entre divers ministères et agences et dépendent du financement et des priorités des organismes donateurs.

8. Cette situation s'est empirée avec la crise politique. Comme les bailleurs de fonds ne reconnaissent pas l'autorité de transition, les activités sont financées indépendamment du gouvernement. Ceci a défait de nombreux progrès réalisés antérieurement avec la mise en application de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement, et contribue grandement à la dégradation des systèmes nationaux. Une autre conséquence a été l'accroissement du rôle des ONG, qui sont devenues des acteurs clés de la mise en œuvre des programmes de protection sociale financés par les bailleurs de fonds.

9. De plus, la crise politique a interrompu le processus de décentralisation. Début 2009, les communes devaient gagner en responsabilité dans la prestation des programmes sociaux fondamentaux, dont la prestation des services de bases (écoles, postes de santé, réseaux d'alimentation en eau, routes communales). Avec la suspension de l'aide versée par les donateurs, non seulement le processus de décentralisation ne s'est pas matérialisé, mais le soutien financier considérable escompté au niveau des communes a également été suspendu. En pratique, Madagascar reste un état très centralisé, avec peu de services publics fournis au niveau local.

10. Paradoxalement, la crise politique a renforcé le rôle des communautés (fokontany). Le pouvoir de facto et l'influence des communautés se sont accrues depuis 2009, en particulier du fait du transfert de l'aide extérieure aux services

locaux via les ONG, qui travaillent en étroite collaboration avec les communautés. Ces structures jouent donc un rôle majeur dans la mise en œuvre des programmes de protection sociale. Les fokontany émettent par exemple des cartes de solidarité aux plus démunis, qui leur donnent accès à des médicaments gratuits et à des denrées de base à des prix subventionnés dans le cadre du programme récent Tsena Mora.

Si les dépenses totales en matière de protection sociale ont toujours été faibles à Madagascar, elles ont été dramatiquement réduites depuis l'émergence de la crise politique actuelle, étant donné que la légère augmentation de l'aide extérieure destinée à la protection sociale a été largement contrebalancée par la réduction drastique des dépenses publiques.

11. A Madagascar, les dépenses publiques en matière de protection sociale sont extrêmement faibles par rapport aux autres pays d'Afrique. Certes, les comparaisons entre les pays sont difficiles compte tenu des différentes définitions de la protection sociale, mais dans neuf autres pays d'Afrique, les dépenses de protection sociale représentaient tout de même 4,4 pour cent du PIB en 2007, avec une tendance à la hausse au cours de la dernière décennie, contre seulement 1,5 pour cent en 2008 à Madagascar, un an avant la crise politique.

12. Les dépenses publiques de protection sociale ont de plus dramatiquement chuté depuis l'émergence de la crise politique (elles sont passées d'environ 145 millions \$US en 2008 à 56 millions \$US en 2010), étant donné que le gouvernement s'efforce de maintenir globalement une certaine stabilité budgétaire, dans un contexte de forte réduction des recettes nationales et des subventions. La part relative de la protection sociale dans les dépenses totales a également chuté, passant de 13,4 pour cent en 2007 à 2,9 pour cent en 2010, ce qui suggère qu'une priorité moindre a été accordée à la protection sociale.

13. De plus, la composition des dépenses publiques en matière de protection sociale a profondément changé depuis le début de la crise. Depuis 2009, les dépenses publiques de protection sociale sont constituées quasiment exclusivement des paiements aux régimes publics de retraite, tandis que les autres dépenses de protection sociale ont été fortement réduites, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation. En 2010, le financement par l'Etat des régimes publics de retraite représentait 86 pour cent des dépenses

totales de protection sociale, comparé à 44 pour cent seulement en 2007.

14. Le programme Tsena Mora est désormais le principal programme de protection sociale du gouvernement. Ce programme a été lancé en octobre 2010, avec pour objectif de fournir des denrées alimentaires de base à des prix subventionnés aux populations pauvres des six principaux centres urbains. La Présidence a initialement alloué 12 millions \$US au programme Tsena Mora en 2011. Cependant, le programme a été considérablement réduit depuis juillet 2011 à cause de contraintes financières.

15. La réduction des dépenses publiques depuis 2009 a été très partiellement compensée par un accroissement des aides extérieures. Les décaissements d'aide pour la protection sociale ont augmenté de 26 millions \$US environ en 2008 à 37 millions \$US en 2010, en particulier grâce à l'accroissement des aides destinées aux programmes de travaux publics à haute intensité de main d'œuvre.

Étant donné que la vulnérabilité de la population s'est fortement aggravée et que les prestations de protection sociale ont été brutalement réduites, le gouvernement qui sera au pouvoir une fois la crise politique résolue, cherchera peut-être à développer de toute urgence une stratégie globale de protection sociale.

16. A Madagascar, le manque d'importance accordée à la protection sociale au sein du gouvernement et des différents ministères implique qu'une quantité considérable de risques résiduels doit être supportée par l'individu Malgache moyen, au lieu que ces risques soient atténués par des programmes efficaces et effectifs administrés par le gouvernement. Les bailleurs de fonds et les ONG ont tenté de combler ce manque de protection sociale, ce qui a résulté en un grand nombre d'initiatives dispersées et généralement de faible ampleur, dépendant du financement et des objectifs des bailleurs.

17. Dans ce contexte, le gouvernement de l'après-crise pourrait chercher à développer une stratégie globale de protection sociale fondée sur des principes solides, accompagnés d'objectifs et de priorités claires pour traduire cette stratégie en actions concrètes. La préparation d'une telle stratégie, sous la direction du gouvernement et suivant une démarche participative, pourrait signaler clairement à la population l'engagement politique du nouveau gouvernement envers la protection sociale.

18. La stratégie de protection sociale proposée dans

ce rapport est conçue de manière à accroître la protection de la population dans son ensemble tout en diminuant sa vulnérabilité, en tenant compte des programmes déjà en vigueur et des différents degrés d'exposition des divers groupes de la population. La définition d'une stratégie de protection sociale pourrait s'appuyer sur un certain nombre de principes fondamentaux, tels que : (i) la résolution de la crise politique actuelle à court terme et des problèmes plus profonds de gouvernance à plus long terme, (ii) la stabilité macroéconomique, de manière à jeter les bases d'une croissance économique forte et durable, (iii) l'adoption de mesures visant à accroître les recettes nationales, de manière à générer les ressources financières nécessaires au financement d'une stratégie de protection sociale efficace, (iv) la mise en œuvre de réformes économiques permettant une croissance économique diversifiée et durable afin d'améliorer la protection sociale et de réduire la vulnérabilité, (v) la définition d'une stratégie de protection sociale comprenant la hiérarchisation des groupes de pauvreté, l'évaluation et la rationalisation des programmes de protection sociale en vigueur, la redistribution des fonds correspondants en faveur des groupes prioritaires et l'adoption de mesures d'atténuation, (vi) la décentralisation du pouvoir de décision et des ressources financières destinées à la prestation de services sociaux, (vii) la création de liens entre le secteur public et le secteur privé, (viii) le développement et la mise en pratique de mécanismes de ciblage pour atteindre les groupes prioritaires ciblés, et (ix) le suivi de la vulnérabilité et de la mise en œuvre de la stratégie elle-même.

19. La résolution de la crise politique actuelle et la mise en place d'un contrat social plus adapté entre les groupes ethniques et géographiques sont des conditions préalables fondamentales pour l'amélioration de la gouvernance. Une fois les difficultés de gouvernance résolues, des réformes structurelles pourraient être mises en œuvre afin de promouvoir une croissance économique diversifiée, réduire la vulnérabilité et minimiser les déficiences institutionnelles et politiques dans le domaine de la protection sociale. Le programme des réformes visant à stimuler la croissance économique est vaste : il englobe des réformes de modernisation de l'état, des réformes destinées à améliorer le climat des investissements commerciaux, à améliorer la gestion des infrastructures et des services de base et des réformes visant à créer les conditions nécessaires au développement du tourisme vers une île considérée comme l'une des destina-

tions les plus diversifiées au monde sur le plan géographique. La mise en œuvre de réformes économiques clés en temps opportun peut susciter une croissance économique soutenue sur une longue période et ainsi avoir un impact considérable sur la pauvreté, comme divers pays en ont fait l'expérience à travers le monde.

20. Etant donné que dans l'immédiat, les ressources financières sont limitées alors que les besoins sont considérables, toute stratégie de protection sociale nécessiterait de hiérarchiser les groupes vulnérables en termes de priorité. Le gouvernement pourrait établir un tel ordre de priorité en s'appuyant sur le degré d'exposition au risque et la probabilité de tomber dans la pauvreté extrême. la première priorité pourrait être accordée aux populations rurales extrêmement pauvres et très vulnérables – en particulier les individus vivant dans l'extrême sud du pays –, à tous les enfants malgaches souffrant de malnutrition, aux mères chefs de famille extrêmement pauvres vivant en zone urbaine et à tous ceux ayant été frappés par une catastrophe naturelle comme un cyclone. La deuxième priorité pourrait être attribuée au combat contre l'extrême pauvreté au sein des populations pauvres des zones périurbaines, aux personnes âgées extrêmement pauvres et aux enfants à risque ayant quitté le système éducatif formel. Enfin, la troisième priorité pourrait être donnée aux programmes qui ciblent tous les autres individus extrêmement pauvres vivant en milieu urbain et aux individus extrêmement pauvres qui sont au chômage.

21. Les dépenses publiques de protection sociale pourraient être rationalisées à court terme puis augmentées à moyen terme. Une stratégie solide de protection sociale nécessitera à moyen terme un accroissement des ressources publiques globales, mais un tel accroissement devrait avoir lieu uniquement dans un contexte de modernisation globale de l'Etat. La décentralisation des prestations de services et la participation des communautés à ces prestations pourraient améliorer l'efficacité des interventions de protection sociale. La stratégie de protection sociale pourrait ainsi mettre l'accent sur la décentralisation des services au niveau communautaire afin d'améliorer l'efficacité de la prestation des services de protection sociale. Ceci nécessiterait une définition claire des missions et du financement des gouvernements locaux (les régions et les communes, et éventuellement les provinces) comme des organismes déconcentrés des institutions du gouvernement central, ainsi qu'un recours accru au Fonds de Développement Local (FDL) pour transférer les fonds aux niveaux infranationaux.

22. Le suivi de la vulnérabilité de la population et de la mise en œuvre de la stratégie de protection sociale est nécessaire, et des ressources suffisantes devraient être consacrées à ces tâches. Le gouvernement pourrait développer un système de surveillance des risques pour contrôler les sources de vulnérabilité et fournir les données nécessaires à l'évaluation de l'impact des interventions. Il pourrait également contrôler de près la mise en œuvre de sa stratégie de protection sociale.

En attendant que la crise politique soit entièrement résolue, des mesures pourraient être adoptées dans l'immédiat en vue de renforcer la protection sociale.

23. La vulnérabilité de la population malgache ne cessera pas de se détériorer aussitôt qu'une solution politique sera trouvée. Une

fois un accord politique conclu, cela pourrait prendre du temps de mettre en place des élections, puis pour le gouvernement de s'installer, et de développer et d'adopter une stratégie de protection sociale. Le gouvernement et ses partenaires techniques et financiers pourraient entreprendre certaines actions dans l'immédiat, en attendant une résolution à la crise politique, notamment :

- (i) le développement des programmes de travaux publics à plus grande échelle,
- (ii) l'ajout d'un programme de transferts en espèces aux programmes de travaux publics, visant les personnes n'étant pas en mesure de travailler,
- (iii) et le lancement d'un programme de transferts en espèces conditionnels dans les régions périurbaines. ◆

MADAGASCAR : UN PROJET EN DÉFICIT

Par Gilbert Ahnee



Rédacteur en chef, à Maurice, pendant quatorze ans, du quotidien de l'après-midi *Le Mauricien*, Gilbert Ahnee s'est joint, début 2010, au groupe *La Sentinelle*, ce qui lui a valu de passer un an à Antananarivo, y exerçant les fonctions de consultant éditorial auprès des publications du groupe *L'Express* de Madagascar. Depuis 2012, il est responsable du centre de formation du groupe *La Sentinelle*. Ancien correspondant de RFI et RFO à Maurice, il a aussi publié deux livres, « *Exils* » et « *Bonjour l'île Maurice* », respectivement un roman et un guide touristique.

Un mot de prudence d'abord, en guise de préalable : j'ai toujours trouvé désobligeants, si ce n'est détestables, ces étrangers, Français pour la plupart, qui se croient tenus de m'expliquer l'île Maurice, mon pays. Ces personnes prétendent décoder mon île pour moi, elles entendent lui prescrire les remèdes dont elle aurait le plus besoin et dont, croient-elles, je ne suis pas déjà conscient. Pendant les treize mois que j'ai passés à Madagascar, principalement au sein de salles de rédaction, au contact quotidien de l'information d'intérêt public, j'ai bien souvent été tenté d'imputer à l'un ou l'autre comportement, à l'une ou l'autre attitude, la cause de tel ou tel malheur familial. Mais il faut se méfier des intuitions d'apprenti-sorcier ; je me garderai bien ici des simplismes spontanés comme de la rhétorique savante qui souvent ne sert qu'à masquer la superficialité du propos. Je me contenterai, puisque la nature de l'exercice m'y invite, d'identifier l'un ou l'autre motif de cette situation de crise, cette vocation à la crise, parmi ceux les moins souvent évoqués.

Dans cette Grande-Île où il existe des tribunaux, des magistrats, des avocats-vedettes, une faculté de droit et tout le vocabulaire de la tradition juridique française, existe-t-il pour autant une culture du droit ? De la détention arbitraire d'un opposant politique, des gardes à vue abusivement prolongées, des conditions courantes d'incarcération à la violence populaire contre des petits malfaiteurs interceptés, nous sommes pris à témoin d'un effondrement des protections qu'est censé assurer le droit. Dans un environnement polémique où ces défauts de garanties constitutionnelles sont davantage relevés à des fins partisans par des opposants politiques qu'en vertu de principes citoyens. En tout premier lieu, si l'on doit vraiment parler de crise, ne faudrait-il pas prendre en compte celle de la culture du droit ? Comme celle du droit lui-même, c'est-

à-dire le champ d'exercice de la souveraineté et le terrain d'expression de la citoyenneté.

Une culture du droit effective, par définition égalitaire, est-elle possible dans une société qui garde jalousement mémoire des structures sociales du temps de sa royauté ? De nombreux pays, dont la plupart de ceux de la région, pourraient envier à Madagascar son très profond sens de l'histoire, sa familiarité contemporaine avec son riche passé, et cela pas seulement chez les professeurs et les étudiants d'Ankatso. Mais peut-on se contenter d'aller en esprit du rova d'Ambohimanga à celui d'Analamanga, de se projeter dans un monde disparu pour en ramener le témoignage de l'ancienneté des plus nobles lignées ? Est-ce à la brutalité avec laquelle Gallieni a tenté d'effacer l'héritage d'Andrianampoinimerina et de Radama 1er que Madagascar, ou tout au moins l'Imerina, doit cette mythologisation des onze décennies 1787-1897 et cette sacralisation du régime social de cette époque ? Peu importe les raisons, ce qui compte c'est que la conscience de l'homo hierarchicus est encore bien trop vive pour que puisse exister une pleine culture du droit et de l'égalité constitutionnelle.

Il est vrai que, depuis un an et demi, la Grande-Île a été soumise au calendrier d'adoption d'une feuille de route qui semblait compter bien davantage que la Constitution approuvée lors du référendum du 17 novembre 2011. Qui se soucie réellement des provisions de cette loi suprême, même parmi ceux qui l'ont rédigée ou qui ont milité pour son adoption ? Outre l'absence d'une culture du droit, n'y a-t-il pas aussi, comme son corollaire et un des ingrédients récurrents des crises successives, un défaut de culture constitutionnelle ? Les représentants de la SADC qui ont été dépêchés pour faciliter la négociation entre forces politiques malgaches opposées ont noté,

chez leurs interlocuteurs, un manque de référence au cadre constitutionnel, de même qu'une certaine insensibilité aux protocoles habituels des relations internationales.

On peut très bien imaginer une ONG, financée par les Danois, les Allemands ou les Canadiens, ayant pour mission de faire valoir la culture de la démocratie auprès des jeunes Malgaches, en vue, entre autres, de préparer les élites politiques de l'avenir. On trouvera aisément les partenaires de la société civile, les experts en droit et en systèmes politiques, les représentants des églises qui monteront un beau projet, susceptible de convaincre les bailleurs de fonds. Puis on le mettra en œuvre au Lycée Jules Ferry, au Collège St-Michel et à St-Antoine. Eventuellement à Ambatolampy et à Antsirabe. Toutefois, même si on mobilisait tous les établissements secondaires, on ne toucherait que quelque 20% des jeunes à sensibiliser. L'effondrement du dispositif scolaire n'est-il pas une des causes des crises, ici surtout celle de l'avenir ? N'est-ce pas à l'école qu'on gagne la bataille contre l'ignorance, la violence, l'obscurantisme ? Ou trouver les financements pour que tout jeune Malgache soit scolarisé, au moins, jusqu'à l'âge de 16 ans ?

Trop de jeunes ne sont pas scolarisés, trop de jeunes n'ont pas le savoir-faire et les compétences qui leur offriront de trouver un emploi leur permettant de scolariser leurs propres enfants. Un trop grand nombre parmi ces citoyens malgaches, et notamment les citoyennes, se retrouvent beaucoup trop tôt avec des responsabilités parentales. Dans un pays où l'on ne dispose pas de données fiables en matière de population, sans doute est-il encore plus difficile d'avoir des indications quant à la fertilité par catégories d'âge, notamment celle des jeunes. Reste qu'une observation empirique dans les seules rues d'Antananarivo laisse entrevoir une fécondité très précoce, des femmes de moins de 20 ans ayant parfois plus d'un enfant à charge. Ces parentés précaires, susceptibles de se reproduire d'une courte génération à une autre risquent aussi de peser très lourd sur la démographie de Madagascar. A ce rythme, quelle va être la pression humaine sur l'écosystème dans cinquante ans ? Une autre crise en gestation ? À ce jour, la Grande-Île dispose encore d'une densité biologique qui interdit de penser à un pays dévasté. Quel croissance démographique l'écosystème pourra-t-il soutenir ? Les acteurs de l'éducation populaire, dont les églises, mesureront-ils l'urgence de cette question du contrôle de la fécondité ?

Nous ne savons même pas à combien de millions s'élève le nombre total d'habitants de Madagascar. La stratégie des pouvoirs publics en matière d'aménagement du territoire ne peut faire l'économie d'un recensement de la population et d'un suivi de ses mouvements des zones les plus démunies à des régions plus attrayantes. L'imprévisibilité des demandes sociales peut aussi être un facteur de crise. Pour construire des écoles, des centres de santé de base, voire pour implanter des casernes de gendarmerie, certains indices de géographie humaine sont essentiels. Comment un État peut-il adopter une loi des finances quand on n'est pas en mesure d'évaluer le nombre de bénéficiaires - ne serait-ce que théoriques - des prestations de solidarité nationale ?

Existe-t-il une solidarité nationale ? Des hauteurs de l'Imerina, voit-on suffisamment la mer, les côtes et la vie sociale qui s'y engage ? Des hauteurs de Faravohitra, dispose-t-on du recul suffisant pour appréhender, au-delà d'Isoraka, le grouillement d'Isotry ? En l'absence d'une culture du droit et d'une culture de l'égalité, sans doute est-il plus malaisé qu'ailleurs de faire valoir les contraintes du devoir de responsabilité sociale ? Avec des amis malgaches très proches, pour lesquels les deux mots " bas quartiers " semblaient à la fois une explication des inégalités et une exemption de solidarité, j'ai souvent plaisanté, leur disant que j'avais toujours vécu dans des sociétés déchristianisées, ou des sociétés où les chrétiens étaient très minoritaires. Alors qu'à Madagascar, tout au moins dans l'Imerina, je faisais pour la première fois l'expérience d'une chrétienté, forte, lourde, présente et marquée, soit un monde, à tout le moins un week-end, organisé autour de la Bible. Mais je notais aussi que j'avais découvert qu'il manquait un verset aux Bibles malgaches. Et lorsque l'un ou l'autre, me prenant au premier degré, me demandait lequel, je répondais : *Tout ce que vous aurez fait au plus petit d'entre les miens, c'est à moi que vous l'aurez fait.* Madagascar a inventé un christianisme sans compassion. En Inde, des prêtres et pasteurs intouchables/Dalits ont développé une théologie Dalit, inspirée de la théologie de la libération d'Amérique latine. Faudra-t-il qu'il y ait suffisamment de religieux Andevo, qu'ils formulent une théologie Andevo, pour que la prédication chrétienne à Madagascar redécouvre sa mission libératrice ?

Déficit de la culture du droit ; déficit de la culture constitutionnelle ; déficit de l'offre scolaire et parentés prématurées ; éclatement des familles, explosion des naissances ; imprévisibilité des

fluctuations de population, déficit de la solidarité citoyenne, déficit de la prédication chrétienne. Nous n'avons pas encore abordé l'absence de projet de la classe politique et il faudrait, avant cela, s'arrêter à la culture d'affaires de ceux qui peuvent investir à Madagascar.

Le problème, à Madagascar, dans le champ économique, ce n'est pas l'investissement, ce serait plutôt le réinvestissement. Les anciens fournisseurs de capitaux, les opérateurs traditionnels, dans la savonnerie, la chocolaterie, le riz, continuent à faire ce qu'ils faisaient déjà avant la Deuxième République, sans grands changements, sans innovation. Les nouveaux entrepreneurs sont, davantage, des opportunistes, investissant pour des coups, sans réel projet d'entreprise. Qu'est-ce donc ? Outre les retours sur investissement, c'est aussi l'avancée socio-économique que les salaires procurent au quartier d'implantation, la mobilité sociale que l'éducation assurera aux enfants des salariés, l'éducation, elle-même, encouragée par les bourses et autres facilités accordées par l'entreprise, ou par la fédération des entreprises d'une région. Le travail, à Madagascar, est-il articulé à un vrai projet de mobilité sociale ?

La conscience régionale, l'ouverture à la coopération peuvent être des moyens d'offrir aux entrepreneurs malgaches davantage de perspectives stratégiques, un encouragement à sortir les entreprises de leur isolement. Il y a des savoir-faire à Madagascar, pris pour acquis par les Malgaches mais susceptibles d'être très valorisés en dehors de la Grande-Île. La fabrication d'instruments de musique, par exemple, principalement les guitares et violons, violoncelles, etc. Ces produits peuvent être exportés vers les pays de la région, à travers les conservatoires et écoles de musique pour les violons. Madagascar dispose aussi d'un produit rare dans cette région du monde : son foie-gras. Dans le cadre de la SADC, on peut imaginer un partenariat avec un producteur de blanc de récolte tardive, des vignobles du Cap, pour un marketing combiné de très grande qualité qui pourrait, par exemple, être servi en classe affaires et en première classe des lignes aériennes de la région. La ville de Tana compte aussi une grande table, de niveau international, celle de Lalaina Ravelomanana. En engageant des partenariats tant au sein de la SADC que de la COI, on peut imaginer que l'enseigne La Varangue soit franchisée, avec au moins un restaurant à Cape Town, un à Maputo, éventuellement à Windhoek, un à St-Denis, quelques uns dans les établissements de l'une ou l'autre chaîne d'hôtels à Maurice. L'artistika - dont le

site web également est une merveille d'élégance et de bon goût - deviendrait un chef d'entreprise transfrontalier, voyageant d'une destination à l'autre pour apporter son inspiration créatrice à ses collaborateurs dans ces divers pays. Et en ramener des royalties pour l'économie malgache.

On ne parle que de crise. Ceux auxquels il arrive de voyager dans la région ramènent des pays qu'ils visitent un sentiment tenace, culpabilisant, celui d'avoir laissé passer des opportunités, de s'être trop lamentés lorsqu'il fallait être capables d'un grand rêve national. Admettons qu'il y ait, là aussi, un réel déficit. Pour éviter les frais d'interconnexion entre réseaux, les Malgaches ont jusqu'à trois téléphones portables. ils colonisent Facebook et toute jeune femme qui se résigne à un mariage avec un vieux vazaha sait aller s'inscrire sur www.datanta.fr au cybercafé le plus proche. En revanche, mis à part cet usage de gadgets, Madagascar semble à l'écart de la globalisation voire tout simplement de la région proche, se complaisant dans une insularité qui rend aveugle à ce qui se passe chez les voisins. Le monde extérieur se résume à la France, puissance coloniale dont le drapeau flotte encore dans les esprits, au détriment d'une conscience féconde des ressources de la région, de l'Afrique du Sud, de l'Inde, de Maurice.

Le grand rêve, mais ce n'en est pas uniquement un, c'est que Madagascar a pour vocation d'être le leader économique et politique de cet ensemble d'îles du Sud-Ouest de l'océan Indien. Madagascar devrait finir par être au bloc continental d'Afrique australe ce que la Nouvelle Zélande est à l'Australie. En laisant à Maurice et aux Seychelles des poids comparables à ceux de Fiji et du Vanuatu. Mais en attendant que la Grande-Île prenne la tête du convoi, il faudrait qu'elle commence au moins à se mettre au rythme de l'ensemble. Mesure-t-on les opportunités régionales ? Les opérateurs touristiques malgaches veulent rehausser la destination. On trouve à Maurice des formations hôtelières de niveau international. Moyennant quelques millions de dollars d'investissement, quel merveilleux produit pourrait-on de la ligne ferroviaire Fianarantsoa-Manakara. Pas plus de huit heures de trajet, des garanties de qualité et de traçabilité pour tous les aliments proposés aux arrêts, possiblement un label Commerce équitable, un vrai développement.

Les Malgaches, ceux qui travaillent et qui prennent des risques, eux, veulent avancer, ils s'arrachent à la crise, se développent, vont voir

ailleurs. La boucherie *Zaza* a un présentoir réfrigéré aux 67 H. Le Colbert ouvre un point de vente à Ankorondrano. Un arrêt chez *InfiniThé* est un moment de grâce. Après *Curepipe*, c'est à *Quatre-Bornes* que la *Pizza Gastro* accroche sa deuxième enseigne à l'île Maurice.

A son personnage sans doute le plus haut en couleur, *Mangeclous*, *Albert Cohen* donne le surnom de "complicateur de procès". C'est une formule qui m'est souvent revenue à l'esprit face

aux négociations entre formations politiques malgaches. Outre que je n'arrivais pas à identifier les idées, les valeurs, les projets de ces divers partis, leur incapacité à tous de faire des concessions pour débloquer la situation me semblait de très mauvais augure. Et lorsqu'on avait finalement fait un pas, il y avait presque toujours un autre, semblant sorti de nulle part, qui compliquait un peu plus le processus. ♦

MADAGASCAR : UNE SOCIÉTÉ EN MUTATION, POUR QUEL DÉVELOPPEMENT ?

Par Sylvain Urfer



Sylvain Urfer, jésuite, lauréat de l'Institut d'Études Politiques de Paris, travaille depuis 1974 à Madagascar. Expulsé en 2007, il y est revenu en 2009. Il a été curé d'Anosibe, paroisse populaire de la Capitale, pendant 25 ans et collabore avec l'ADA (association pour le développement d'Anosibe). Enseignant et écrivain, membre fondateur du SeFaFi (observatoire de la vie publique), il a créé le centre « Foi et Justice » à Antananarivo.

Madagascar compte parmi les pays les plus pauvres du monde, à qui les cinquante premières années d'indépendance ont surtout apporté misère et désillusion. De cette débâcle, il est couramment admis que les causes sont dues aux seuls facteurs externes : néocolonialisme, impérialisme, ajustement structurel, libéralisme, mondialisation, etc.; ce qui, dans la même logique, exonère les pays concernés de toute responsabilité propre. Notre approche suivra le chemin inverse : indépendamment de l'impact des facteurs externes, dont le rôle n'est pas à nier, la raison première de l'échec malgache - et africain - est à rechercher dans les blocages internes aux sociétés considérées.

Mutation sociale et culturelle

Comme toute l'Afrique subsaharienne, Madagascar vit un changement lent et profond de ses structures sociales. Cette évolution, encore peu visible et largement ignorée, correspond à ce que Bergson appelle le passage d'une société close à une société ouverte. La première « ne vise qu'à se conserver » et se caractérise par « un état de choses où l'individuel et le social ne se distinguent pas l'un de l'autre » ; la seconde porte « l'enthousiasme d'une marche en avant », où « est implicitement contenu le sentiment d'un progrès ». « La première est censée immuable. Si elle change, elle oublie aussitôt qu'elle a changé ou n'avoue pas le changement. La forme qu'elle présente à n'importe quel moment prétend être la forme définitive. Mais l'autre est une poussée, une exigence de mouvement ; elle est mobilité en principe »¹. Ainsi s'expliquent nombre de phénomènes récurrents à Madagascar, à commencer par le repli identitaire d'une société autrefois tolérante, aujourd'hui fragilisée par la perte de ses repères traditionnels, la violence des rivalités de caste et d'ethnie, et l'incapacité à gérer le collectif.

Les mutations en cours fragilisent les valeurs et les comportements tenus pour immuables. Le traumatisme collectif qui en résulte voit l'ordre établi des stratifications sociales (les castes) et du pouvoir traditionnel de l'homme (noble, ancien ou aîné) contesté par le politique, la science et la technique, l'économie, les médias et les droits humains. L'omnipotence de l'argent succède à la priorité des relations sociales : là où la sagesse ancestrale préférerait « perdre un peu d'argent plutôt qu'une parcelle de bonnes relations » (aleo very tsikalakalam-bola toy izay very tsialakalam-pihavanana), le dicton moderne affirme que « c'est l'argent qui fait le personnage » (ny vola no maha rangahy). Ce basculement, insidieux et progressif, déstabilise en profondeur une société privée de repères. Dès lors, tout est permis pour une jeunesse qui exprime ses frustrations dans la violence comme pour une classe d'opportunistes qui pille et ruine le pays.

Parallèlement, les paramètres habituels subissent un changement radical. Ainsi de la conception du temps : jusque là cyclique et concentré sur la plénitude du présent, il lui faut devenir linéaire et se projeter dans l'avenir. Ainsi du travail : autrefois limité à l'effort intense des labours et de la moisson, il est aujourd'hui quotidien, et sensé permettre au travailleur de subvenir aux besoins de sa famille, grâce à son équivalent monétaire - mais comment y croire, quand le salaire mensuel minimum de moins de 100.000 Ariary est rarement honoré, en dépit de 10 heures de travail par jour, sans assurance sociale ni retraite ? Ainsi des relations sociales : le fihavanana (les relations sociales vécues sur le mode parental), symbole de la solidarité traditionnelle, est détourné par le parasitisme

¹ Henri Bergson, *Les deux sources de la morale et de la religion*, 1932, extraits.

familial ; et le *henamaso* (respect humain, honte), cet inhibiteur social, devient source de frustrations et de violence, là où il devrait affirmer le respect mutuel.

En consonance avec ce constat philosophique et anthropologique, des travaux récents tentent de mieux comprendre l'évolution historique des sociétés. Dans un livre intitulé *Violence et ordres sociaux*, trois chercheurs américains expliquent les mutations en cours, perceptibles également à Madagascar :

« L'histoire de l'humanité dans son entier n'a connu que trois ordres sociaux. Le premier est l'ordre de prédation, caractéristique des petits groupes de chasseurs-cueilleurs. Nous nous intéresserons principalement aux deux ordres sociaux qui ont émergé au cours des dix derniers millénaires. L'ordre social d'accès limité ou État naturel est né de la première révolution sociale. Les relations personnelles – qui est qui et qui connaît qui ? – forment le socle de l'organisation sociale et circonscrivent les interactions individuelles, en particulier les relations personnelles entre puissants. Les États naturels limitent la capacité des individus à former des organisations.

Dans les ordres d'accès ouvert issus de la deuxième révolution sociale, les relations personnelles ont encore leur place, mais des catégories impersonnelles d'individus, ordinairement appelés citoyens, interagissent dans les vastes domaines du comportement social sans forcément avoir à connaître l'identité individuelle de leurs interlocuteurs. L'identité, qui, dans les États naturels, est inhérente à la personne, se définit dans les ordres d'accès ouvert comme un ensemble de traits impersonnels. (...)

La transition de l'État naturel à l'ordre d'accès ouvert marque la deuxième révolution sociale et l'entrée dans la modernité. Même si des éléments, notamment technologiques, propres à la deuxième révolution se sont diffusés partout, la plupart des sociétés contemporaines demeurent des États naturels »².

Pour nos chercheurs, ce sont les relations sociales et non pas le progrès scientifique et technologique qui sont au cœur de l'évolution des sociétés. Un ordre social est fermé s'il se limite aux seules interactions personnelles ; il est ouvert s'il élargit les relations à des organisations anonymes dont les individus sont abstraitement reconnus comme citoyens et comme objets et sujets d'un droit unique. Parmi les États naturels, nos auteurs

distinguent trois catégories : « les États naturels fragiles sont incapables de susciter d'autres organisations que l'État lui-même. Les États naturels élémentaires peuvent faire naître des organisations, mais seulement sous le contrôle de l'État. Les États naturels matures peuvent donner naissance à une large gamme d'organisations élitaires qui échappent au contrôle de l'État. La capacité à susciter des organisations et à structurer l'interaction humaine est un facteur déterminant pour le développement économique et politique de l'État naturel ». Et de préciser que « la situation sociale la plus courante est l'État naturel »³. Il y a deux siècles, il n'existait pas d'ordre d'accès ouvert ; aujourd'hui encore, 85% de la population mondiale vit dans des ordres d'accès limité. Le modèle d'organisation sociale dominant dans l'histoire de l'humanité est bien l'État naturel »⁴.

En conclusion :

« Dans le monde moderne, on trouve deux modèles sociaux types. Le modèle d'accès ouvert se définit par :

1. Un développement politique et économique.
2. Une économie qui enregistre beaucoup moins de croissance négative.
3. Une société civile diversifiée et vigoureuse, dotée d'un grand nombre d'organisations.
4. Un État plus étendu et plus décentralisé.
5. Un tissu de relations sociales impersonnelles, incluant État de droit, droits de propriété sécurisés, justice et égalité, dans lequel tous les individus sont traités de la même façon.

Le modèle d'accès limité, [l'État naturel], se définit par :

1. Une économie à croissance lente, vulnérable aux chocs.
2. Des régimes politiques sans consentement généralisé des administrés.
3. Un État réduit et plus centralisé.
4. Une prédominance des relations sociales organisées sur un mode personnel, reposant sur des privilèges, une hiérarchie sociale, des lois appliquées au cas par cas, des droits de propriété fragiles et le présumé que tous les individus ne sont pas égaux (...)

L'ordre social est porté par une dynamique de changement et non de progrès. En matière de développement politique et économique, la plupart des sociétés ne suivent pas un développement linéaire et continu. Notre cadre n'implique pas de téléologie. Il nous permet néanmoins de

² Douglass C. North, John Joseph Wallis et Barry R. Weingast, *Violence et ordres sociaux*. Un cadre conceptuel pour interpréter l'histoire de l'humanité, Gallimard, 2010, p. 18-19.

³ *Ibidem*, p. 47.

⁴ *Ibidem*, p. 34.

comprendre en quoi les sociétés d'accès ouvert sont plus aptes à assumer le changement que les Etats naturels »⁵.

Pauvreté endémique

Cette mutation sociale est également vécue sur un fond de pauvreté généralisée, ce qui en constitue sans doute la conséquence majeure. La première cause du phénomène tient à la croissance démographique : la population de la Grande Île a décuplé en un siècle, passant de 2.100.000 à 21.000.000, elle a quadruplé depuis l'indépendance de 1960, et doublé en un peu plus de 20 ans.

Croissance démographique

1900	2.100.000	Évaluations administratives
1930	3.665.000	Évaluations administratives
1960	5.183.000	Évaluations administratives
1975	7.603.000	1 ^{er} recensement général
1993	12.210.000	2 ^{ème} recensement général
2011	21.000.000	Évaluations administratives
2050	54.000.000	Projections de l'INED ⁶

A l'augmentation du nombre de bouches à nourrir s'ajoute l'insuffisance de la production, notamment agricole, depuis 1960. Il faudra attendre 1997 pour que la croissance économique dépasse la croissance démographique. Mais la croissance par tête reste obstinément négative depuis l'indépendance :

Croissance globale et par tête, inflation (1960-2000)

	Croissance/an	Inflation/an	Croissance/an/hab.
1960-1970	2,9%	3,2%	1960-1980 : -0,5%
1970-1980	0,3%	10,3%	1970-1990 : -2,3%
1980-1990	1,1%	17,1%	1990-2009 : -0,1%
1990-2000	2%	19,1%	1961-2008 : -0,8%
2004-2008	2,8%	10,5%	

Pour illustrer la perte de pouvoir d'achat de la population qui en a résulté, la comparaison de l'évolution du salaire horaire minimum et celle du prix du kilo de riz, le principal aliment des Malgaches, reste l'indicateur le plus pertinent :

Evolution du salaire minimum horaire et du prix du kilo de riz (1963-2008)

	1963	1981	2001	2008
Salaire horaire min/h de 16 à 29 (Fmg)		66,30	1.137	1.825 (365 Ar)
Riz ordinaire, prix au détail (id.)	29	75	2.500	5.000 (1.000 Ar)

« Ce tableau montre que pour se procurer un kilo

de riz, il fallait travailler une heure ou plus (selon les 4 zones alors en vigueur) en 1963, plus d'une heure en 1981 (2 zones, jusqu'à aujourd'hui), un peu plus de deux heures en 2001, et un peu moins de trois heures en 2008. En d'autres termes, le pouvoir d'achat a approximativement été amputé des deux tiers en quarante-cinq ans ».

Les raisons de ce désastre sont complexes, et communes à toute l'Afrique subsaharienne. Nous en retiendrons deux, mentionnées par la Banque mondiale qui a parfois quelques éclairs de lucidité sur ses propres dérives. « La performance économique de Madagascar s'avère décevante depuis au moins trois décennies. Non seulement la plupart des ménages, aujourd'hui, se trouvent en moyenne plus pauvres qu'en 1980, mais près d'un quart de million de pauvres supplémentaires sont apparus depuis 2001. (...) Si une explication doit être retenue pour comprendre la faible performance économique de Madagascar au cours de ces dernières décennies, force est de mettre en avant le manque de gouvernance. (...) Le développement économique est souvent lié à la qualité des institutions et à l'existence de canaux qui permettent à la base sociale et économique de participer aux processus de décisions économiques et politiques. Ces deux aspects complémentaires de la gouvernance (du haut et du bas) ont pêché par leur absence chronique à Madagascar, générant une politique économique en faveur d'intérêts particuliers plutôt que de l'ensemble de la nation. Cette double urgence – celle d'établir un État de droit et une redevabilité sociale – doit se situer au cœur de tout agenda de relance économique »⁸. Que dire à cela, sinon rappeler que les pratiques dénoncées par la Banque mondiale sont la conséquence de l'affaiblissement de l'Etat voulu par elle depuis les années 1980, et des dérives venant des Présidents successifs et tolérées par elle ?

La deuxième raison tient à ce que les économistes appellent la « croissance sans développement ». Laissons à nouveau la parole à la Banque mondiale : « La croissance économique reste trop faible et, quand elle a lieu, insuffisamment partagée pour créer des emplois et une amélioration des conditions de vie (...) La fragilité de la croissance économique à Madagascar s'illustre par l'examen plus approfondi de la période 2003-2008. A première vue, le taux de croissance par habitant de 3,4 % s'est montré satisfaisant, dépas-

⁵ *Idem*, p. 32-33.

⁶ *Population et sociétés*, n° 480, juillet août 2011.

⁷ Observatoire de la vie publique (SeFaFi), « La hausse du coût de la vie », communiqué du 12 septembre 2008, dans : *A qui appartient l'Etat ?*, SeFaFi, 2009, page 60.

⁸ Banque mondiale, *Madagascar : vers un agenda de relance économique*, juin 2010, pages 1-2.

sant la moyenne historique, et se rapprochant de la performance enregistrée par les pays émergents. Or (...) une partie de cette croissance s'explique par le rattrapage des effets négatifs de la crise politique survenue en 2002, avec un rebond quasi-automatique de 6,7 % du revenu par habitant en 2003 ; si bien que la croissance moyenne entre 2004 et 2008 a été plus modeste : 2,8 % par an.

Ensuite, le regain économique s'est davantage reposé sur une politique budgétaire généreuse que sur un véritable essor du secteur privé. (...) Cette politique volontariste visait à résorber les déficits en matière d'infrastructures physiques et de capital humain dont souffrait – et souffre encore – le pays. Elle a en grande partie été financée par l'aide extérieure, qui a augmenté de moins de 2 % du PIB au début des années 2000 à environ 9 % du PIB en 2007-8, jusqu'à financer près de 2/3 du budget d'investissement ou l'équivalent de 70% des revenus publics. (...) Le rôle prépondérant joué par la politique budgétaire et par l'apport du financement externe ne pose pas de problème en soi s'il permet de provoquer la transition vers une croissance auto-entretenue par le secteur privé »⁹. Ce qui ne fut pas le cas, comme chacun a pu le constater.

Les conditions du développement

Pour sortir le pays de la misère endémique, après la faillite du modèle pseudo-socialiste de Didier Ratsiraka, se sont succédés les potions magiques des institutions de Bretton Woods (FMI et Banque mondiale) et du consensus de Washington. À l'instar de toute l'Afrique subsaharienne, Madagascar a enchaîné PAS¹⁰, DSRP¹¹, DCPE¹², PPTE¹³, et autre MAP¹⁴, en vue de la réalisation des chimériques ODM¹⁵. De ce tournis d'étiquettes qui reconduisaient les mêmes médecines, rien de durable n'est sorti, sinon, on l'a dit, quelques années de croissance sans développement (1997-2001 et 2004-2008). Poursuivre dans cette voie serait suicidaire. Mais deux réformes majeures s'imposent avec urgence : la réduction des inégalités sociales et la décentralisation.

La première est urgente, tant la situation s'est dégradée au cours de ces dernières années.

Jamais autant de Hummer (ndlr : gros 4x4 américain) n'ont sillonné les rues des villes grandes et moyennes du pays ; et jamais la proportion des pauvres n'a été aussi forte dans la Grande Île. « La concentration sectorielle et géographique de la croissance à Madagascar compte parmi les facteurs qui ont contribué non seulement à la faible réduction de la pauvreté dans le pays, mais aussi à l'émergence d'inégalités (...). Le taux de pauvreté à Madagascar a stagné autour de 68 % entre 2001 et 2008 (...). Le nombre absolu de pauvres dans le pays [est] estimé en augmentation de près de 2 millions de personnes entre 2001 et 2008. La permanence de la pauvreté s'explique par le manque de capacité de la croissance à créer des emplois rémunérateurs, notamment dans les zones rurales où vivent près des deux tiers de la population. À l'exception de la construction, les secteurs intensifs en main d'œuvre, comme le textile et l'artisanat, n'ont été que faiblement porteurs de croissance pendant ces dernières années ; si bien qu'à la fin 2008 environ 2 travailleurs malgaches sur 3 déclaraient encore être sous-employés ou au chômage »¹⁶.

Tandis que s'appauvrit la masse, une minorité d'affairistes affiche sa richesse avec ostentation et inconscience ; elle a fait plus pour créer une conscience de classe en quelques années, qu'un quart de siècle de propagande socialiste de l'idéologue Didier Ratsiraka. Les premiers symptômes en ont été l'élection d'Andry Rajoelina à la mairie d'Antananarivo par les laissés pour compte de la croissance, puis la crise de 2009. Ce sont les prémisses d'affrontements futurs qui pourraient amalgamer les oppositions de caste, de race et de classe dans la capitale, et les conflits régionaux du reste du pays.

La deuxième urgence concerne la décentralisation. La Banque mondiale a parfaitement posé le diagnostic, celui de « l'actuel manque de cohérence entre la relative décentralisation politique (avec plus de 1.500 communes) et la quasi-absence de décentralisation budgétaire (avec près de 95 % des dépenses publiques sous le contrôle de l'Administration centrale) »¹⁷.

⁹ Banque mondiale, *op. cit.*, pages 1 et 3-4.

¹⁰ Programme d'ajustement structurel.

¹¹ Document stratégique de réduction de la pauvreté.

¹² Document cadre de politique économique.

¹³ Initiative dite Pays Pauvres Très Endettés.

¹⁴ Madagascar Action Plan.

¹⁵ Objectifs de développement du millénaire.

¹⁶ Banque mondiale, *op. cit.*, page 5.

¹⁷ *Idem*, page 10.

**Le paradoxe malgache :
décentralisation politique et concentration budgétaire**

1 gouvernement central	→	95% du budget
22 régions	→	1,5% du budget
1.549 communes	→	3,5% du budget

Source : Banque mondiale, op. cit., p. 73.

L'une des causes de cet état de fait est « l'avidité du pouvoir central. Le décalage de l'Afrique, et de Madagascar en particulier, par rapport au reste du monde en matière de décentralisation budgétaire s'explique en partie par la possibilité que donne le contrôle du budget aux fonctionnaires de l'Administration centrale de s'enrichir. Autrement dit, détenir les clefs du budget leur permet de capturer une des principales sources de richesse, et d'influer sur les relations avec le secteur privé local à travers des mécanismes de passation de marché pas toujours transparents et concurrentiels ». La Banque mondiale ignore que c'est la monarchie merina qui a initié ce système fortement centralisé dans les régions conquises, au long du XIX^{ème} siècle. La colonisation en a repris et perfectionné la pratique, qui perdure jusqu'à aujourd'hui, parfois au profit des mêmes familles. Ce réflexe centralisateur, profondément ancré dans les mentalités, fait que les politiciens côtiers s'établissent en majorité dans la capitale, négligeant leurs régions d'origine dont ils sont censés promouvoir le développement.

Réduction des inégalités et décentralisation n'auront d'impact qu'à long terme. Dans l'immédiat, une responsabilité toute particulière incombe à la société civile. On l'a dit, il y a peu à attendre de la classe politique, dépourvue de projet de société et de notion du bien commun, préoccupée surtout par la quête de l'argent et des honneurs. Le recours électoral est tout aussi aléatoire, parce que les élections sont trop souvent truquées et que la culture dominante veut que les gens votent pour le détenteur du pouvoir. Dans ces conditions, la société civile reste un recours, même si beaucoup tentent de l'instrumentaliser à leur profit. Elle seule pourrait diffuser une information libre par des médias indépendants ; et développer l'esprit critique dans la population par des analyses, des propositions et des débats qui échappent au politiquement correct. Mais pareille évolution implique le renoncement à l'esprit corporatiste qui caractérise trop souvent la magistrature, l'enseignement supérieur, les forces armées ou la cléricature.

Enfin, il n'y aura pas de véritable changement sans remise en question de l'exercice du pouvoir.

On l'a dit, gérer le collectif est une action qui ira à l'encontre de la culture aussi longtemps que la solidarité citoyenne n'aura pas remplacé les solidarités familiales et ethniques. A titre d'exemple, l'apprentissage de la redevabilité de l'élu à ses électeurs commence à la base, au niveau des collectivités locales. Ainsi pourra se forger une nouvelle génération de politiciens qui ne seront plus cooptés ou parachutés, mais qui acquerra compétence et expérience en gravissant les échelons de la base au sommet. Mais au-delà de ces mécanismes du pouvoir, il reste à savoir de quel développement les Malgaches ont envie, quels atouts seront à valoriser et quels obstacles à éviter.

La mise en question du développement

Le grand défi pour les pays pauvres, depuis que les pays industrialisés ont creusé l'écart, est celui du développement. À partir des années 1960, l'objectif du défunt tiers monde était de rattraper les plus développés. La Chine et autres pays émergents sont aujourd'hui sur cette voie, aidés, il est vrai, par le déclin des pays occidentaux.

Mais ce « rattrapage » révèle aussi l'impossibilité physique pour 10 milliards d'individus d'accéder au style de vie des pays riches : les matières premières n'y suffiraient pas, la pollution et les dérèglements climatiques détruiraient la planète ! La question du développement se pose désormais aux riches comme aux pauvres, ces derniers étant les plus disposés à créer une alternative humaine et durable que les riches n'accepteront que contraints et forcés.

Un vrai développement est censé répondre aux besoins des populations, mais quoi de plus extensible que la notion de besoin ? Voiture, ordinateur et téléphone portable, réduction du temps de travail et loisirs, autant d'innovations devenues besoins, qui impliquent un pouvoir d'achat sans cesse croissant. À Madagascar, ces biens resteront inaccessibles pour longtemps au grand nombre, sans que les Malgaches en soient traumatisés. Ils sont plus heureux dans leur dénuement que bien des adeptes occidentaux du « toujours plus ». Le reconnaître n'est pas faire l'éloge de la misère, qui insulte notre humanité commune. Cela permet par contre de définir les vraies nécessités de base, qui correspondent pour chacun chacun à des droits personnels et collectifs. Dans les pays riches, ces nécessités s'identifient à la consommation croissante de biens matériels, et supposent le recours aux lois du marché ; la société en subit toutes les contraintes et, surtout, voit ses relations humaines

se dégrader. Malgaches et Africains privilégient les relations humaines ; mais, ne maîtrisant pas suffisamment ou négligeant les exigences technologiques, financières et commerciales de la mondialisation libérale, ils en deviennent les victimes.

Il convient alors de (re)définir les objectifs que se donne chaque société pour l'organisation de sa vie collective. En élaborant un projet de développement, quel modèle de communauté veut-on construire, sur la base de quelles valeurs ? En découlent les priorités économiques (infrastructures, agriculture, industrie, services), sociales (éducation, santé, travail) et culturelles (langue, coutumes). Pour l'heure, l'idéal de la vie malgache est encore de préserver la qualité des relations avec son environnement : Dieu et les ancêtres, la famille et le voisinage, le cadre naturel et humain, et l'assurance d'une postérité. Vient ensuite la satisfaction des besoins matériels, qui se limite le plus souvent à l'essentiel : du riz pour manger, un toit qui préserve de la pluie et du froid, une éducation pour les enfants, des soins de santé, et un travail qui permette la subsistance de la famille. Dans ces conditions, pourquoi préconiser l'écrasement des salaires et les rudes conditions de travail des zones franches - pour approvisionner les Européens et les Nord-américains en produits de confection bon marché ? Ne serait-il pas préférable de se doter d'une industrie nationale qui satisfasse les besoins élémentaires, à l'abri d'une protection douanière minimale, les ressources natu-

relles, minières et halieutiques fournissant le reste ? Ces perspectives supposent une rupture avec les pratiques suivies à ce jour. Elles impliquent la définition d'une stratégie agricole qui, par la diversification des spéculations et l'amélioration des rendements (notamment le SRI), valorise les productions agricoles (jusqu'à là maintenues à bas prix pour ne pas mécontenter le prolétariat urbain) et élève le niveau de vie des paysans ; et parallèlement, la réhabilitation des dessertes rurales et l'assainissement du secteur des transports. Elles supposent la définition d'une stratégie industrielle qui, renonçant au dogmatisme du libre-échange, jette les bases d'une industrie nationale et d'une politique salariale visant à l'élévation du niveau de vie. Elles demandent l'assainissement des secteurs minier, pétrolier et halieutique, par la transformation locale des matières premières jusqu'ici exportées sans valeur ajoutée, et le retour à l'État de la rente minière accaparée par les politiciens et les multinationales. Enfin, une meilleure répartition décentralisée des richesses en faveur de de l'éducation, de la santé, des infrastructures, de l'environnement, etc.

Tout cela peut sembler bien utopique. Mais chacun sait que les choses ne pourront pas continuer indéfiniment comme elles ont été depuis 50 ans, et que le libéralisme débridé qui préside à la mondialisation actuelle est de plus en plus contesté. Une belle opportunité pour des pays comme Madagascar... ♦

SUGGESTIONS POUR UNE RÉFLEXION AUTOCRITIQUE



Peace and Conflict Impact Assessment (PCIA) : Madagascar, par Oliver Jütersonke et Moncef Kartas, Centre d'études sur les conflits, le développement et la paix à l'Institut de Hautes études internationales et du Développement, Genève, 2010

Une initiative récente du gouvernement fédéral suisse, élaborée en collaboration avec la Banque mondiale, l'OCDE, les Nations Unies et l'OTAN, servira de référence utile pour cette étude. En mars 2009, lors d'une conférence de haut niveau à Genève, les participants ont approuvé une « Feuille de Route 3C » qui cherche à se focaliser sur la nécessité d'une approche cohérente, coordonnée et complémentaire dans les Etats fragiles. Le message important de l'initiative 3C est que l'aide étrangère exige une plus grande cohérence dans la programmation de ses interventions et un langage commun parmi les diverses entités travaillant au développement des différentes politiques. Il faut également une coordination accrue entre les donateurs bilatéraux ainsi qu'avec les acteurs locaux, des autorités étatiques centrales et locales que la société civile ou le secteur privé. D'ailleurs, chacun des donateurs et des agences chargés de la mise en œuvre des interventions doit miser sur ses avantages comparatifs afin d'éviter la duplication et l'opérationnalisation simultanée de projets qui pourraient se neutraliser ou s'avérer préjudiciable à la situation globale.

Pouvoir et autorité, Madagascar est un état fragile*

Tout en donnant l'impression externe et structurelle de constituer un Etat bureaucratique moderne, la dynamique du pouvoir et de l'autorité à Madagascar ne peut être comprise sans essayer de venir à terme avec un certain nombre de traits culturels de base au sujet des structures des relations de pouvoir à Madagascar. En portant attention, deux éléments de base peuvent être discernés: les sources d'autorité basées sur la stratification cellulaire de la société malgache exprimée le plus visiblement à travers le concept du ray amandreny, et la centralité d'une culture orale de communication. Les lignes de fractures entre l'urbain et le rural

d'une part, le centre et la périphérie d'autre part, résultent des structures institutionnelles et économiques développées historiquement. Elles contribuent à maintenir les désavantages concurrentiels et à entraver activement le développement du potentiel somatique et cognitif de grandes parties de la population. Elles fournissent également les conditions permettant l'exclusion sociale permanente et la déresponsabilisation de la population. Les luttes d'élites, l'accumulation de capital et le pouvoir politique au centre, et le phénomène de présidentialisation depuis la création de la Troisième République sont tous des syndromes de déficiences spécifiquement malgaches résultant de l'exclusion sociale et de la stratification cellulaire à Madagascar.

En dépit de tout le romantisme pour les cultures traditionnelles, les changements dans les relations de pouvoir seront accompagnés de la transformation d'une culture orale à une culture écrite. Pourtant les changements culturels sont, par définition, progressifs et lents. Ils exigent un large accès à une éducation de qualité pour les enfants, et une interaction politique quotidienne au sein des communautés locales avec l'appui des médias et des structures de communication (par exemple les espaces publics, les marchés de village, etc.). Nous ne partageons pas l'avis que la « civilité » s'apprend principalement en classe. L'apprentissage et les changements comportementaux sont basés sur des expériences vécues. Sans investissements dans l'infrastructure des communautés locales, l'occasion de vivre de telles expériences n'aura pas lieu.

Dans le vocabulaire de la communauté internationale des donateurs et des acteurs de développement, Madagascar peut en effet être classé comme Etat fragile parce que sa population et ses élites ne s'identifient pas avec les institutions étatiques. Il peut y avoir une assemblée nationale et un cabinet, mais la source de pouvoir et d'autorité à Madagascar continue à se trouver ailleurs. A la

lumière des relations de pouvoir à Madagascar et de la faiblesse actuelle de la classe moyenne, il n'est pas improbable de supposer que l'élite Malgache deviendra plus virulente dans sa tentative de maintenir ou d'étendre son influence et de prendre le contrôle de l'économie. La désillusion perpétuelle des populations vivant à la périphérie (y compris les pauvres urbains) fournit suffisamment de ressources humaines pour déstabiliser la HAT ou n'importe quel autre futur gouvernement. De plus, la nature disparate et la situation fragile du secteur de la sécurité pourraient inciter les élites économiques ou militaires à compter de plus en plus sur des milices pour sécuriser leurs intérêts et pour assurer leur propre sécurité. Il se peut que Madagascar soit arrivé à un seuil dangereux où tout peut basculer.

Sécurité : l'intégrité de l'état est menacée*

Les menaces de sécurité posées par chacun de ces moteurs (de conflits) se manifestent elles-mêmes le long des trois principales lignes de fractures identifiées : le clivage entre une culture orale d'autorité et du mot écrit de l'administration étatique, la déconnexion entre les centres économiques et la périphérie, et la division concomitante entre une élite principalement basée en zone urbaine et les régions rurales défavorisées.

1. L'exclusion sociale et la déresponsabilisation. Un des traits les plus saisissants du Madagascar d'aujourd'hui est l'écart béant entre 80% de la population qui vit dans une extrême pauvreté sans accès aux services publics et à l'infrastructure de base, et une élite urbaine tirant bénéfice de la politique économique du pays orientée vers l'export. Cette conséquente inégalité socio-économique entre le centre et la périphérie, entre la production industrielle et l'agriculture de subsistance inefficace, est l'un des principaux moteurs des taux de criminalité en hausse et de l'insécurité croissante. Les fonctionnaires, les officiers de police, les gardiens de prison jusqu'aux employés du bureau du magistrat local, sont disposés à s'engager dans la corruption pour assurer leur propre survie et celle de leurs familles. Les structures centralisées du système présidentiel donnent amplement l'opportunité d'instrumentaliser la bureaucratie pour son enrichissement personnel. Plus l'impasse politique actuelle continuera, plus il sera difficile de remettre le pays sur les rails de la prospérité.

2. Un manque de structures communales de gouvernance. Bien que la décentralisation ait continuellement été à l'ordre du jour de chaque gouvernement pendant des décennies, l'impact

de la « décentralisation centralisée » sur les communautés locales a été le moins qu'on puisse dire marginal. La plupart de ceux exerçant l'autorité dans les régions (y compris les chefs régionaux et de district), sont jusqu'à ce jour nommés à Antananarivo, rendant tout type d'initiatives communautaires « populaires » ou « ascendantes » presque impossible. Pourtant le manque de financement et de ressources du gouvernement central a aussi signifié que les politiques de « haut vers le bas » ne les ont pas atteintes non plus. Un terrain inaccessible, comprenant des routes inondées dans une région et de la sécheresse et famine dans d'autres, s'ajoute au défi. Le résultat est une corruption perpétuelle et une grave lacune dans la production de services de base (sécurité, éducation, soins de santé) pour une grande partie de la population malgache.

3. L'état disparate des institutions de la sécurité. Une combinaison de facteurs a mené à la détérioration régulière des secteurs de la sécurité et de la justice : la politisation des forces armées, la participation des dirigeants de haut rang dans l'activité économique, et une administration sans ressources menant à la corruption à tous les niveaux. Un manque de concentration sur la prévention, une portée territoriale extrêmement faible (aussi bien pour la protection des ressources naturelles que pour le déploiement face aux désastres naturels à occurrence régulière) et une absence du maintien de l'ordre communautaire s'ajoutent à cette terrible image. Qui plus est, l'apparition en hausse des milices armées pour protéger des intérêts économiques et des activités de trafic – dans les deux régions, rurales comme urbaines – constitue une menace indéniable à l'intégrité de l'Etat et à la sécurité de sa population. Sans une réforme urgente et un renforcement de capacité pressant des forces armées et de l'appareil judiciaire, ensemble avec l'établissement d'un gouvernement reconnu, la souveraineté de Madagascar pourrait bientôt être menacée.

Sans vouloir paraître excessivement alarmiste, le présent cercle vicieux de l'extrême pauvreté, de la criminalité en hausse, de la paralysie des forces armées et de la poussée concomitante de services de sécurité « alternatifs » ne présage rien de bon pour l'avenir de Madagascar. Tandis que la crise politique continue, les précieuses ressources du pays continuent à être pillées à volonté, et la population continue à mourir de faim. Avec chaque semaine qui passe, ceux qui pillent l'île deviennent de plus en plus impitoyables, alors que la capacité des autorités publiques pour agir contre ces fléaux diminue d'autant.

Vide politique + exclusion sociale + déresponsabilisation = moteur de conflit*

Madagascar a vécu une histoire économique très turbulente. Pourtant, les discours communs essayant de relier la nature cyclique apparente des crises politiques aux pics dans la croissance économique revendiquent une causalité inexistante. Les crises récurrentes n'ont pas été provoquées par la collusion des acteurs externes intéressés, ni par les mouvements populaires éclatant chaque fois que l'injustice socio-économique devient insupportable. Il est certainement vrai que l'appauvrissement grave de la population et même la famine dans le Sud de l'île sont les aspects les plus inquiétants du paysage malgache, mais l'exclusion économique, sociale et politique de la majorité de la population par une minorité orientée vers les affaires n'a, techniquement parlant, pas été la cause fondamentale du conflit et de l'instabilité. Néanmoins, lorsque associée au vide politique actuel, à la corruption sans fin et à la montée d'acteurs économiques rapaces cherchant à exploiter les ressources naturelles de Madagascar, cette exclusion sociale et la déresponsabilisation des Malgaches représentent un important moteur de conflit ayant le potentiel pour devenir un facteur majeur de déclenchement pour une violence future.

La réforme de l'éducation comme stratégie de promotion de la paix*

Le développement est inévitablement une tentative subversive parce qu'il agit forcément sur les dynamiques politiques d'une administration étatique et d'un gouvernement qui eux-mêmes sont aux prises avec des appels à la démocratisation et à la responsabilisation. Le développement social cherche à responsabiliser ceux qui, sous les actuelles relations de pouvoir, n'ont aucune chance de réaliser leur potentiel. D'une part, si la communauté internationale n'est pas continuellement consciente du rôle de la dimension politique de l'aide au développement, ses stratégies peuvent affecter les relations de pouvoir locales de manière à renforcer les structures d'injustice. D'autre part, une programmation soigneusement conçue et mesurée peut renforcer les structures promouvant la paix.

Il s'avère possible qu'aucun autre programme de développement ne pourrait illustrer ceci aussi bien que la deuxième partie du programme de la réforme d'éducation intitulée Education Pour Tous (EPT). Cette dernière initiative de réforme, basée sur la tentative précédente de réforme en 2003, avait accompli des progrès impressionnants

en augmentant la présence des écoliers du primaire. Sans entrer dans les détails du plan, trois éléments de la réforme défiaient fondamentalement l'héritage néocolonial des relations de pouvoir. D'abord, la réforme a cherché à aligner sa politique sur celle de la SADC en prolongeant l'éducation primaire de cinq à sept ans. Ceci évite la séparation précoce de l'enfant de sa famille quand les écoles secondaires sont seulement disponibles dans les centres urbains éloignés. Elle offre également une plus longue et meilleure éducation aux enfants qui ne continueraient pas l'école secondaire, de ce fait offre une stratégie importante contre l'analphabétisme. En second lieu, la réforme visait à augmenter le nombre d'écoles, avec la priorité accordée aux communautés rurales. Ceci aborderait finalement l'avantage comparatif de l'élite urbaine. Troisièmement, la langue du primaire serait le malgache. Naturellement, la réintroduction du malgache dans l'éducation primaire a amené la réforme au centre des luttes politiques, car elle attaquait directement un des principaux mécanismes d'exclusion sociale. Nous soulignons ici l'importance de la réforme d'éducation comme une stratégie à long terme qui a le potentiel de renforcer les structures promouvant la paix. Néanmoins, la dynamique globale de la concentration du pouvoir dans la présidence de Ravalomanana et de l'approche technocratique du développement ont inutilement compromis le plan de réforme. Ironiquement, le manque d'intégration politique, que les réformes essayaient d'adresser, a gêné un processus raisonnable de délibération et d'information cherchant à obtenir un large soutien populaire dans les luttes inévitables avec les forces d'élites à Madagascar.

Un partenariat selon les besoins et non selon les projets favoris*

Madagascar ne présente pas de moteurs de changement internes, et les lignes de fractures et les moteurs de conflits identifiés dans ce PCIA produisent les conditions pour des luttes d'élites, avec le potentiel d'une récurrence régulière de violence politique – et, dans des cas extrêmes, à une descente vers une violence généralisée, criminelle, de type guerrière. Toute stratégie de développement cherchant à éviter la répétition de la violence armée devra ainsi adopter une vision à long terme de développement orientée vers l'érosion des relations de pouvoir actuelles. La communauté internationale serait mal avisée de prendre une vision idéaliste de la construction de la nation et de l'Etat européen comme modèle pour Madagascar. La modernisation n'a pas été

la solution aux conflits de Madagascar mais une partie essentielle du problème lui-même. C'est la tâche des donateurs et des agences de développement de mettre en place des programmes en partenariat avec le peuple malgache et en ligne avec ses besoins, et non selon les projets favorisés de la communauté internationale. Les lignes de fractures, les moteurs de conflits et les amplificateurs présentés dans ce PCIA devraient guider les acteurs de développement étrangers et malgaches dans cette entreprise.

En principe, si l'aide au développement ne veut pas courir le risque de consolider les lignes de fractures sociétales et les moteurs de conflits, elle doit comprendre qu'elle doit approcher le développement de Madagascar avec une perspective patiente et à long terme. Une croissance liée à l'export peut produire des résultats plus rapides que le développement rural et communautaire, mais elle approfondit inévitablement les lignes de fractures sociétales comme elle l'a fait les décennies passées.

Renforcer les structures locales et décentralisées*

La concentration élevée du pouvoir et du capital au centre est une réalité de Madagascar, et nous ne proposons pas que toute l'aide au développement doive être réorientée vers le développement rural. La priorité doit être accordée aux structures de gouvernement local au sens large. Dans le contexte malgache, la fragilité de l'Etat peut seulement être abordée en renforçant les structures locales et décentralisées. La capacité étatique d'imposer ses politiques et sa portée dépend de

la capacité des communautés locales de s'organiser politiquement. Le gouvernement local est également essentiel pour le fonctionnement des structures législatives nationales, car seules les communautés actives fournissent les conditions pour des parlementaires forts et responsables. Par conséquent, le contrôle civil efficace des forces armées peut uniquement être soutenu dans le long terme par la décentralisation du pouvoir à la population locale.

Dans cette veine, le gouvernement local comprend aussi la création des forces de police communale adaptées aux besoins de protection et de sécurité des communautés et responsables envers elles. Donner la priorité aux structures de gouvernement local offre un point d'entrée pour une stratégie de développement cohérente qui s'adresse simultanément aux différentes lignes de fractures et moteurs de conflits.

Ce PCIA suggère que l'approche 3C soit développée selon les priorités de développement envisagées en tant que moyen pour garantir que tous les efforts à la coordination, à la cohérence et à la complémentarité puissent réussir.

L'efficience et/ou l'efficacité de l'aide ne devraient pas être mesurées en termes de chiffres uniquement, mais doivent également spécifier les valeurs qu'elles soutiennent et les utiliser comme critères pour la qualité du processus de développement. Ceci peut seulement se produire si tous les partenaires sont d'accord sur les valeurs partagées et sur une vision commune – l'aide doit ainsi avoir un coût. ♦

* NDLR : le Titre et les intertitres sont de la rédaction de .N.B.



L'INCONTOURNABLE DIMENSION CULTURELLE

« LA FRANCE M'A TUER »...

Par Christian Chadeaux



En 55 ans de présence à Madagascar, Christian Chadeaux fut successivement journaliste au « Courrier de Madagascar », rédacteur en chef de « L'Express de Madagascar » et enfin rédacteur en chef des « Nouvelles ». Correspondant de l'Agence France-Presse, d'Associated Press et de « Libération ».

Tout commence par un souvenir. Gentil. Pour cela, il faut avoir en tête l'accent du Sud-Ouest de la France. C'est plus savoureux. Chantant, certes, l'accent, mais rocaillieux. Grave, aussi. Et comme un peu gras... On mange et boit bien dans l'Aveyron, à Villefranche-de-Rouergue pour être précis. Et plus encore quand le maître des lieux est cuisinier. Fin et très bon Chef qui plus est. Mon oncle.

Un oncle aux normes de la franc-maçonnerie de son époque, celle de l'entre deux guerres et qui se prolonge après « la der des der ». L'œil sombre, sévère, mais pétillant de malice, au besoin. La moustache séductrice, conquérante, à la Valentino. Une épouse, ma marraine, soumise, que la faconde de son mari a d'abord excédé, puis épuisé : « Cla...odette ! Je te le ferai dire... » déclamé à la Raimu d'hier, Galabru d'aujourd'hui, théâtral, emphatique pour tenter de justifier ses fréquentes incartades et turpitudes sous couvert de réunions, toujours plus importantes les unes que les autres... Costume trois pièces, bien sûr. Et radical-socialiste, comme il se doit également. Bref, un notable provincial. Une caricature ambulante de cette France profonde et superficielle à la fois.

Début 1975. Madagascar est sous le choc de l'assassinat de l'éphémère chef d'Etat Richard Ratsimandrava. Le gratin des forces armées est au pouvoir, réuni dans un répertoire militaire d'où émergera le fringant Didier Ratsiraka pour prendre les affaires du pays en main. Franc-maçon, il ne l'est pas, ne les porte pas dans son cœur, mais il en est entouré de quelques-uns de remarquables, sans que l'on sache vraiment si c'est leur formation militaire ou le moule franc-maçon qui leur donne cette stature politique et intellectuelle.

Après ce mouvementé et chaud début d'année sur le plan professionnel, vacances en France en juillet et août. Comme il est de coutume, et pas seulement dans les familles malgaches,

« la tournée » incontournable des oncles, tantes et cousins, surtout quand on ne les a pas vus depuis plus de cinq ans. Et donc passage obligé, sinon « gros yeux », à Villefranche-de-Rouergue pour saluer « tonton Dédé » et ma marraine... Clotilde.

C'est le tonton qui vient ouvrir la porte du bel appartement d'une sympathique petite résidence des environs de Villefranche, proche de la Rouergue, où l'on peut encore braconner quelques truites. Et là, comme si ces retrouvailles relevaient de l'acte III d'une tragédie grecque ou bien d'un spectacle au Grand Guignol, plus théâtral et grandiloquent que jamais, bref en vrai cabotin : « Petit, ton pays est sauvé... Les nôtres sont au pouvoir ! ».

Je n'ai pas encore franchi le seuil de l'appartement. Je suis encore sur le palier, les pieds sur le paillason. C'est sa main droite posée sur mon épaule gauche, avant même « Bonjour tonton » et l'échange traditionnel de bises, que la prophétie est tombée, comme un secret que « Cla...odette » ne devait pas entendre. Bref, un secret entre hommes... Il n'en sera plus question pendant toute la durée de ma visite, déjeuner compris.

« Nos frères sont au pouvoir »... C'était vrai pour les plus influents et les plus actifs dans l'entourage du capitaine de frégate, les Gilles, les Roland... « Ton pays est sauvé »... Là, ça coince bien sûr un peu, quand on connaît la suite des événements pour les avoir vécus ! « Les nôtres » pas plus que les... autres, passés ou à venir, n'ont fait de miracles pour parvenir au minimum vital de développement économique et humain des habitants de « mon pays »...

**Voilà plus d'un siècle que la France
a la main mise sur Madagascar**

Lisez les « Mémoires », plus attachants que littéraires, du père jésuite journaliste Rémy Ralibera. Tout y est dit, de façon... inexpliquée ! Un

intellectuel avisé, lucide, fin observateur des sociétés chahutées, malmenées et inquiètes de son temps, des années 1930 à la première décennie du XXI^{ème} siècle, des années de colonisation pure et dure à celles de l'indépendance consommée mais non encore véritablement digérée; issu de cette indispensable classe moyenne, ni « andevo » ni « andriana », c'est-à-dire capable de regarder sans convoitise vers le haut et sans condescendance vers le bas. Dans l'observation et le témoignage, un sentiment diffus. Un ressenti troublant. Une interrogation permanente : « C'est quoi cette France qui libère et opprime à la fois ? Dit « Vas-y » et empêche en même temps ? »... Une lecture poignante, car elle révèle mieux que tout autre étude plus avisée cette incapacité malgache d'hier et d'aujourd'hui, donc permanente et durable, à choisir, à trancher, à décider. « Mompera » Rémy Ralibera témoigne, à sa façon, qui est celle d'un intellectuel foncièrement honnête, naïf diront certains, du désarroi, de la désespérance, de l'impuissance, du renoncement, du fatalisme, peut-être, de cette population malgache éduquée et ouverte au monde mais qui n'a pas été le terreau attendu de la souveraineté recouvrée en 1960, dans des conditions que Rémy Ralibera sait, lui aussi, plus imposées que négociées. Ou mêmes réclamées.

Oui, la France omniprésente à Madagascar depuis plus d'un siècle pour quels résultats ? Ceux que l'on a sous les yeux aujourd'hui, à la faveur de la nième crise... ? Une incurie généralisée dans tous les domaines et « mon pays » livré aux racailles de tous bords, au plus offrantes dans tous les cas, pour l'épuiser, le purger chaque jour un peu plus de ses richesses, naturelles et humaines. Un génocide, n'ayons pas peur des mots, à la petite semaine. A petit feu. Et parfois même avec hymnes nationaux, flonflons civils ou militaires et, dans tous les cas, avec les remerciements enflammés et exaltés à la France éternelle qui s'occupe si bien de « ses enfants »...

Un génocide ? C'est bien l'extermination, la destruction méthodique d'un peuple, constitué ou non de groupes ethniques ? La définition la plus courante ne précise pas si l'extermination doit se faire au bazooka, comme aujourd'hui en Syrie, ou à la machette, comme au Rwanda hier. Et sur combien de temps elle doit durer pour être qualifiée, authentifiée et à partir de combien de morts... Elle ne précise pas non plus si l'extermination doit être nécessairement physique ou... mentale, morale ou psychique ! Les morts-vivants, les zombies : ça existe... « Les paumés de la Terre ».

Alors, à force d'échecs cumulés dans toutes ses

anciennes colonies, oui « TOUTES »..., de l'Afrique à l'Asie, on en vient nécessairement à se poser des questions sur la responsabilité, la culpabilité de la France, dans cette déchéance généralisée, patente, flagrante de pays qui ont eu la malchance de se voir imposer ses « Lumières ».

C'est simple. Au regard du développement du monde à l'aube du XX^{ème} siècle, quand les Français débarquent à Madagascar pour... « pacifier » (sic), « au nom de Dieu le Tout Puissant » (re-sic) un pays qui ne connaît pas de rivalités intestines majeures et ethniques sanglantes, l'état de développement économique et humain de la Grande Île de l'océan Indien n'est ni plus, ni moins celui d'un pays du Sud, à l'unité politique balbutiante, précaire, non encore affirmée et reconnue, et qui vit à son rythme féodal, à l'écart des grandes avancées technologiques de la révolution industrielle des pays du Nord.

C'est donc, en soi et à courte vue, un bienfait énorme que reçoit, et accepte sans trop rechigner ou s'y opposer, Madagascar. Il suffit pour s'en convaincre de réaliser avec quelle rapidité, quelle docilité et, surtout, quelle appétence, les Malgaches s'emparent, s'approprient et maîtrisent les « bienfaits de la civilisation » de ce XX^{ème} siècle naissant dans tous les domaines et découvrent, avec bonheur, que tous les enfants peuvent être scolarisés à la même école et que les parents peuvent être soignés, sans distinction d'origine ou de milieu social, dans des dispensaires publics. C'est vrai que c'est une République idyllique qui leur est offerte. Une République comme il n'en existe plus, servie par des hommes... qui ont disparu avec elle !

Ce « miracle malgache », car c'en est un, ne va, malheureusement pour les Malgaches, durer que 65 ans. C'est, en effet et certainement, une durée suffisante pour avoir fait et provoqué des dégâts irrépressibles; insuffisante pour avoir réellement marqué, frappé et investi les esprits, les mentalités au point que le retour en arrière soit impossible ! Et pour donner un sens à cette assertion, faut-il rappeler que les Romains sont restés en Gaule près de cinq siècles... ? Et qu'au terme de cette colonisation comme il en existe peu – ou peut-être même pas du tout ? – dans le monde, les Gaulois sont entrés, de façon progressive et irréversible, dans le concert des nations de leur temps !

Alors... Même si l'exemple peut paraître simpliste et déplaire pour abonder dans le sens de l'infantilisme atavique, avéré que les « vazaha » prêtent aux

Malgaches – « Ce sont de grands enfants »... - il convient de le donner pour marquer les esprits... des Français, cette fois, au mental inhibé par un siècle de fadaïses que leur livrent leurs médias, toutes sensibilités confondues, sur les « grandeurs de la France » et les bienfaits, pour les peuples qui ont eu à les vivre, de ses pulsions colonisatrices.

Peut-on, en effet, imaginer qu'un couple, peu importe sa nationalité ou ses origines, mais nanti et éduqué, aux normes de ce qu'il convient d'être chez les civilisés, puisse adopter un enfant en bas âge, issu d'un milieu modeste, naturel, sans espoir, l'éduque et le fasse vivre de façon tout à fait conforme aux idéaux de ses bienfaiteurs, peut-être de ses sauveurs, et l'adolescence venue lui dise : « C'est fini ! On ne peut plus assurer. Retourne d'où tu viens »... On ne sort jamais indemne de cette rupture.

Il est peut-être temps, aujourd'hui, d'ouvrir les yeux, de se rendre à l'évidence, pour comprendre comment et pourquoi un pays riche peuplé de gens intelligents se trouve aujourd'hui au trente sixième dessous des indicateurs les plus fouillés du développement économique et humain établis par les institutions financières internationales. Il y a forcément, il doit y avoir obligatoirement, une explication sérieuse convaincante et définitive à ce « paradoxe malgache ».

Il y a d'abord que la colonisation a été un choc politique, social et culturel énorme, absolu, total et établi et avéré à l'aune de ce qu'était l'état de Madagascar au début du XX^{ème} siècle quand Gallieni débarque, s'installe et administre le pays et le propulse, dans tous les secteurs d'activités que suppose et exige un pays développé, au coeur de la modernité de l'époque. On peut discuter des méthodes pour y parvenir. On peut moins barguigner sur les résultats obtenus.

Et puis, il y a la décolonisation. Là, ce n'est plus un choc, puisqu'elle était, paraît-il, voulue, attendue, espérée... C'est pire : un traumatisme ! Profond. Durable. Les faits sont là : les Malgaches ne pouvaient pas imaginer que l'indépendance et la souveraineté du pays recouvrées, ils ne seraient pas pour autant préparés à re-disposer d'eux-mêmes sur le plan politique. Bref à s'autodéterminer de façon cohérente et pérenne. Or, c'est toujours le politique, c'est-à-dire la légitimité du pouvoir établi et l'autorité exercée qui en découle, qui prime lorsqu'il s'agit de gouverner un pays de manière démocratique et d'assurer son développement économique. Hors du politique, point de salut !

Les théories pluridisciplinaires les plus actuelles

sur le développement politique et économique des peuples, depuis la préhistoire, établissent des processus naturels, inéluctables, d'évolution successifs longs, que l'on retrouve, par exemple, dans tous les pays aujourd'hui développés, stabilisés sur le plan politique par le choix d'un régime démocratique, condition nécessaire, mais pas toujours suffisante, pour assurer le développement économique national et humain du plus grand nombre possible de leurs habitants.

Ce processus n'est pas un long fleuve tranquille : les révolutions, comme en Angleterre et en France, les guerres civiles, comme aux Etats-Unis, peuvent en retarder le cours, sans pour autant interrompre l'évolution normale et naturelle. Encore faut-il que la gestion de ces crises, de ces révolutions et de ces guerres intestines soit véritablement « nationale », c'est-à-dire voulue et décidée par les peuples concernés eux-mêmes, soucieux et déterminés à disposer d'eux-mêmes et de leur avenir. Aucun colon n'a jamais pointé son nez place de la Bastille !

Deux faits politiques historiques essentiels sont à prendre en compte pour expliquer l'impuissance, l'incapacité, la difficulté des Malgaches à se gouverner eux-mêmes.

Il se trouve que la colonisation a décapité le pouvoir naturel, établi, en place à Madagascar. Que ce pouvoir ait été archaïque, féodal, inique, ubuesque ou même « pétaud » : là n'est pas la question. C'était le pouvoir qui existait à Madagascar et voulu par des Malgaches. Point barre C'était aux Malgaches et aux Malgaches eux seuls d'en décider par les moyens appropriés. L'erreur fondamentale, coupable, de la France à l'heure de l'indépendance, est tout simplement de n'avoir pas rendu ce pouvoir volé à celles ou ceux à qui il appartenait, aux Malgaches, même si ce n'était qu'à une fraction d'entre eux. Ce pouvoir, la France ne l'a rendu à personne, ou plus exactement à n'importe qui, sur le strict plan de la légitimité, ce qui revient au même.

La France et ses grands penseurs de l'époque, De Gaulle y compris, ont cru, à tort, que La République allait, devait et pouvait se substituer de façon normale, naturelle et évidente, en moins d'une espérance de vie humaine normale, au pouvoir monarchique en place à Madagascar au moment de leur intrusion armée, de leur immixtion prétentieuse dans un pays en paix, pour que la démocratie y prenne racine et prospère de façon définitive ! Ils ont aussi cru que l'usurpateur, l'imposteur voulu et choisi par eux comme

premier président de cette première République allait être à jamais reconnu comme légitime... Ainsi que tous ses successeurs issus d'urnes que l'administration coloniale avait appris aux Malgaches à piper ! Quelle prétention à vouloir penser pour les autres...

Pour mieux appréhender cette problématique de la légitimité normale, naturelle et forcément non démocratique du pouvoir qui fait tant défaut, aujourd'hui, à Madagascar, il convient de comparer ce qu'il est advenu de la post-colonisation dans d'autres pays de l'espace colonial français, et là où la France a précisément rendu le pouvoir aux rois qui le détenaient avant qu'elle ne les en prive, comme au Maroc et au Cambodge, par exemple, voire même en Tunisie. On note également, et toujours pour les mêmes raisons de succession légitime du pouvoir, que les anciens protectorats survivent mieux aux éphémères impostures politiques de la France que les anciennes colonies africaines et malgache, là où le pouvoir a été supprimé, aboli purement et simplement, et donné à une marionnette complaisante au moment des indépendances, sous couvert de toutes les apparences de la collégialité, de la démocratie, de la régularité et de la sincérité des votes, et même de la conformité constitutionnelle...

Il découle également de cette suppression pure et simple du pouvoir monarchique à Madagascar, à la prise de possession du pays par la France et à son annexion, la disparition consécutive du caractère sacré et divin qui a toujours existé et entouré le pouvoir chez les Malgaches. Cette singularité, pour irrationnelle qu'elle soit, est et reste indispensable à l'exercice aussi harmonieux que possible du pouvoir. Ainsi verra-t-on Gallieni aussi bien que Ratsikara sacralisés par l'inconscient collectif, de même que l'élection n'est pas autrement perçue que comme une sorte de loterie. Et comme le hasard n'existe pas, pas plus chez les Malgaches que chez de nombreux autres peuples de civilisation plus reconnue, plus renommée, l'élu des urnes n'est autre que le choix du Divin.

A ce propos, dans les traces du bulldozer de « l'épopée » (sic) coloniale, les francs-maçons, nombreux et influents dans l'entourage du pouvoir français à Madagascar au début du XXème siècle, ont tout fait pour que la laïcité républicaine, la séparation des Eglises et de l'Etat soient imposées aux Malgaches. Quand on a compris que la laïcité est une notion, un principe philosophique, moral et politique qui n'existe pas et ne peut pas exister à Madagascar, sauf pour quelques intellectuels malgaches éclairés (...pléonasme

voulu et indispensable car il en est de totalement éteints !), on mesure à quel point, à quel niveau de suffisance et de mépris pour les coutumes et croyances locales se situaient les chantres de la colonisation, toutes « lumières et grandeur » confondues !

Puisque la France est à ce point attachée – les Français le vivent de façon intense et quasi-nauséuse ces dernières années de façon directement proportionnelle à l'augmentation du nombre de leurs immigrés... – aux valeurs de sa République, sans doute y en a-t-il une que ses pères fondateurs ont oublié... Quand on détruit, casse, saccage de façon aussi méthodique un peuple, une civilisation pour on ne sait quelle autre raison, principe, motif que la grandeur de sa mission civilisatrice universelle et... pour celle du Tout Puissant et, de façon plus prosaïque, pour en tirer les profits indispensables à l'entretien de ce rayonnement..., ne pourrait-on avoir, aussi, le souci de laisser autre chose que ce que Attila laissait derrière lui : un champ de ruines ou pas même l'herbe ne repousse ! On les entend déjà : « Ah ! On a laissé des infrastructures, des routes, des ponts, des hôpitaux, des écoles, une université, des rendements agricoles, des produits réputés à l'exportation, des institutions, etc..., etc..., et mêmes des médecins, des ingénieurs, bref des diplômés de nos universités ». « Bien sûr, mais vous avez oublié de laisser le pouvoir, de le rendre à celui auquel vous l'avez pris ! Et sans pouvoir légitime, reconnu et accepté par tous, sans l'autorité légale qui en découle... rien de marche. Et la preuve en est qu'aucun des présidents, des chefs d'Etat plus ou moins bien et honnêtement élus depuis l'indépendance du pays, plus ou moins intelligent, diplômés, instruits ou cultivés n'a réussi à faire fonctionner le pays ne serait-ce que de façon normale, régulière, assumée, administrée, gérée, sans parler de croissance à deux chiffres pour faire plaisir à Bretton Woods ! »

C'est ça, la réalité politique, sociale, culturelle et humaine malgache d'aujourd'hui : aucun Malgache n'aura la légitimité politique historique indispensable pour gouverner le pays tant que le pouvoir ne retournera pas à ceux qui l'assumaient avant la colonisation. Le retour à l'état « anté », même de façon symbolique, semble indispensable si Madagascar veut continuer à se construire sur des bases politiques et morales en accord avec ses valeurs. Et ce pouvoir revient aux Merina, qu'on le veuille ou non, parce que c'est à une reine merina que la République française l'a pris et enlevé. Cela dit, la fréquentation ou même la pratique pendant 65 ans de colonisation des

« valeurs occidentales » peuvent faire gagner du temps dans le processus de (re)construction nationale plus incontournable et nécessaire, semble-t-il, que de la réconciliation nationale, tarte à la crème proposée ici et là, à défaut d'avoir le courage politique de dire les choses comme elles sont ici évoquées, suggérées.

Pas question, bien sûr, de revenir au « filanjana ». Les acquis technologiques ne sont pas en cause. En revanche, et puisque, en définitive, rien de ce que la France a imposé sur le plan politique et moral, et donc, par exemple, des bonnes pratiques de la démocratie, ne semble avoir suffisamment marqué les esprits pour être irréversible, autant faire une croix sur la colonisation, l'oublier, ne plus en tenir compte, la rayer des listes... Comme semble l'avoir fait, mais paradoxalement à ses dépens, Marc Ravalomanana ! La France est à ce point stupide, absurde dans la gestion de son passé colonialiste qu'elle préfère renverser et pousser à l'exil, plutôt que négocier avec lui, un chef d'Etat qui lui dit, propos unique dans les annales politico-historiques malgacho-africaines : « Ne m'ém...bêtez pas avec la colonisation, les événements de 1947, j'étais pas né ! Tout ça, c'est du passé. Parlons d'avenir... ». Et la France n'a pas su ou pas voulu parler avec Ravalomanana dont la personnalité forte, totalement dépourvue de gênes ou séquelles coloniaux, indisposait ses hiérarques habitué au béni-oui-ouïsme néocolonial africain – « Maon frère »... - , plus rarement malgache, sauf aujourd'hui...

Le relance, vraie, profonde et définitive, d'après-crisis à répétition à Madagascar, c'est donc, d'abord et avant tout, la (re)construction politique de la nation sur les bases de ce qu'elle était à la fin du XIX^{ème} siècle. Les mêmes causes produisant toujours, dit-on, les mêmes effets, il

est inutile de rêver et de vouloir construire une nation sur les ruines et les lambeaux de la colonisation. Tant que chaque Malgache, des salons du Colbert d'Antananarivo à l'arbre à palabres du village le plus isolé, restera profondément convaincu que son chef, son président, ne pourra rien faire de bien pour Madagascar et son peuple, sans l'accord de la France, il ne sera jamais vraiment chef, ni président. Son pouvoir sera accepté mais pas reconnu. Et son autorité, et celle de ses ministres et fonctionnaires, sera au mieux bafouée, au pire ignorée.

Cette refondation politique, que la psychanalyse nomme résilience pour assurer la reconstruction psychique après un traumatisme, peut et doit se faire sans violence, sans rancune ni haine. Elle ne doit pas nécessairement remettre en cause les relations économiques et culturelles de Madagascar avec la France, elle doit simplement convaincre les Malgaches et la France – que désormais la souveraineté et l'indépendance du pays sont redevenues ce qu'elles étaient avant la colonisation, quand le pouvoir légitime en place avait la faculté absolue, totale de négocier le développement économique et humain du pays avec les pays et les partenaires de son seul choix, au mieux de ce qu'il considèrait être les intérêts du pays et de sa population. C'est ce que la France n'a pas permis de faire au président Marc Ravalomanana. C'est une honte pour « le pays des droits de l'homme » que d'interdire aujourd'hui, au nom de la... démocratie, au président exilé de revenir dans son pays et de se présenter, avec son parti, aux prochaines échéances électorales.

Les conséquences politiques ou autres de ce retour, ce n'est pas à la France d'en préjuger, mais aux Malgaches. Et à eux seuls. ♦

JUGES SANS PRÉJUGÉS : AUGAGNEUR, RENEL, PAULHAN

Par Jean-Pierre Domenichini



Diplômé de malgache aux Langues O' et D.E.S. d'histoire à la Sorbonne sur Jean Ralaimongo (1961) et Docteur en ethnologie sur les Sampin'Andriana à l'E.P.H.E. et Université de Nanterre (1971). Au service de l'enseignement et de la recherche à Madagascar depuis 1965.

Comment jugera-t-on demain ce que nous faisons aujourd'hui, ce que nous disons aujourd'hui ? Comment nous jugera-t-on demain à partir de ce que nous faisons aujourd'hui, à partir de ce que nous disons aujourd'hui ? A partir aussi de ce que nous n'avons pas fait, de ce que nous n'avons pas dit, de ce que nous avons méconnu ou n'avons pas compris ?

C'est la question que l'on ne peut manquer de se poser quand nous jugeons nos prédécesseurs, et notamment ceux de l'époque coloniale. Peu d'entre eux sont sortis indemnes et peu d'entre eux, parmi les plus grands, restent glorieusement sur le piédestal qui leur avait été dressé. Albert Grandidier, qui a laissé tant d'écrits et que l'on voudrait encore célébrer, ne fut-il pas, sous couverture de recherche scientifique désintéressée, celui qui dressait les cartes que préparait l'état-major pour la conquête ? Est-il différent du bon père jésuite Roblet qui, après avoir fait la carte de l'Imerina, fit, à la demande de l'Etat-Major, celle du pays betsileo – les militaires prévoyant alors que, lors de la conquête à venir, c'est vers le sud des hautes terres que se réfugierait la Cour ? Gabriel Ferrand, le grand orientaliste, ne fut-il pas, quand il était agent consulaire à Mananjary à l'époque du protectorat, celui qui voulait préparer les troupes « côtières » auxiliaires auxquelles l'armée pourrait recourir contre l'armée du royaume lors de la conquête ? Et que dire de tous ceux qui développèrent le discours colonial et lui donnèrent consistance et nous transmirent par les différents média une image de Madagascar qui minorait ce qui était grand, qui péjorait ce qui était bien et qui occultait ce qui ne pouvait être ni péjoré ni minoré ?

Et je ne parle pas de tous ceux qui, même s'ils étaient indigénophiles – sans doute était-ce les plus dangereux et les plus néfastes –, ne voyaient pas plus loin que le bout du nez de leurs préjugés et répétaient les pires erreurs avec une violence

d'autant plus grande qu'elle leur évitait de se donner la moindre peine d'un tant peu réfléchir ?

Doit-on accepter comme excuse et justification les explications d'un spécialiste des choses de la psyché comme Mannoni qui nous dit que « Notre travail fera apparaître les situations coloniales comme des malentendus ; ce sont essentiellement, écrit-il, des situations d'incompréhension » (Psychologie de la colonisation, p. 24) et pour qui « les erreurs [...] viennent justement de cette situation coloniale ». Y aurait-il une fatalité coloniale ? Comme Œdipe le fut à épouser sa mère, le colon était-il de toute éternité tragiquement conduit à ne pas comprendre le pays qu'il habitait et les hommes qu'il fréquentait quotidiennement ? Le malentendu était-il inévitable ? La colonisation n'était-elle donc pas cette utopie dont Thomas More avait dès le début du XVI^e siècle défini le programme et qui, comme toute utopie, était vouée à l'échec ? Ceux des indigènes qui ne seraient pas disposés à accepter les lois de la « meilleure forme de gouvernement » du monde, il conviendrait de les combattre, de les dépouiller de leurs terres et de les chasser, voire de les exterminer comme cela fut par la suite compris et mis en œuvre.

Peu d'hommes, disais-je.

Victor Augagneur (1855-1931), universitaire et député-maire de Lyon nommé gouverneur général pour succéder à Gallieni en 1905, était membre du Grand-Orient. Il était décidé à combattre les abus de l'administration militaire mise en place par son prédécesseur et à la remplacer par une administration civile et laïque. Ayant de nombreuses années exercé des fonctions ministérielles, il repartit en 1919 comme gouverneur général de l'Afrique Equatoriale Française. En 1927, il publia *Erreurs et brutalités coloniales* qui critiquait le gouvernement de son prédécesseur à Madagascar. Pour travailler à Madagascar, il

recruta quelques personnes d'exception comme Charles Renel, l'un de ses frères et de ses collègues à l'Université, et Jean Paulhan, fils d'un inspecteur de l'instruction publique et éduqué dans un milieu de tradition huguenote qui avait pris une part importante à l'établissement de la laïcité et avait fourni à la pensée française quelques grands intellectuels anticonformistes, voire anarchistes comme les enfants Reclus.

Professeur-adjoint à l'Université de Lyon, Charles Renel avait accepté en 1906 le poste de directeur de l'enseignement à Madagascar que lui avait proposé Victor Augagneur. Né le 6 mai 1866 à Strasbourg, Renel fut fonctionnaire du gouvernement général jusqu'à sa mort le 9 septembre 1925. Sans doute n'avait-il pas atteint la notoriété en dehors du milieu de l'administration à Madagascar. Pour beaucoup dans la Grande Ile, Charles Renel névoque plus guère que le collègue normal de Majunga qui porta son nom et qui est devenu par la suite collègue d'enseignement général. Qui était alors cet homme moustachu, au cheveu rare et portant binocle?

Charles Renel avait un double engagement, politique et scientifique. Son républicanisme l'avait conduit à la franc-maçonnerie, que condamnait encore l'Église catholique romaine et qui combattait alors pour la laïcité. Comme l'indique Le « Décivilisé », l'un de ses modèles d'action citoyenne lui avait été fourni par Paul Bert, à la fois homme de science et homme politique, républicain radical et militant de l'anticléricalisme, et qui, après avoir commencé à mettre en place l'école laïque comme ministre de l'Instruction Publique, avait été nommé résident général à Hanoï où il mourut en 1886.

Son engagement scientifique dans des recherches d'histoire religieuse et d'archéologie gauloise orientée par les préoccupations ethnologiques de l'époque en découlait comme normalement. Depuis l'époque de Jules Ferry et la création des écoles normales, l'archéologie préhistorique et protohistorique était, en effet, l'un des chevaux de bataille de la laïcité. Elle montrait que le créationnisme du récit biblique de la Genèse ne rendait pas compte de l'ancienneté de l'humanité, et elle inscrivant l'histoire de celle-ci sur un temps beaucoup plus long que les quelque six mille ans qu'avait fixés le dogme. A Lyon, les travaux de Renel avaient porté sur *L'évolution du mythe* par l'étude comparée d'un mythe védique et de son correspondant dans la culture grecque, sur les *Cultes militaires de Rome* et sur *Les religions de la Gaule* avant le christianisme. Renel visait à comprendre les idées de la civilisation européenne ancienne, avant que le christianisme ne les ait occultées. Et,

tout comme j'en fis l'expérience à Madagascar au tournant des années 1960-1970 avec l'étude des palladia malgaches, les sampinAndriana que les missionnaires appelaient « idoles », sans doute lui fut-il alors reproché de parler de ce que les chrétiens avaient condamné à l'oubli, à la damnatio memoriae, et qu'il convenait donc de taire.

Mais ces travaux lui laissaient comme un goût d'insatisfaction. Quelles étaient vraiment les pensées de ces hommes qui vivaient deux mille ans auparavant ? Comment concevaient-ils le monde et son fonctionnement ? Ses scrupules provenaient de ce que les bribes de connaissances que lui fournissaient ses sources lui semblaient insuffisantes pour assurer ses reconstructions. La proposition d'un poste à Madagascar lui apparut comme le moyen de progresser dans sa compréhension de cette époque. En effet, selon des conceptions de l'époque que partageait Renel – un évolutionnisme linéaire universel qui aurait régi l'évolution des sociétés humaines et dans lequel n'intervenait aucune considération raciale, racialisée ou raciste –, les Gaulois n'appartenaient pas au monde civilisé, mais le sentiment national interdisait d'en faire de vulgaires sauvages. Depuis que, pour la III^e République, l'histoire de France était « un palpitant roman familial qui partait de Vercingétorix et de la bataille d'Alésia pour aboutir au triomphe de la République et des droits de l'homme » (Pierre Nora, 2011), ils étaient implicitement classés parmi les « demi-civilisés ». La possibilité d'aller travailler à Madagascar, outre qu'elle lui permettait d'œuvrer pour le développement d'un enseignement laïc et de satisfaire aux exigences de son engagement républicain, lui parut un moyen excellent de comprendre ce qu'étaient les « demi-civilisés », car ce qui était dit couramment des Malgaches les classait dans cette catégorie.

Quand Augagneur lui confia la charge de réorganiser l'enseignement, notamment l'école primaire indigène à laquelle le gouverneur général reprochait de n'être qu'un « pastiche de l'école primaire en France », Renel était-il un homme comblé ? L'on en peut douter, quand on voit le fonctionnaire tiraillé par des directives contradictoires prônant la diffusion du français et son utilisation comme langue d'enseignement, et, en même temps, souhaitant l'efficacité du système d'apprentissage des connaissances. Le suivre dans ses différentes directives ferait apparaître les hésitations gouvernementales, développant ici le discours colonial qui justifie la ségrégation et refuse l'inscription d'élèves indigènes au collège secondaire français pour le remettre aux calendes grecques. « Il faudrait d'abord, écrit-il, que le français fut véritablement pour ces élèves la langue maternelle »

(1913). Et reconnaissant là dans une publication tout à fait officielle l'unité de la langue malgache (1922) dans des discussions où la politique d'assimilation et de francisation interdisait de prendre la seule décision souhaitable. Mais reprochera-t-on à Renel d'avoir hésité là où les décennies qui suivirent l'Indépendance ne réussirent jamais à trancher? En public et en privé, les élèves des années Renel, et des enseignants qu'il avait recrutés, gardaient toujours de lui, comme le Professeur Rakoto-Ratsimamanga, un souvenir reconnaissant et comme affectueux qui ne saurait tromper sur sa qualité profondément humaine.

De l'homme d'ailleurs, l'on retiendra moins l'action administrative que son œuvre scientifique et littéraire. L'enseignant-chercheur devenu administrateur n'avait pas renoncé à écrire, mais il déplaça son regard de la Gaule ancienne sur le monde dans lequel il vivait désormais. Il apprit le malgache, alla personnellement enquêter sur le terrain, mit au travail tout son réseau d'instituteurs malgaches en poste dans l'ensemble de l'île, participa aux travaux de l'Académie Malgache et discuta de ses recherches avec ses amis malgachisants, l'administrateur Colançon et le capitaine Sébelin, et, quand il était encore à Madagascar, avec « M. Jean Paulhan ». Il n'avait pas tardé à se mettre au travail, car dès 1910, il avait commencé à publier des recueils de Contes de Madagascar, et il produisit ensuite deux gros ouvrages sur des sujets d'histoire et d'anthropologie religieuses : *Les amulettes malgaches* en 1915, et *Anciennes religions de Madagascar. Ancêtres et Dieux* en 1921, préparant en 1923 sur les « rites sociaux » des Malgaches un livre que la mort ne lui permit pas de mener à bien. Tous ces livres sont de ces rares ouvrages qui devraient continuer à occuper une place de choix dans nos bibliothèques.

Alors que la rigueur des principes de Jean Paulhan fait que son œuvre malgachisante est jusqu'à nos jours tout à fait irréprochable, les travaux de Renel comportent quelques scories qui sont dues à l'esprit de ce temps colonial. Mais l'on y sent et l'on y trouve une profonde sympathie pour les Malgaches et leur culture, notamment dans les comparaisons qu'il fait avec les Grecs et les Romains que l'Occident place au lieu de ses sources. Cette sympathie apparaît bien, par exemple, dans ses remords d'écriture. En effet, dans un premier temps, commentant le mot famadihana dans *Ancêtres et Dieux*, Renel avait, pour désigner les secondes funérailles, écrit ici que le mot « retournement » communément employé par les Français de Madagascar était un « mot barbare », et là qu'il était un « barbarisme ». Relisant ensuite les épreuves, Renel donne en fin d'ouvrage dans l'édition de 1923 une liste d'errata, supprimant l'adjectif « bar-

bare » dans le premier cas, et remplaçant le substantif « barbarisme » par « ce mot rarement employé » dans le second cas. Le premier mouvement de Renel rendait bien, sur le mode polémique il est vrai, l'impropriété traîtresse du français « retournement » pour traduire le malgache famadihana. En fait, le remords de l'auteur signale moins des erreurs qu'il conviendrait de corriger que le besoin d'ajuster la rhétorique du chercheur à l'image qu'un haut fonctionnaire se devait de donner sur la place publique et le rôle qu'il devait y tenir. Le conformisme colonial interdisait de dire que les mots de la langue française puissent être donnés pour « barbares » et d'affirmer que la majorité des « civilisateurs » puissent, par l'un d'entre eux, être accusés de perpétrer un tel crime.

S'il voulait donc dire librement ce qu'il pensait au plus profond de lui-même, il ne lui restait que la création littéraire, car l'on admet que le roman autorise les plus grandes dérives de la pensée et libère des contraintes institutionnelles. C'est ainsi que Le « Décivilisé » peut fraternellement exposer, sur le mode imaginaire – et d'un imaginaire malgache dont l'auteur avait assimilé les thèmes essentiels –, les problèmes de conscience que posait la situation coloniale et que la spécialisation du travail scientifique ne lui permettait d'aborder que très partiellement. Le roman s'inscrit donc dans la culture de la Grande Ile, autant par une langue française qui parle le malgache par les mots (« oeil du jour » pour soleil, « diseurs des jours » pour astrologue) et les images (« simple nœud coulant, facile à détacher » pour définir les liens du mariage) que par les thèmes qu'il aborde ou développe. La place de la « sylve » où la culture malgache situe la présence de la puissance divine et que Renel préfère aux forêts légendaires de l'Europe : « une forêt plus merveilleuse que celle de Brocéliande, plus printanière que celle de la Walkyrie ». La défense des mœurs malgaches condamnées par les missionnaires, selon une approche identique à celle que Jean Paulhan développe dans *Le repas et l'amour chez les Merina*. Une image de l'homme malgache selon les principes d'une saine anthropologie vraiment générale : « les Betsimisaraka ne lui paraissent ni plus sots ni plus crédules que bien des Blancs d'Europe ». Le bien-être d'un pays sans pollution où il fait bon vivre, sans « la laideur d'un mur, d'une cheminée d'usine, d'une ligne de chemin de fer ». La défense de la religion ancestrale et de son calme apollinien face aux attaques permanentes du prosélytisme missionnaire. La mise en évidence implicite, comme le montrera plus tard Mannoni, que les défauts par lesquels les Européens définissaient les Malgaches n'étaient que la projection, sur le colonisé, de leurs propres

défauts. La critique de la politique du gouvernement général après l'annexion du pays : les *Erreurs et brutalités coloniales* (1927) que dénonça Augagneur, l'exil de la Reine, l'abolition de l'esclavage... Enfin la critique – délicieuse – de l'enseignement, « tâche ingrate et même nuisible » par un romancier dont on ne saurait oublier qu'il était le directeur de l'enseignement dans la colonie.

L'on aura compris pourquoi Renel fut comme oublié et comme condamné à la *damnatio memoriae*. Le commerce que ce franc-maçon entretenait avec la religion ancestrale – le « paganisme » des chrétiens – déplut profondément aux Églises. Le non-conformisme de son attitude vis-à-vis de l'action « civilisatrice » et du « progrès » qu'était censé apporter la colonisation détonait dans le discours officiel du pouvoir colonial. La liberté d'expression et de conscience à laquelle était attaché ce républicain n'était reconnue par le totalitarisme colonial que dans la mesure où il ne concernait pas l'essentiel.

C'est pourquoi il convient de revenir à l'œuvre de Renel et de la méditer, car il est douteux que beaucoup de coloniaux aient aussi bien réussi à juger, dans le contact – et le choc – quotidien des civilisations dans les colonies, de la vraie nature de leur action sociale. Ce que Charles Renel nous dévoile par son porte-parole, quand l'instituteur Adhémar Foliquet nous confesse : « Bien souvent, je me dis que je fais œuvre néfaste ».

Je voudrais dire deux mots de Jean Paulhan (1884-1968), parce qu'il montre que le milieu colonial permettait ce que n'autorisait pas le cercle fermé et obscurantiste de la métropole. Philosophe, il n'appartenait pas à une société philosophique. Venu pour enseigner au Collège de Tananarive, sur le site de l'actuel Lycée d'Andohalo, « M. Jean Paulhan », comme l'appelle respectueusement Charles Renel, habitait une maison malgache à Ambohimitsimbina. Il y apprit le malgache en partie la nuit sur l'oreiller avec une dame dont ceux qui, enfants, l'ont connu disaient il y a quarante ans qu'il aurait dû la choisir moins noire. Jeune célibataire, c'était un parti convoité. Mais Paulhan ne fréquentait pas les bals que la société coloniale organisait à l'Hôtel Fumaroli. Dans cette société, comme nous le rappela le fils du gouverneur Bruniquel et gouverneur lui-même, il avait la réputation de mettre son salaka le jeudi et d'aller travailler les rizières avec les Malgaches. Il fréquentait le pasteur Andriamifidy, ancien ministre des affaires étrangères avec qui il travailla sur le sens des *ohabolana ny Ntaolo*, et beaucoup de grands du royaume comme les Raharijaona et les James. Il fréquentait aussi la jeunesse mainty d'Ambohimitsimbina qui lui apprit ce que l'on

disait de la partie du corps en dessous de la ceinture et de ses fonctions. Il ne publia pas les quelque six cents haïnteny qu'il recueillit alors avec eux. Il fit aussi une collecte de haïnteny moins marqués qu'une fois rentré en France, il traduisit et publia en 1913. Il préparait une thèse de doctorat pour l'Université. Elle fut finie par deux fois, mais comme la poésie générale n'entraînait pas dans les sujets de recherche des universitaires ethnographes, il ne fut pas admis à la soutenance malgré les soutiens de grands philosophes de la Sorbonne comme Jean Wahl. Dans l'œuvre de Paulhan, l'ombre de Madagascar est continuellement présente. Et Les fleurs de Tarbes sont, en fait, l'application à la poésie française du fruit de son travail sur la littérature malgache.

De l'œuvre de Paulhan, je retiendrai deux petits textes précieux : *Le repas et l'amour chez les Mérinas* écrit soit à Madagascar soit peu après son retour en France, et *La mentalité primitive et l'illusion des explorateurs* écrit en 1925. Dans le premier, il compare implicitement la coutume française et la malgache. Pour la première, on invite à sa table mais la chambre à coucher est un lieu que l'on n'ouvre pas à ses hôtes. Pour la seconde, la femme peut inviter à partager sa natte la nuit, mais le repas est réservé à la maisonnée et l'on n'invite pas pour manger. Dans le second, il montre, à partir de son expérience malgache et des livres des explorateurs, la fausseté de « la doctrine de M. Lévy-Bruhl [...] : les primitifs, dit ce savant, ne savent point, ou ne savent presque pas abstraire ». Or, ces deux textes, comme beaucoup d'autres, restèrent dans les archives de Paulhan. Scientifiques, ces textes ne pouvaient être accueillis par aucune revue de professionnels. Le second fut publié en 1966 dans le deuxième tome de ses Œuvres complètes (Cercle du Livre Précieux). Le premier ne le fut que de façon posthume par Fata Morgana en 1971.

Dans le milieu français, le social-darwinisme était unanimement accepté. Jules Ferry qui créa l'école primaire, gratuite, laïque et obligatoire, déclara le 28 juillet 1885 à l'Assemblée Nationale : « Messieurs, il faut parler plus haut et plus vrai ! Il faut dire ouvertement qu'en effet les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures. [...] Je répète qu'il y a pour les races supérieures un droit, parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures ». Ce n'est que dix ans plus tard que, sénateur, il fut membre d'une commission sénatoriale qui se rendit en Algérie. Ce n'est qu'alors qu'il comprit ce qu'était le système colonial. Augagneur, Renel et Paulhan avaient vécu dans le monde colonial et étaient libres d'en juger sans préjugés. ♦

POUR UNE APPROCHE CULTURELLE DU DÉVELOPPEMENT

Par Solofo Randrianja



Solofo Randrianja est professeur d'histoire politique contemporaine à l'Université de Toamasina (Madagascar) et collabore avec plusieurs centres de recherche internationaux, tel Freedom House. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont *Société et luttes anticoloniales, Madagascar 1896-1946* (Karthala 2001), et a co-signé plusieurs autres comme (S. Ellis) *Madagascar, A short history*, 2009, University of Chicago press. Il anime la section dédiée à l'histoire de la colonisation française sur H-Net et est le co-éditeur en chef de la revue *Identity, Culture and Politics, an Afro Asian Dialogue*. Le Taiwan Foundation for Democracy l'a récemment commissionné pour travailler sur les formes non occidentales de la démocratie.

Parmi mes définitions préférées de la démocratie, figure celle du prix Nobel Indien Amartya Sen¹. Il la pose « en termes de débat public » (p. 15) *Government by discussion*. Dans son ouvrage sur la question, étrangement intitulé en français, « la démocratie des autres », il fait valoir son mécanisme principal, qui est « the exercise of public reason » ou « the public reasoning », une notion empruntée à J. Rawls². Pour celui-ci, l'exercice de la démocratie inclut la possibilité pour les citoyens de participer aux discussions politiques, et ainsi d'avoir une influence sur la destinée de tous³. Cette forme de démocratie a ainsi des exigences qui transcendent les élections, stade final d'un long processus. Elle se différencie des conceptions qui s'attachent plus aux élections comme celles de S. Huntington⁴ par exemple. Les conceptions d'A. Sen supposent l'idée de pluralité des formes de la démocratie, telle que définie précédemment, sans renier le caractère universel⁵ de ses valeurs fondamentales. A. Sen, implicitement, s'inscrit contre la posture prescriptive qui induit à la référence hiérarchisée des éléments historiques et culturels. En effet, ceux-ci

interpellent sinon seraient des obstacles aux capacités des pays non occidentaux à mettre en place la démocratie.

En Asie, cette posture, assimilée localement, se réfère à des valeurs dites asiatiques, *Asian values*⁶, considérées comme autoritaires en soi et bénéfiques dans la mesure où elles auraient permis le décollage économique des dragons.

Dans les conceptions sur le clash des civilisations de S. Huntington⁷, légitimées par la suite par les attentats du 11 septembre, l'Islam et le Confucianisme, entre autres, sont si monolithiques qu'ils seront amenés, à un moment de leur développement, à entrer en conflit avec la démocratie identifiées aux uniques valeurs occidentales.

En Afrique, cette posture est, la plupart du temps, liée à des préjugés racistes eux mêmes ancrés à la soit disant arriération africaine. Sans oublier sa version locale qui surévalue l'africanité, ici aussi, une construction intellectuelle qui a marqué les années 1950 et le panafricanisme à ses débuts. Il en est ainsi, par exemple, du mythe de l'arbre à palabre et de ses variantes comme le Fokonolona égalitaire malgache⁸ ou l'Ujama (du swahili,

¹ Amartya Kumar Sen, *La démocratie des autres. Pourquoi la liberté n'est pas une invention de l'Occident*, Paris, Payot et Rivages (Manuels Payot), 85 p ; (l'ouvrage est la compilation de deux essais en anglais « the global roots of democracy » *New Republic*, 6 October 2003: 28. et « Democracy as a universal value » *Journal of Democracy* 10.3 (1999) 3-17)

² The Idea of Public Reason Revisited, *The University of Chicago Law Review*, Vol. 64, No. 3 (Summer, 1997), pp. 765-807.

³ Ma traduction de « *A more capacious concept that includes the opportunity for citizens to participate in political discussions and so to be in a position to influence public choice* » Amartya Sen, « Democracy and Its Global Roots », *New Republic*, 6 October 2003: 28.

⁴ « *Elections, open, free and fair, are the essence of democracy, the inescapable sine qua non* », in Samuel P. Huntington, 1991, *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*, University of Oklahoma Press, - p. 9.

⁵ Democracy as a Universal Value, *Journal of Democracy* 10.3 (1999) 3-17.

⁶ En vogue dans les années 1990, « Asian values » est un concept qui tenta de justifier les régimes autoritaires en Asie. Basé sur la croyance en l'existence dans les pays asiatiques d'un ensemble spécifique d'institutions et de conceptions politiques comme le confucianisme, le concept se nourrit autant d'anti occidentalisme que de l'hypervalorisation d'une spécificité asiatique plus inventée que révélée. L'ancien Premier ministre Mahathir Mohamad de la Malaisie et l'ancien Premier ministre Lee Kuan Yew de Singapour en furent les promoteurs politiques zélés, à un tel point que le second donna naissance au *Lee hypothesis* !!!.

⁷ Samuel P. Huntington, 1991, ouv. Cit.

⁸ Colonel Richard Ratsimandrava : *Le Fokonolona, voie de l'unité pour les Malgaches*, Traduction française de Mireille Rabenoro, http://www.haisoratra.org/imprimersans.php?id_article=720

famille élargie !) tanzanien qui sont plus des utopies mobilisatrices basées sur l'efficacité présumée de l'autochtonie.

Un des principaux arguments de ces postures, est l'affirmation selon laquelle la mise en œuvre de la démocratie est une tentative d'imposition des valeurs et des pratiques occidentales sur des sociétés non occidentales. A partir de là, une sorte de hiérarchie implicite se met en place. Elle se base sur la capacité des différentes cultures à se démocratiser. Celles qui sont les plus occidentalisées se trouvant au sommet de la pyramide. Les cultures politiques locales, pourtant multi-séculaires, sont considérées comme des obstacles à la démocratie qui leur est étrangère, dans ces conceptions du moins. En retour, les tentatives de mise en conformité des valeurs locales à travers leur hyper valorisation, n'en produisent pas moins les mêmes résultats comme dans un jeu de miroirs. Ce genre de posture a des conséquences importantes sur l'épistémologie de l'approche et des études des sociétés non occidentales. Ainsi il en est, exemple parmi tant d'autres, de modélisation comme le patrimonialisme ou le néopatrimonialisme⁹.

J.F. Médard auquel est attribuée la paternité du néopatrimonialisme qu'il qualifie de « notion »¹⁰, part du constat selon lequel « ... si l'on veut faire un bilan, il faut bien constater le double échec et du développement et de l'Etat » en Afrique¹¹. Ses réflexions partent de celles de Max Weber sur l'Etat bureaucratique dont l'Etat patrimonial est le faire valoir. Mais l'Etat bureaucratique lui-même est utopique (du grec οὐ-τοπος (« en aucun lieu ») reconnaît J.F. Médard (comme la démocratie normative d'ailleurs !). En effet il se prétend « un pur instrument au service de la raison technocratique de ses dirigeants, eux-mêmes animés par le souci de l'intérêt général. (Et ceci suppose) que ces dirigeants soient donc suffisamment détachés et extérieurs à la société pour la modeler à leur aise... Un tel Etat n'a jamais existé nulle part bien sûr, et aurait-il été tenté qu'il aurait fait long feu » (p. 26).

Le patrimonialisme, selon M. Weber, est « un type idéal de domination traditionnelle fondé sur l'absence de différenciation entre le public et le privé. ». Dans sa vision positiviste de développement de l'Etat, M. Weber entend par

traditionnel, l'Europe d'avant le capitalisme. Dans cette lignée pour J.F. Médard, « le patrimonialisme traditionnel ... combine un dosage variable d'arbitraire personnel et de normes traditionnelles... (Aussi il) correspond à l'extension de la logique de la domination patriarcale au-delà des frontières de la parenté. Le mérite principal que nous trouvons à cette notion est précisément la raison pour laquelle d'autres la rejettent : sa généralité. ... Mais cette notion doit être utilisée comme un type idéal, forgé à partir de l'observation empirique mais qui doit sans cesse lui être confrontée pour mesurer l'écart à la réalité. C'est la raison pour laquelle nous utilisons le type mixte de néo-patrimonialisme pour distinguer le cas africain des situations traditionnelles. »

Depuis son article qui date de 1990, la « notion » élaborée par J.F. Médard a été modélisée par des aficionados, qui n'ont pas noté la contradiction entre l'accent sur le caractère général de la notion et sa particularité lorsqu'appliquée au cas africain uniquement. Génétiquement marquée par sa conception dans les études africaines, elle n'est pas sortie de ce ghetto. « On observe en Afrique des situations néo-patrimoniales, car le patrimonialisme ne fonctionne pas à l'état pur mais se combine avec des logiques qui lui sont étrangères, chaque Etat correspondant à un dosage qui lui est propre. Le néopatrimonialisme n'est pas un type idéal mais un type mixte qui rend le mieux compte de l'Etat modal en Afrique. L'Etat a bien été exporté en Afrique, mais ... il a été patrimonialisé. »

Le « modèle » est donc bien spécifique à « l'Etat africain ». Lequel pourrait on demander légitimement ? Car qu'y a-t-il de commun en 1990, par exemple, entre les Etats sud africain, nigérian, sénégalais et malgache ?

Selon Médard « La confusion du public et du privé est ... le commun dénominateur à tout un ensemble de pratiques caractéristiques de l'Etat africain et de sa logique de fonctionnement, à savoir, la corruption, qu'elle soit purement économique ou liée à un échange social, ou encore le clientélisme, le patronage, le copinage, le népotisme, le tribalisme, le prébendalisme... Toutes ces notions qui ne sont généralement abordées qu'isolément sont subsumées par le recours à

⁹ J.F. Médard, septembre 1990, *L'Etat patrimonialisé, Politique africaine*, n° 39.

¹⁰ « La notion de néo-patrimonialisme a pour nous l'intérêt d'être moins normative » Quel est alors son intérêt scientifique ?

¹¹ J.F. Médard, septembre 1990, art. cit. p 1.

la notion de patrimonialisme, sans perdre pour autant leur spécificité. » (p 29).

Qu'est-ce que le cas « africain » a-t-il de spécifique pour mériter un traitement particulier ?

En effet les *social scientists* des études asiatiques ne recourent que de manière marginale voire pas du tout à cette fameuse notion. Le moteur de recherche de la revue *Perspectives chinoises*, par exemple, ne se réfère à aucune contribution recourant à la notion.

Pourtant lorsque l'on se penche sur l'histoire du capitalisme et sur celui du monde des affaires taiwanais¹² par exemple, l'on ne peut que s'étonner des ressemblances avec les cas évoqués par J.F. Médard. Ainsi en est-il.

- De la symbiose entre l'Etat et l'économie. Dans le cas de Taïwan, « L'Etat a joué un rôle clé dans la création d'une classe d'entrepreneurs ..., non seulement en donnant à ces derniers l'occasion de croître et prospérer, mais aussi en leur fournissant une caution morale aux yeux de la société. »

- Du rôle des réseaux clientélistes, « la famille a elle aussi contribué à la structuration du grand patronat taiwanais en favorisant la cohésion des groupes d'entreprises, ainsi que la constitution du milieu patronal en tant que classe. Le caractère familial de ces groupes apparaît à trois niveaux : une participation majoritaire du fondateur et de sa famille au sein des conseils d'administration ; la nomination des enfants, voire des beaux-enfants, aux postes de direction ; des alliances matrimoniales entre grandes familles d'entrepreneurs. Notons toutefois que l'adaptation de la forme familiale traditionnelle de l'entreprise aux exigences de l'économie moderne a nécessité des « stratégies de légitimation » : par exemple, les fils des fondateurs des grandes entreprises se doivent d'acquérir des « diplômes universitaires qui valent pour des brevets de compétence », et de gravir « apparemment progressivement les échelons des entreprises qu'ils sont destinés à diriger » (p. 131). Faut il signaler qu'à l'origine de sa rapide prospérité se trouve une foule de petites et moyennes entreprises familiales.

- La combinaison des deux étant à la source de la corruption qui mine la démocratie taiwanaise mais qui est aussi à l'origine de son dynamisme économique.

Pourquoi les chercheurs qui se penchent sur l'Asie ne recourent-ils pas à la notion si nous avons bien compris que ceux qui s'intéressent au système occidental s'en servent comme faire valoir des systèmes politiques bureaucratiques dans lesquels ils vivent. La où je veux en venir c'est que la « notion » de Médard, devenu un modèle (pattern) s'est transformé en une tarte à la crème, dont l'incantation sert à la fois de preuves et de normes explicatives, notamment dans le cas de Madagascar. Pourtant à la lecture de J.F. Médard, le descriptif à l'Etat taiwanais présente les caractéristiques majeures du néopatrimonialisme avec le confucianisme en prime certes. La grande différence est que Taïwan est devenu la 15^{ème} économie du monde en quelques décennies.

Le problème soulevé par cette question est que d'une part le modèle utilisé par certains politistes¹³, du fait de la modélisation généralisatrice, empêche d'étudier en profondeur le véritable fonctionnement d'un système. Mettons de côté, la généralisation forcément réductrice sur l'afri-canité. Dans le cas particulier de Madagascar, la référence au néopatrimonialisme est à la fois preuve et démonstration.

En vérité, l'approche unique par les institutions évacue l'aspect culturel car l'une des explications du « miracle » (et c'est un miracle en regard de la militarisation, de l'aspect agricole, etc. de Taïwan dans les années 50 et 60) réside en partie dans la culture (au delà de la situation géostratégique particulière de l'île). Contrairement aux prédictions de S. Huntington, les Taïwanais¹⁴ et « le(ur)s élites ... ont assuré la confrontation de leurs propres histoires politiques et modes de régulation institutionnalisés pré-occidentaux – il est vrai écrite – et de la modernité occidentale pour produire des modes de légitimation du pouvoir originaux aussi dérangeants soient-ils¹⁵». Les chercheurs de ce pays ont accompagné ce mouvement dans leurs travaux¹⁶, faisant de ceux ci les meilleures références sur les réalités de leur

¹² Gilles Guiheux, *Les grands entrepreneurs privés à Taïwan - La main visible de la prospérité*. Paris, CNRS, Asie orientale, 2002, 253 pp.

¹³ Richard R. Marcus, Adrien M. Ratsimbaharison 2005. "Political Parties in Madagascar: Neopatrimonial Tools or Democratic Instruments," *Party Politics*, Vol. 11, No. 4, pp. 495-512. Richard R. Marcus, 2004, Political change in Madagascar: populist democracy or neopatrimonialism by another name ? *Occasional Paper 89, August 2004*

¹⁴ Michel Deverge, 1987, Confucianisme et succès économique à Taïwan, *Etudes*, n° 367, 1-2.

¹⁵ Dominique Darbon, 2007, L'institutionnalisation de la confiance politique dans des sociétés projetées fragiles (à partir de cas africains) : du prêt à porter institutionnel à l'ingénierie sociale des formules politiques, *7th Global Forum on Reinventing Government : Building Trust in Government 26 - 29 June 2007 Vienna, Austria*

¹⁶ voir l'impressionnante bibliographie de Doh C. Shin, *Confucianism and democratization in East Asia*, 2011.

pays tout en accompagnant le mouvement de démocratisation dont la chronologie épouse si étrangement celle des Malgaches¹⁷ mais avec un résultat différent.

Confronté à la modernité, le confucianisme taïwanais ne s'est pas raidi de manière conservatrice. Il y a eu choc culturel mais à l'intérieur d'une culture et non pas entre cultures.

Terminons sur Madagascar, pour ne citer qu'un chantier resté tabou, comment peut-on par exemple imaginer que la démocratie normative ait pu supplanter la subalternité qui a plusieurs siècles d'histoire derrière elle et qui se trouve être un des fondements de la civilisation malgache

elle même ? Comment peut on imaginer qu'un décret colonial, accompagné par la suite de déclarations d'intention sous forme de batteries de lois, puisse faire coexister démocratie électorale et subalternité ? En ce domaine, la démarche indienne peut être source d'inspiration¹⁸ tout autant que la démocratie confucéenne taïwanaise en d'autres. L'une et l'autre sont certainement à la base à la fois de démocraties originales et d'essor économique.

En son temps, le Pasteur Ravelojaona (1879 – 1956) avait commencé à tracer la voie dans cette direction en attirant l'attention sur la trajectoire japonaise... ◆

¹⁷ Pour Madagascar et plus largement pour l'Afrique, les travaux dédiés à la philosophie politique ou à la production d'une doctrine d'Etat (et non de régime) sont quasi inexistantes ou très rares malgré quelques exceptions (Mbembé, 2000 ; Bidima, 1997 ; Mamadani 1996 ; Samkange, 1980), eux mêmes quasiment inconnus à Madagascar.

¹⁸ Les *Subaltern Studies* se sont exprimées à travers une série de volumes publiés par Oxford University Press, Delhi, depuis 1982 les volumes I à VI ont été édités sous la direction de Ranajit Guha. Partha Chatterjee, Politique des gouvernés. Réflexions sur la politique populaire dans la majeure partie du monde, tr. fr. Christophe Jaquet, Paris, Amsterdam, 2009. 189 p
C. Jaffrelot, (2005), L'Inde: la démocratie par la caste, histoire d'une mutation sociopolitique, 1885-2005, Paris, Fayard.

CULTURE, CHANGEMENT ET DÉVELOPPEMENT : L'(IR)RESPONSABILITÉ DES ÉLITES

Par Lolona Razafindralambo



Docteur en ethnologie, maître de conférences en anthropologie à l'Université d'Antananarivo. Chercheur au CRECI, chercheur associé à l'ICMAA, Lolona Razafindralambo travaille sur la parenté et l'organisation sociale et politique, notamment les questions de stratification sociale. Elle a dernièrement participé à un projet de recherche sur la relation entre conservation de la biodiversité et forêt sacrée.

Combien de fois a-t-on entendu dire de la culture malgache qu'elle est un frein au développement de Madagascar. Cette conception soutient une opposition entre une culture considérée comme traditionnelle, la culture malgache, et la culture moderne, occidentale.

La culture a depuis longtemps été au centre des préoccupations des chercheurs en sciences sociales, et sa définition a varié selon les courants ou les écoles. Tylor, un des pères fondateurs de l'anthropologie, en a proposé une définition aujourd'hui canonique. La culture, disait-il, est « cet ensemble complexe qui inclue les savoirs, les croyances, l'art, les mœurs, le droit, les coutumes, ainsi que toute disposition ou usage acquis par l'homme en société »¹. Cette définition indique que la culture est universelle et caractérise toutes les sociétés sans pour autant distinguer la culture/société traditionnelle de la culture/société moderne. Une autre caractéristique de la culture est qu'elle est partagée par tous les membres d'une société et elle est acquise et transmise. Ce dernier point fait que culture et tradition² sont finalement proches, sinon identiques : c'est ce que l'on trouve en naissant, dit Michel Izard.

Un des traits qui caractériseraient les sociétés modernes serait leur aptitude au changement, ce qui ne serait pas le cas des sociétés traditionnelles. Cette opposition a été récusée par l'anthropologie, notamment depuis Leach ou Gluckman et l'école de Manchester. Georges Balandier a montré pour sa part que chaque

société est soumise à une dynamique qui est une propriété nécessaire du système social. Cette dynamique est utilisée et créée par les acteurs sociaux : ce sont les hommes qui font l'histoire des sociétés (Rocher, p.128).

Si on suit Tylor, on peut ainsi schématiquement dire que tout dans la société est culturel : du rituel du famadihana³ ou de la circoncision au mode de cuisson et de consommation du riz, en passant par la division sociale du travail, les pratiques matrimoniales ou l'organisation politique. La langue elle-même fait partie de la culture, ainsi que les représentations qu'elle véhicule⁴.

Les exemples cités ci-dessus montrent que la culture ne peut être une entité close. Il arrive que les linceuls utilisés lors des famadihana ne soient plus en soie « traditionnelle » mais en nylon, donc récemment introduit ; la circoncision peut être effectuée par un médecin, et le rituel est quelquefois réduit à l'opération proprement dite et à la remise de cadeaux (en guise de tso-drano : bénédiction) à l'enfant. Et que dire de la religion chrétienne, imposée depuis le XIX^e siècle mais considéré comme l'un des éléments importants de la culture malgache⁵. La culture est ainsi soumise à une dynamique qui procède d'une permanente interaction entre cultures différentes. En cette ère de mondialisation, media, nouvelles formes de communication, mouvement des populations favorisent cette interaction. Qui n'a pas encore observé dans des villages éloignés des petites antennes de télévision sur le toit de maisons en torchis ? Ou encore dans des

¹ *La civilisation primitive*, 1876-1878.

² Du latin *tradere* : transmettre.

³ Faussement traduit par « retournement des morts » : réenveloppement des morts dans de nouveaux linceuls.

⁴ Par exemple, les Malgaches se lavent la tête (*manasa loba*), les Français eux se lavent les cheveux.

⁵ Il faut cependant souligner que la religion chrétienne n'a pas la même importance pour toutes les cultures malgaches : les Hautes terres centrales sont majoritairement christianisées, ce qui n'est pas le cas des autres régions.

villages où il n'y a pas d'électricité, la présence de téléphones portables dont les batteries sont chargées grâce à ces piles solaires vendues au marché ; ou, jusqu'à récemment, les panneaux Tiko sur les murs des « labotika »⁶ ?

Le changement peut être provoqué par des facteurs aussi bien internes qu'externes : introduction du christianisme, colonisation et décolonisation, crises sociales, etc. Le développement est un aspect du changement social : « l'ensemble des processus sociaux induits par des opérations volontaristes de transformation d'un milieu social » (Olivier de Sardan 1995). Dans le cadre de la société globale, ce sont les élites qui jouent ce rôle.

Dans l'histoire des sciences sociales, ce terme (« élite ») a toujours posé problème, notamment parce que contraire à l'idéologie égalitaire occidentale. D'autant plus qu'il est entaché d'aspects jugés négatifs tels les qualificatifs « élitaire » ou « élitiste ». Raymond Aron définit l'élite comme « l'ensemble de ceux qui, dans les diverses activités, se sont élevés en haut de la hiérarchie et occupent des positions privilégiées que consacre l'importance soit des revenus soit du prestige ». Il établit une différence entre « élite » et « classe politique », notion réservée, dit-il « à la minorité, beaucoup plus étroite, qui exerce effectivement les fonctions politiques de gouvernement. Distincte de la classe politique est la classe dirigeante qui « se situerait entre l'élite et la classe politique ; elle couvre ceux des privilégiés qui, sans exercer de fonctions proprement politiques, ne peuvent pas ne pas exercer de l'influence sur ceux qui gouvernent et ceux qui obéissent, soit en raison de l'autorité morale qu'ils détiennent, soit à cause de la puissance économique ou financière qu'ils possèdent » (p.267). Bien que cette division à trois niveaux d'une catégorie supérieure de la population soit intéressante notamment pour analyser la situation de Madagascar, dans ces définitions de R.Aron, l'élite ne semble pas être définie par son action. Ce problème a été résolu

par les chercheurs en qualifiant d'élite ces trois groupes, et en proposant comme éléments de caractérisation : l'excellence et le mérite. Bourdieu a bien montré, dans ce contexte, le rôle de l'éducation et, plus généralement, de ce qu'il appelle capital social et capital culturel (et également le capital symbolique). Au sein de chaque catégorie de la société sont transmis connaissances, comportements et valeurs propres : entre autres, connaissances relatives à l'art (fréquentation des musées, etc)⁷, manière de s'habiller et de se tenir à table, réseaux de parenté et matrimoniaux. Le système éducatif est l'un des moyens par lesquels chaque catégorie se constitue, en particulier l'élite.

La question que l'on peut poser pour Madagascar : les élites y existent-elles ?

Le système éducatif malgache semble ne plus être en mesure de former une élite. Jusqu'au lendemain de l'indépendance, alors que tous les jeunes Malgaches ne pouvaient encore fréquenter les mêmes bancs que les jeunes Européens, quelques écoles allaient former ceux qui étaient appelés à constituer l'élite de la nouvelle nation : le lycée Gallieni, le collège Saint-Michel, et l'école Le Myre de Vilers. Cette dernière a une particularité par rapport aux deux premiers : elle a été créée pour réaliser la « politique des races » des colonisateurs (Rajaonah). Au programme des cours, latin et grec, et « nos ancêtres les gaulois ». Ainsi, beaucoup parmi les membres de l'AEOM⁸ ont fréquenté le lycée Gallieni, tandis que les anciens du collège Saint-Michel se gargarisent d'avoir eu parmi eux ancien président de la république, ministres, et autres cadres et officiers supérieurs.

Le programme scolaire a bien sûr subi des changements, mais ni les connaissances qui y sont transmises, ni ceux qui ont la charge de les transmettre ne subissent d'évaluation. La langue d'enseignement sert de bouc émissaire à l'irresponsabilité collective⁹. La plupart des membres de la classe politique détiennent un

⁶ Petites épiceries on l'on vend de tout, surtout dans les zones éloignées des centres urbains.

⁷ « Ce point pose problème. L'offre culturelle est réduite à ce que propose l'IFM (Institut Français de Madagascar), véritable prescripteur culturel, d'une part, et d'autre part, à la culture que l'on qualifierait de populaire (dans le sens qu'il s'adresse au public le plus large), et qui est essentiellement composée de chansons de variété et de films.

⁸ Association des Etudiants d'Origine Malgache : à partir des années 30, a regroupé les dirigeants nationalistes pendant leurs études en France. A l'indépendance, certains parmi eux allaient rejoindre la haute administration.

⁹ La malgachisation est rendue responsable de la dégradation du système scolaire : aucun questionnement quant à la formation des enseignants, l'inadéquation des programmes scolaires, le désengagement de l'Etat accompagné par l'instrumentalisation politique du système.

diplôme d'enseignement supérieur (Galibert, p.37 et sq), mais les compétences qu'ils ont acquises ne semblent pas être suffisantes pour leur permettre d'appréhender les défis et enjeux nationaux et mondiaux auxquels est confronté Madagascar. Mais il en va de même de toute une catégorie de la population qui aurait dû être appelée à remplir le rôle d'une élite ¹⁰, mais dont les préoccupations sont centrées sur l'affirmation de leur statut social, c'est-à-dire dans l'étalage d'une réussite matérielle ¹¹.

La classe politique est répartie entre un nombre important de partis politiques ¹² et son fonctionnement relève plus de l'Etat traditionnel que de l'Etat moderne (Balandier 1991). L'action politique est réduite à la lutte pour le pouvoir et à la recherche d'avantages matériels. Le centre politique a du mal à s'imposer et à imposer sa légitimité. Le pouvoir et l'autorité sont personnalisés au point que l'intérêt public, propre à la fonction, se sépare difficilement de l'intérêt privé de celui qui l'assume. L'appareil gouvernemental et administratif recourt à des dignitaires, à des notables pris dans le jeu des relations de dépendance personnelle (relations de parenté, relations patron-clients) plus qu'à des fonction-

naires choisis pour leurs compétences. Le recrutement de la classe politique n'a pas dépassé les appartenances « ethniques » ¹³ : proclamation d'une supériorité historique pour les uns, revendication d'un équilibre régional pour les autres (ibid) ¹⁴. Dans ce contexte, les dirigeants s'efforcent d'établir des relations de parents à enfants avec la population en la maintenant dans l'illégitimité ¹⁵.

Crises politiques à répétition, paupérisation galopante, sous-développement chronique : la seule conclusion qui s'impose est qu'il n'y a plus d'élites à Madagascar. Excellence et mérite ne semblent pas caractériser les dirigeants et ceux qui leur sont liés, pour la plupart occidentalisés, ou se proclamant pour tels, alors que toujours dans la logique de l'Etat traditionnel (Balandier). Ils ont oublié les valeurs universelles de la vertu politique et du travail. Ils ne sont pas en mesure de conduire vers le développement. La culture ne peut en être responsable, elle n'a pas à être questionnée et remise en cause. Les dirigeants devraient renouer avec elle et cesser de la renier, c'est-à-dire de se renier ¹⁶. Nous serons modernes comme malgaches, ou nous ne serons pas. ♦

BIBLIOGRAPHIE

Raymond Aron,
1960, « Classes sociales, classe politique, classe dirigeante », *Archives européennes de sociologie*, t. I, 2, pp.

Georges Balandier
1985, *Anthropo-logiques*, 1ère édition : 1974, Paris : Fayard
1991, *Anthropologie politique*, 1ère édition : 1967, Quadrige, Paris : PUF
2004, *Sens et puissance*, 1ère édition : 1971, Quadrige, Paris : PUF

Pierre Bourdieu
1979, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris : Editions de Minuit

Didier Galibert
2009, *Les gens de pouvoir à Madagascar. Etat postcolonial, légitimités et territoire (1956-2002)*, Paris et La Réunion : Karthala-CRESOI Université de La Réunion

¹⁰ Les uns par un processus de reproduction sociale (dans le sens de Bourdieu), les autres par réussite personnelle.

¹¹ Villas, voitures de luxe, appartenance à des clubs privés, adhésion à des associations ou autres clubs de service...

¹² Plus de 200 selon le dernier recensement de 2011.

¹³ « Tribu », « ethnique », ... A chaque époque son appellation pour désigner des subdivisions qui remontent au général Gallieni.

¹⁴ Pour des illustrations détaillées, voir Galibert.

¹⁵ Les instruments de cette infantilisation de la population : bourse démocratique dans les universités publiques et culture de la gratuité ; distribution de produits à prix réduits plutôt que mise en place des conditions pour la création d'emplois durables...

¹⁶ Il ne suffit pas de scander tel un mantra : « un développement conforme aux valeurs malgaches ». Ce qui est déjà signe d'un malaise culturel, et donc identitaire.



LA TRISTE RÉALITÉ DES CRISES CYCLIQUES

CRISES CYCLIQUES MALGACHES : MÊMES CAUSES, MÊMES EFFETS

Par Erick Rabemananoro



Titulaire d'un master de science politique, Erick Rabemananoro prépare actuellement une thèse consacrée aux crises politiques malgaches. Il est déjà l'auteur de travaux se penchant sur ce sujet, dont un mémoire universitaire sur les « Limites de la diplomatie coercitive dans la résolution d'une crise » (Lyon III), et un ouvrage sur la « Modélisation d'un système d'analyse permettant l'anticipation de crise politique violente à Madagascar » (CEDS-Madagascar).

Le 26 juin 2010, Madagascar a commémoré le cinquantenaire de son retour à l'indépendance¹ en plein contexte de crise politique. Durant cette période, neuf Chefs d'État ont exercé le pouvoir : Philibert Tsiranana², Gabriel Ramanantsoa, Richard Ratsimandrava, Gilles Andriamahazo, Didier Ratsiraka³, Albert Zafy, Norbert Lala Ratsirahonana, Marc Ravalomanana, et Andry Rajoelina⁴.

Depuis 1960, Madagascar n'a jamais connu de transmission du pouvoir à la fin d'un mandat normal. En dix décennies, le pays n'a jamais pu instaurer une culture de l'alternance paisible, « substitut non violent à la révolution » et qui « caractérise aujourd'hui les démocraties qui fonctionnent »⁵. Il y a certes eu des départs du pouvoir dans des conditions paisibles à la suite d'une défaite électorale, mais les scrutins correspondants ont été organisés par des Transitions, qui, elles-mêmes, ont été générées par des crises politiques⁶. Par conséquent, au cours de leur carrière, tous ceux qui ont eu à diriger

l'État ont eu affaire à une alternance en dehors du cadre prévu par la Constitution en vigueur, soit pour arriver au pouvoir, soit pour le quitter (*voir tableau 1, p. 59*). On notera cependant une exception à cette règle : Norbert Lala Ratsirahonana n'est pas arrivé au pouvoir par une crise politique violente, mais à l'issue de l'empêchement du Pr Albert Zafy en 1996, et il l'a quitté à la suite d'une défaite électorale.

L'histoire des alternances durant les cinquante premières années de régime républicain à Madagascar retiendra donc qu'à quatre reprises, les changements à la tête du pays ont été générés par des crises politiques violentes⁷. A celles-ci s'ajoutent l'assassinat du chef d'État en exercice en 1975. Si certains auteurs considèrent que le pays est un pays de crises cycliques, d'autres dédramatisent ce mode d'alternance en le qualifiant de « rituel malgache de changement du pouvoir par la rue »⁸. En effet, en 1972, 1991, 2002 et 2009, des mouvements de contestation dans la rue ont abouti au départ

¹ Le « retour à l'indépendance » de Madagascar en 1960 fait quelquefois l'objet de débat et de polémiques. Nous rappelons que Madagascar était une Nation indépendante et souveraine avant la colonisation française (1896), et que le Royaume de Madagascar avait été reconnu par la Grande-Bretagne en 1817, elle-même suivie par les États-Unis (1883), l'Allemagne (1883), l'Italie (1883) et la France (1885)...

² Dans le cadre du processus de décolonisation enclenché par la loi-cadre Defferre (1956), la Grande Île obtint un statut de République autonome dans le cadre de la Communauté française, et Philibert Tsiranana en fut élu Premier ministre par le congrès des conseillers provinciaux le 14 octobre 1958. Ensuite, un collège qui comprenait l'Assemblée constituante, les conseillers provinciaux et les délégués des communes a procédé le 1er mai 1959 à l'élection du Président de la République, qui vit la victoire de Philibert Tsiranana face à trois adversaires par 113 voix (et une abstention) sur 114 suffrages exprimés. Après la signature des Accords franco-malgaches (2 avril 1960), le retour à l'Indépendance est entériné le 26 juin 1960. A l'issue de son premier mandat, Philibert Tsiranana sera réélu au suffrage universel le 30 mars 1965, avec 97% des voix...

³ « Didier Ratsiraka a été chef d'État à deux reprises, revenant au pouvoir en 1997 après en avoir été évincé en 1993.

⁴ On rajoutera à cette liste le nom d'Hyppolite Ramaroson, virtuel chef d'État à la tête du Directoire militaire durant quelques heures pendant la journée du 17 mars 2009, mais qui n'eut jamais l'occasion d'être officiellement installé dans ces fonctions ni d'exercer le pouvoir.

⁵ Quermonne, J.-L. (2003), *L'alternance au pouvoir*, Montchrestien, Paris, pp.8-9.

⁶ On citera notamment le départ de Didier Ratsiraka en 1993, après les élections qui ont clôturé la transition de 1991 – 1993 ; ainsi que le départ de Norbert Lala Ratsirahonana, battu aux élections de 1996 après la courte transition qui a suivi l'empêchement du Pr Zafy.

⁷ Pour qualifier ces crises de « violentes », nous nous référons à l'échelle dite « de Kosimo » établie par le HIIK du Département de science politique de l'Université de Heidelberg.

⁸ Intervention de l'agréé de droit Joel Andriantsimbazovina sur un forum internet, <http://fjery.wordpress.com/2011/07/27/sanctions-internationales-a-reformater/>

du Chef d'État en exercice. Ces crises malgaches sont de moins en moins espacées, et de plus en plus longues ⁹.

I. Une culture de l'alternance par voie de crise.

Les alternances malgaches ont donc été une succession de crises qui ont obligé les dirigeants à adapter la légalité institutionnelle à la situation informelle créée par les événements.

- En 1972, Philibert Tsiranana improvise une mesure non prévue par la Constitution en octroyant les pleins pouvoirs au Général Ramanantsoa, mais reste Président de la République. Quelques mois plus tard, le référendum du 8 octobre 1972 donne l'option populaire à cette transmission du pouvoir et écarte définitivement le Président Tsiranana.

- En 1975, l'armée décide de constituer un directoire militaire suite à l'assassinat le 11 février 1975 du Colonel Ratsimandrava, Chef d'Etat en exercice.

- En 1991, la persistance de mouvements de rue menés durant plusieurs mois par l'opposition force le Président Ratsiraka à accepter un partage de pouvoir à travers la Convention de Panorama. Celle-ci met en place une nouvelle structure, la Haute autorité de l'État (HAE) présidée par le Professeur Albert Zafy, mais place l'essentiel du pouvoir exécutif entre les mains du Premier ministre Guy Willy Razanamasy.

- En 2002, sous prétexte de controverse sur les résultats du premier tour de l'élection présidentielle du 16 décembre 2001, Marc Ravalomanana fait un coup d'Etat. Il se fait proclamer vainqueur au premier tour par son directeur de campagne, puis installe Président de la République le 22 février 2002 par une équipe de magistrats qui ont pris son parti. Au fur et à mesure du temps qui passe et de l'extension géographique de son pouvoir, les communautés nationale et internationale doivent se résoudre à reconnaître le fait accompli. Un recomptage des voix prévu par les Accords de Dakar permet d'attribuer officiellement à Marc Ravalomanana la victoire au premier tour qu'il revendiquait.

- En 2009, suite à la fermeture par le Ministère de la communication de la station de télévision VIVA lui appartenant, Andry Rajoelina

profite d'une atmosphère de mécontentement contre certains abus du pouvoir en place ¹⁰ et entraîne la foule dans des mouvements de rue, ce qui génère une nouvelle crise violente. Le 30 janvier 2009, il lance un processus de coup d'État. Ce jour-là, il déclare sur la place du 13 mai prendre en charge les affaires de l'État et exige l'obéissance des chefs de l'armée. Le 8 mars 2009, une mutinerie en faveur d'Andry Rajoelina (suivie de l'attaque du Palais présidentiel d'Ambohitsorohitra par les mutins le 16 mars 2009) obligera Marc Ravalomanana à partir en exil, après avoir transféré les pleins pouvoirs à un Directoire militaire. Le 17 mars 2009, les mutins s'opposent par la force à la mise en place de ce Directoire militaire, et imposent à ses membres une « abdication » en faveur d'Andry Rajoelina. Ce n'est que le 19 mars 2009 que l'ordonnance 2009/003 instituant le régime de la Transition vers la IV^{ème} République crée la Haute Autorité pour la Transition vers la Quatrième République (HAT). Or cette HAT était déjà une appellation utilisée depuis presque deux mois sur la Place du 13 mai, en particulier lors de la nomination du « Premier ministre » Monja Roindefo, le 7 février 2009. L'ordonnance 2009/003 formalise donc une institution née dans la rue depuis de nombreuses semaines.

Ces formalisations de situations informelles générées par les crises procèdent à l'alignement de la réalité du terrain avec la légalité institutionnelle, et ce, en-dehors des dispositions prévues par la Constitution en vigueur. Ces bricolages successifs ont un effet pervers : ils confortent les Malgaches dans l'idée que ce texte n'a pas la « sacralité » qu'il devrait avoir. Cela est renforcé par la propension des dirigeants malgaches à adapter la Constitution à leurs intérêts (Albert Zafy en 1995, Didier Ratsiraka en 1998, Marc Ravalomanana en 2007). Du côté de l'opposition, le changement de République (et donc de Constitution) est un argument souvent utilisé lors des crises comme étant une revendication nécessaire à la vie du pays. Mais en définitive, la Constitution a une importance assez relative aux yeux de la plupart des Malgaches qui ne se sont guère vraiment appropriés celles qui se sont succédées. La Constitution de la Première

⁹ Le pic de la crise de 1972 avait duré quelques jours en mai (même si la grève des étudiants avait commencé en janvier). La crise de 1991 avait duré de juin à octobre (avec des manifestations sporadiques depuis le 1er mai sous l'impulsion des syndicats). La crise de 2002 a duré de janvier à juillet. En juin 2012, la crise de 2009 n'est toujours pas résolue.

¹⁰ Parmi les motifs de grogne, le développement tentaculaire du groupe agro-industriel Tiko appartenant au Président, et qui bénéficie de beaucoup d'avantages fiscaux et autres ;

République a juste été inspirée par son homologue français, et les suivantes ont été peu lues, discutées ou connues par la très grande majorité des citoyens ¹¹.

II. Des facteurs structurels qui servent de moule aux crises.

Dans l'édition 2002 du Rapport mondial sur le développement humain dont le thème était consacré à la démocratie ¹², le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) avait listé six critères qui devaient être présents dans un régime démocratique. Ils fournissent une bonne grille de lecture pour analyser la structure du jeu politique à Madagascar, et pour mesurer les écarts entre le souhaitable et le réel qui expliquent le caractère crisogène de la vie politique à Madagascar.

II.1 Un système de représentation, avec des partis politiques et des groupes de défense d'intérêts qui soient opérationnels.

A Madagascar, alors qu'on recense plus de 330 partis politiques, les projets de société qui existent officiellement se comptent sur les doigts. En fait, la très grande majorité de ces partis n'est constituée que de groupuscules autour de quelques individus, et qui n'ont aucune envergure régionale ni même locale, et encore moins nationale. Beaucoup de politiciens n'existent sur la scène politique qu'à l'occasion de crises politiques, ce qui leur permet de participer au pouvoir sans avoir à passer par les urnes, et sans avoir une quelconque représentativité électorale. Le jeu politique se pratique à travers des alliances pour ou contre des individus, et non pour ou contre des idées ou des projets de société. Par conséquent, les partis politiques sont accessoires pour la conquête du pouvoir (par exemple, Didier Ratsiraka n'a créé l'AREMA qu'un an après être arrivé au pouvoir). Les partis ne prennent alors de l'importance que quand il s'agit de s'y maintenir, devenant ainsi un appareil de quadrillage de la société : on a parlé d'État-PSD sous Tsiranana, d'État-AREMA sous

Ratsiraka, d'UNDD-isation sous Albert Zafy, d'État-TIM sous Marc Ravalomanana. Les partis politiques ont donc une crédibilité limitée vis-à-vis de l'opinion publique : dans l'enquête réalisée par Casals en 2005, les partis politiques sont les institutions ayant le plus faible taux de confiance parmi les ménages malgaches avec 35,4% ¹³. Cela explique la facilité avec laquelle la participation politique se déverse dans la rue et dépasse le cadre des partis et des institutions (Parlement) dès que le contexte se fait propice pour les opposants.

II.2 Un système électoral garantissant des élections libres et non entachées d'irrégularités, ainsi que le suffrage universel.

Depuis 1960, sauf à de très rares exceptions, les élections à Madagascar reflètent ce que Terry Karl qualifie de « fallacy of electoralism », et qui se base juste sur l'existence d'élections pour prétendre que la démocratie existe, sans chercher à considérer les autres aspects ¹⁴. De nombreux travaux se sont penchés sur les raisons qui expliquent le manque de fiabilité des élections malgaches ¹⁵. Elles sont donc incapables de servir de baromètre pour évaluer l'assise réelle d'un régime et son potentiel de stabilité. Par conséquent, il existe une volatilité extrêmement rapide des acquis d'un scrutin :

- Philibert Tsiranana, élu en janvier 1972 par 99,78% des voix, est renversé par la rue en mai de la même année.
- Didier Ratsiraka, réélu au premier tour des élections de mars 1989 par 63% des voix pour un troisième mandat, doit faire face à une grave crise politique à partir de juin 1991.
- Albert Zafy, élu par 66% des voix en février 1993, doit quitter le pouvoir suite à une procédure d'empêchement votée en 1996 par une Assemblée nationale, dont plus de la moitié (75 députés sur 138) lui était pourtant acquise lors des législatives de 1993.
- Marc Ravalomanana, réélu par 53% en 2006, est balayé par une crise politique au premier trimestre 2009. Le référendum constitutionnel qu'il avait organisé en 2007, et qui avait

¹¹ Lire à ce sujet Ranjeva, R. (2012), « Constitutionnalismes et sortie de crise à Madagascar », in RANDRIANJA S., *Madagascar, le coup d'État de mars 2009*, Karthala, Paris, pp. 279-284.

¹² PNUD (2002), *Approfondir la démocratie dans un monde divisé*, PNUD / de Boeck University, Bruxelles, p. 4.

¹³ Casals & Associates (2006), *Évaluation de la lutte contre la corruption à Madagascar*. Alexandrie, Casals, p.48.

¹⁴ Voir Diamond, L. (1997), *Is the third wave of democratization over?*, Working Paper #236, Kellogg Institute, Notre Dame, p.9.

¹⁵ Lire à ce sujet SEFAFI (2002), « Pour une élection juste et transparente », in SEFAFI, *Libertés publiques : les leçons d'une crise*, Antananarivo, pp. 90-99.

vu la victoire du « Oui » par 75%, précède de tout juste un an et demi l'explosion de la crise de 2009.

II.3 Un système d'équilibre reposant sur la séparation des pouvoirs, avec une branche judiciaire et une branche législative indépendantes.

L'enquête réalisée par Casals (2005) et citée précédemment a également montré que le niveau de confiance des ménages envers le système judiciaire malgache est très faible. Ce sondage réalisé pour le compte du Comité pour la sauvegarde de l'intégrité (CSI) révèle que dans la perception des ménages et des agents de l'État, sur 14 institutions listées, les plus corrompues sont les magistrats, les dirigeants de partis politiques, et enfin les gendarmes et policiers¹⁶. La perception d'une inféodation du pouvoir judiciaire au pouvoir exécutif est alimentée par les procès politiques sous tous les dirigeants (Resampa sous Tsiranana ; Andriamaholison et Ramarason sous Ratsiraka ; Andrianarivo et Rajaonarivelo sous Ravalomanana ; Raharinaivo et consorts sous Rajoelina etc.). Dans certains de ses communiqués récents, le Syndicat des magistrats de Madagascar (SMM) lui-même a dénoncé cette politisation de la justice, ce qui ôte à cette institution toute possibilité de servir de recours impartial contre les abus du pouvoir. Si la Magistrature avait su donner gage de sa respectabilité en 2001/2002 et 2008/2009, Marc Ravalomanana ou Andry Rajoelina auraient peut-être utilisé cette option contre les tracasseries dont ils étaient victimes avant d'opter pour la dernière extrémité qu'étaient leurs coups d'État.

La perception par la population du manque d'indépendance du pouvoir judiciaire concerne également la Haute cour constitutionnelle (HCC), qui, non seulement, est le juge électoral lors des élections, mais est aussi censé être le gardien des dispositions constitutionnelles. Par exemple, lors des élections communales du 15 novembre 1996, le Comité national d'observation des élections (CNOE) s'étonne : « la HCC, la plus haute Cour de la République, a statué sur une centaine de communes dont l'existence n'était prévue dans aucun texte de loi à la date

du scrutin »¹⁷. En sus des nombreux travaux du CNOE, le livre de Bemaso décrit les méthodes de fraudes et de manipulations électorales à Madagascar, et parle clairement « d'impuissance du Conseil national électoral devant les fraudes et les manipulations électorales et sa carence dans le rôle qu'on lui a dévolu »¹⁸. « La forte dépendance structurelle de la justice par rapport au pouvoir exécutif à Madagascar doit s'apprécier au regard des textes, mais également des traditions et des pratiques » explique le magistrat André Roger¹⁹. La constitutionnalité de certaines décisions comme la validation par la HCC de la vague de transferts de pouvoir du 17 mars 2009 pourrait également autoriser des questions.

Enfin, l'indépendance de la branche législative est un sujet souvent théorique dans l'histoire du pays. Lors des périodes précédant la plupart des crises, le Parlement a rarement été en mesure de servir de plateforme de débat démocratique entre pouvoir et opposition. En 1972, avec 104 députés sur 107, l'Assemblée nationale était dominée par le Parti social démocrate (depuis les législatives de 1970). En 1991, avec 120 députés sur 137, l'Assemblée nationale populaire était sous la coupe du parti AREMA (depuis les législatives de 1989). En 2009, avec 105 députés sur 137, l'Assemblée nationale était phagocytée par le parti TIM (depuis les législatives de 2007).

II.4 Une société civile active, à même de contrôler les actions du gouvernement et des entreprises privées, et de proposer des modes différents de participation politique.

Malgré une efficacité reconnue sur le terrain dans des actions de développement, ainsi qu'une réelle qualité des travaux de réflexion des organisations de la société civile qui se sont données pour mission d'observer et d'interpeller sur le cours de la vie nationale (on pensera en particulier aux communiqués du CNOE et de l'Observatoire de la vie publique/ SEFAFI), la société civile malgache manque de puissance et de capacité d'influence sur la classe politique et le milieu économique, et donc manque de crédibilité vis-à-vis de l'opinion publique. Au moins deux raisons peuvent expliquer cela. D'une part, la perception d'une politisation de

¹⁶ Casals & Associates (2006), op. cit., p.75.

¹⁷ CNOE, « Vers un pays ingouvernable », in CNOE, *Pour la démocratie, citoyenneté active et responsable*, Antananarivo, 29 janvier 1996, p.93.

¹⁸ Bemaso (2000), *Fraudes et manipulations électorales à Madagascar*, Tsipika, Antananarivo, p.53

¹⁹ ROGER A. (2002), « Le pouvoir judiciaire au coeur de la crise institutionnelle à Madagascar », in ROUBAUD F. (dir.), *Madagascar après la tourmente : regard sur 10 ans de transitions politiques et économiques*, Afrique Contemporaine N° 202-203, avril-sept. 2002, La documentation française, Paris, pp. 27-43

la société civile, qui est non seulement le refuge de partis politiques qui n'ont pas le courage de s'affirmer comme tels, et préfèrent s'enregistrer sous le régime d'association ; d'autre part, la perception de parti-pris de quelques membres de la société civile en faveur de politiciens, ce qui nuit à la perception de leur neutralité, et donc de leur capacité à se faire entendre et respecter par l'ensemble de la classe politique.

Ainsi, l'autrefois tout-puissant Conseil chrétien des Eglises à Madagascar (FFKM) échouera pitoyablement dans son action de médiation au début de la crise de 2009, à cause de l'image pro-Ravalomanana attribuée (à tort ou à raison) au Pasteur Rasendrasasina, et de l'étiquette pro-Rajoelina prêtée à l'archevêque catholique Odon Razanakolona²⁰. De même, Madeleine Ramaholimihaso, membre fondatrice du Comité national d'observation de la vie publique (CNOE) et de l'Observatoire de la vie publique/SEFAFI, sera perçue (à tort ou à raison) comme une proche d'Andry Rajoelina après être apparue à ses côtés durant la conférence de presse qu'il a tenue contre la fermeture de sa télévision en décembre 2008. Lalao Randriamampionona, Présidente de la Plateforme nationale des organisations de la société civile de Madagascar (PNOSCM), sera suspectée (à tort ou à raison) d'être pro-Ravalomanana, en particulier à cause du fait d'être l'épouse d'un ancien ministre de ce dernier. Ces perceptions de parti-pris de la part de membres éminents et pionniers tout à fait respectables de la société civile malgache limiteront la crédibilité de celle-ci, et l'empêcheront d'avoir la cohésion nécessaire pour s'imposer comme médiateur dans la recherche de solution à la crise de 2009.

II.5 Des médias libres et indépendants.

Du point de vue théorique, la presse est libre à Madagascar depuis la levée de la censure en 1988 par Didier Ratsiraka. Toutefois, du point de vue pratique, il apparaît que les dirigeants au pouvoir ont une propension à user du Code Pénal pour contrôler la presse : procès de journalistes, fermeture de chaînes de radios ou de télévision, lettres de mise en demeure etc. Le point de départ officiel de la crise de 2009 était d'ailleurs la fermeture de la station de télévision

appartenant à Andry Rajoelina. Avec ce genre de pratiques, on ne peut pas dire que la presse soit libre et indépendante à Madagascar, malgré certains critères isolés qui sont utilisés comme une vitrine de bonne volonté pour le pouvoir en place : levée de la censure sous Ratsiraka, augmentation du nombre de médias sous Rajoelina.

Depuis 2010, la presse malgache est classée « Non libre » par l'organisation Freedom House. Autre regard qui fait autorité en matière de liberté de la presse, Reporters sans frontières a fait passer Madagascar de la 94^{ème} place de son classement en 2008 à la 134^{ème} place en 2009. Cela illustre l'impact d'une crise sur les médias, alors que, comme le souligne l'éditorialiste Ndimby Andrianaivalona, « Durant les crises politiques malgaches, la liberté de la presse et l'accès libre de l'opposition aux chaînes de l'audiovisuel public servent systématiquement de chevaux de bataille aux opposants, pour les fouler aux pieds une fois arrivés à leurs fins »²¹.

II.6 Un contrôle effectif des civils sur l'armée et les autres forces de sécurité.

Lors de la crise de 2009, dans la liste de griefs que les mutins de mars 2009 avaient évoquée contre Marc Ravalomanana, le premier était la nomination d'une femme à la tête du Ministère de la défense, ce qu'ils considéraient comme un affront. Au-delà de cet aspect relatif au genre, c'est également le fait que ce Ministère avait été attribué à un civil qui provoquait la grogne. Habitée depuis des décennies à ce que les affaires militaires ne se gèrent qu'entre militaires, l'armée malgache n'est pas disposée à se laisser contrôler par les civils, ce qui pourtant aurait permis sa « neutralité, nécessaire à la démocratie » comme l'écrivait le Général Mijoro Rakotomanga²².

Depuis 1972, plusieurs Chefs d'Etat et Premiers ministres étaient militaires. Cela a favorisé le développement de clans et une politisation de l'armée, avec en définitive une déliquescence des valeurs militaires. Pour le politologue Juvence Ramasy, « la remilitarisation voire la remartialisation du corps militaire s'avère difficile. En effet, les pratiques en cours durant la II^e République consistant à nommer des militaires à des postes et des fonctions politiques se sont poursuivis »²³.

²⁰ Les suspicions de manque de neutralité du FFKM ne datent pas de la crise de 2009. Dès la crise de 2002, les quatre chefs d'Eglise regroupés en son sein étaient soupçonnés d'avoir pris le parti de Marc Ravalomanana, ce qui avait amené Didier Ratsiraka à demander au Vatican la mise à la retraite du Cardinal Razafindratandra.

²¹ Andrianaivalona, N. (2011). « La presse sous pression », in Randrianja S., *Madagascar, le coup d'état de mars 2009*, Karthala, Paris, p.177.

²² Rakotomanga, M. (1998), *Forces armées malgaches, entre devoir et pouvoir*, Paris, LHarmattan, p.193.

²³ Ramasy, J. (2011), « Militaires et système politique », in Randrianja S., *Madagascar, le coup d'état de mars 2009*, Karthala, Paris, p.77

L'armée est donc non seulement hors de contrôle des civils, mais semble-t-il, pas toujours sous le contrôle des chefs militaires eux-mêmes. L'apparition d'armes de guerre aux mains de bandits autorise des questionnements légitimes. On citera également les exactions commises par certains officiers en 1991 et 2002, la mutinerie de 2009, et surtout le comportement des officiers ayant ouvertement pris le parti d'Andry Rajoelina en vue de faire échouer le processus de transition défini par Marc Ravalomanana, et qui était pourtant au bénéfice d'un Directoire militaire.

III. Lecture croisée sur les crises malgaches.

III.1. Le radar de suivi de la tension politique (RSTP).

Malgré des nuances plus ou moins importantes au niveau des événements, il y a cependant eu un ensemble de points communs à plusieurs crises. Ceux relatifs aux trois premières (1972, 1991, 2002) ont permis d'établir un Radar de suivi de la tension politique (RSTP) adapté à Madagascar²⁴. La première version de ce Radar se basait sur un ensemble de 30 variables, qui, étudiées dans le cadre d'un système les associant, permet de quantifier le potentiel crisogène d'une situation donnée²⁵. Des recherches effectuées actuellement ont pour but d'affiner ce RSTP à travers un nouveau modèle. Celui-ci serait réduit à une vingtaine de variables classées en trois grands groupes : celles relatives au dirigeant et au parti au pouvoir ; celles relatives à l'opposition ; et celles variables relatives aux acteurs de médiation, de stabilisation ou d'interpellation. Des indicateurs objectifs nationaux ou internationaux (tels que baisse du pouvoir d'achat, hausse du prix du carburant, dégradation des libertés civiles, des droits politiques, de la perception de la corruption et de la liberté de la presse) complètent les variables abordées précédemment, sans oublier les taux relatifs au niveau d'éducation de la population.

L'émission par la société civile de messages fortement critiqués contre le pouvoir peut être considérée comme la face apparente de l'iceberg de la grogne au sein de la population. En outre, comme on l'a vu en 1999 et 2007, l'élection

d'un maire perçu comme étant potentiellement proche de l'opposition à la tête de la Capitale devrait être considéré comme un vote-sanction, donc un signal d'alarme contre le pouvoir.

Dans le contexte de développement humain qui est celui de Madagascar, il apparaît que le potentiel crisogène est élevé quand, en plus des problèmes de revenus et d'éducation de la population, on se retrouve en présence d'une situation ayant deux caractéristiques :

- Il y a une domination du président sur une assez longue durée (plus d'un mandat), qui se traduit, d'une part, par une prédominance exagérée de son parti dans les institutions exécutives et législatives (ce qui empêche les institutions d'avoir le statut de « gestionnaires de tension politique ») ; et d'autre part, par l'absence de contre-pouvoir face aux abus manifestes.

- Il y a apparition d'un leader qui capitalise un contexte de mécontentement contre le pouvoir en place, ce qui lui permet d'unifier l'opposition (qui se voit renforcée par d'anciens leaders de la majorité présidentielle), et d'obtenir le soutien d'une partie de la population de la Capitale, en particulier grâce à l'accès à au moins une radio FM de cette ville. En effet, malgré certaines répliques au niveau des régions, l'expérience des quatre crises démontre le rôle moteur des habitants d'Antananarivo et de ses environs immédiats dans les crises politiques. Les opposants qui sont arrivés à faire la conquête de la Place du 13 mai²⁶ face aux forces de l'ordre, puis à l'occuper de façon durable, sont toujours arrivés à renverser les dirigeants en exercice.

En outre, deux circonstances peuvent aggraver ce potentiel crisogène :

- L'armée montre un problème de fiabilité, et des faits avérés y illustrent des lignes de fracture et une fragilisation de la discipline (tentatives de coup d'État ou de mutinerie, revendications publiques, trafics d'armes et révélations par la presse de la participation de membres des forces à des actes de banditisme).

- Le FFKM, qui est traditionnellement considéré comme une autorité morale et une force de médiation, perd de sa crédibilité en apparaissant partisan vis-à-vis du pouvoir ou de l'opposition.

²⁴ Rabemananoro, E. (2009), *Modélisation d'un radar de suivi de tension politique (RSTP) afin d'anticiper les crises violentes à Madagascar*, Centre d'études diplomatiques et stratégiques, Antananarivo, 172 p.

²⁵ Dans un cadre strictement professionnel, le RSTP a été utilisé pour produire un rapport confidentiel qui a permis de prévoir la crise de 2009 dès le mois de juillet 2008.

²⁶ Appelée Place Philibert Tsiranana, cette place située devant l'Hôtel de ville fut rebaptisée par les manifestants de 1972 « Place du 13 mai » en souvenir de la journée du 13 mai 1972, lorsque que les Forces républicaines de sécurité (FRS) tirèrent sur la foule. Son occupation devint par la suite symbolique et stratégique pour les opposants.

A Madagascar, dans la longue histoire des alternances avant la fin du mandat d'un président élu, la seule qui ne se soit pas déroulée en utilisant des mouvements de rue ou une crise violente fut l'empêchement du Pr. Zafy en 1996, et qui a vu les institutions fonctionner plus ou moins correctement²⁷. Cela a permis de confiner le jeu politique dans les cadres institutionnels prévus à cet effet, sans avoir eu le besoin de s'extérioriser dans une démocratie de place publique aux effets aléatoires.

III.2. Les investissements irréversibles.

En référence à la théorie des jeux²⁸, on constatera que dans les processus de conquête ou de maintien du pouvoir, les politiciens procèdent de manière consciente ou irréfléchie à des coups dont l'irréversibilité les oblige à une fuite en avant, sans aucune possibilité de revenir en arrière vis-à-vis de leurs partisans ou de leurs adversaires, d'où rupture des chances de dialogue. On citera à titre d'exemple :

- Les déclarations intempestives de prise de pouvoir émises par Marc Ravalomanana en février 2002 ou Andry Rajoelina en janvier 2009, qui ont conduit à des coups d'État.
- L'envoi de la foule vers des zones rouges par Jean Rakotoharison et Albert Zafy le 10 août 1991, et par Andry Rajoelina et Monja Roindefo le 7 février 2009, qui ont mené à des répressions et des morts. Acculer le pouvoir et obtenir des martyrs était-il le but de ces initiatives ?

Plus généralement, la lucidité invite également à se poser un certain nombre de questions sur les impacts à long terme des investissements tactiques faits par les opposants pour accéder au pouvoir durant les crises, et donc à leur responsabilité dans leur caractère cyclique :

- L'organisation de mouvements de rue autour de thématiques populistes pour renverser un Président de la République en dehors des dispositions constitutionnelles.
- La manipulation de thématiques pour justifier ce qui est quelquefois injustifiable : légitimité contre légalité, volonté « populaire » contre élections, droit à l'insurrection etc.
- La manipulation de courants au sein de l'armée ou la mise sur pied de milices pour

acquérir les hommes (et les armes) nécessaires en vue de faire basculer un processus de conquête ou de maintien du pouvoir (« militants en uniforme » sous Ratsiraka, réservistes en 2002, mutinerie en 2009, « gros bras »).

- La création de grèves longues et préjudiciables à l'économie, en totale contradiction avec l'objectif de mieux-être revendiqué par les manifestants lors des crises politiques.
- La corruption de systèmes, au sens strict et au sens large, qui pollue les mentalités et transforme l'indiscipline nécessaire à l'insurrection en mode de fonctionnement régulier par la suite.

III.3. Une démocratisation en dents de scie.

Samuel Huntington a défini trois processus possibles de démocratisation : la transformation (les élites au pouvoir prennent l'initiative de la démocratisation), le remplacement (l'opposition prend l'initiative de la démocratisation, et arrive à renverser le pouvoir en place) et le transplacement (les élites au pouvoir et l'opposition collaborent pour mettre en place la démocratisation)²⁹. Seul Didier Ratsiraka a pris la résolution d'engager le pays dans un processus de transformation à travers la libéralisation économique et politique amorcée par durant la seconde moitié des années quatre-vingt-dix. Mais cela n'a pas suffi à sauvegarder son pouvoir en 1991.

Dans les diverses alternances malgaches, on peut facilement faire la distinction entre les schémas de 1972 et 1991, d'une part, et les schémas de 2002 et 2009, d'autre part. Les crises de 1972 et 1991 relèvent du transplacement, et le schéma de sortie de crise défini par le dirigeant au pouvoir (ou ayant obtenu son assentiment) a été respecté, ce qui explique un relatif apaisement après la remise des pouvoirs à l'armée (tel que demandé par les manifestants de mai 1972) ou la Convention de Panorama de 1991. Par contre, en 2009, le schéma qui avait été élaboré par Marc Ravalomanana (remise des pouvoirs à un Directoire militaire) n'a pas été suivi, ce qui explique pourquoi la crise perdure depuis plus de trois ans. En effet, il y a un refus des partisans de Marc Ravalomanana d'adhérer au nouveau cours des événements. Il y a donc eu en 2009 un remplacement, tout comme en 2002 lorsque Didier Ratsiraka doit partir en

²⁷ L'empêchement a suivi la procédure constitutionnelle (vote par l'Assemblée nationale suivi d'une validation par la HCC), cependant la nomination du Premier ministre comme Chef de l'État par intérim telle qu'elle avait été décidée par la HCC relevait plutôt de l'improvisation : la Constitution prévoyait un remplacement du Président de la République en exercice en cas d'empêchement par le Président du Sénat. Or en 1996, cette institution n'était pas encore en place.

²⁸ Lire à ce sujet Dobry, M. (1983), « Mobilisations multisectorielles et dynamique des crises politiques : un point de vue heuristique », *Revue française de sociologie*, Vol. 24, N°3 (Juillet - Septembre 1983), pp. 395-419.

²⁹ Huntington, S. (1991), « How Countries Democratize », *Political Science Quarterly*, Vol. 106, No. 4, Winter, 1991-1992, pp. 579-616.

exil, vaincu sur le terrain sans avoir pu imposer un réel dialogue avec son adversaire, malgré les rencontres de Dakar.

La récurrence des crises politiques montre que Madagascar n'a pas encore réussi sa transition démocratique, malgré le point de vue triomphaliste de Jaona Ravaloson en 1994 après l'arrivée au pouvoir du Professeur Albert Zafy : « Au moment où, dans plusieurs pays, la transition démocratique renouvelée et redynamisée par le discours de la Baule patine, la réussite du cas malgache pourrait-elle lui donner un second souffle et une nouvelle jeunesse, selon la désormais classique théorie des dominos ? Dans tous les cas, Madagascar a apporté sa brique à la construction d'un nouvel ordre mondial, celui né des cendres de la guerre froide et de la décomposition de l'ex-empire soviétique »³⁰. La succession de deux coups d'État dans les quinze années qui ont suivi l'écriture de ces lignes montre que l'avancée permise sous Albert Zafy (1993 – 1996) dans le processus de démocratisation du pays n'a été qu'illusoire. Cette parenthèse n'a pas permis de transformer l'essai en consolidant les acquis obtenus après la crise de 1991. François Roubaud avait déjà souligné les motifs d'inquiétude en 2000 : « La montée du taux d'abstention, le rejet de la classe politique et la mauvaise organisation des élections sont autant de facteurs, liés entre eux, qui sapent le consensus dont bénéficiait le mode de représentation démocratique »³¹.

IV. Conclusion

Le caractère récurrent des crises politiques à Madagascar s'explique donc par un ensemble de facteurs structurels qui prédisposent la vie politique malgache à produire ces événements. En l'absence de correction de ces facteurs, les mêmes causes produiront toujours les mêmes effets, et les Malgaches devront s'attendre à affronter avec fatalisme et stoïcisme de telles crises à répétition.

Ces facteurs sont tout d'abord relatifs à la gouvernance démocratique, avec la tendance des dirigeants au pouvoir autocratique, ce qui favorise les abus en l'absence de tout contre-pouvoir. Supprimer les demandes de changements

au lieu de les gérer ne donne qu'une stabilité illusoire, comme le rappelle Hélène Lavoix³², et ne permet pas à l'opposition d'envisager l'alternance par la voie des urnes. Par conséquent, la situation ne lui laisse alors que le choix de l'insurrection. Or celle-ci a des résultats aléatoires : si elle permet de mettre en place un transplacement, et aboutit à une collaboration entre pouvoir et opposition, elle a des chances de déboucher sur un apaisement malgré les soubresauts (cas de 1972 et 1991). Par contre, si elle finit par un remplacement, les rancœurs qu'elle crée au sein du camp vaincu ne peuvent que planter les graines d'une nouvelle crise pour le futur. De ce point de vue, la crise de 2009 n'est que la résultante d'une sortie de crise au forcing et peu apaisée en 2002. Selon la Banque mondiale, pendant les dix ans qui suivent un conflit, un pays a plus de risques d'en connaître un autre³³.

Mais ces facteurs structurels sont également relatifs à la gouvernance économique. Une croissance sans redistribution et sans amélioration palpable du niveau de vie des couches pauvres et des classes moyennes restera donc une croissance fragile et à la merci de soubresauts politiques. Des liens mécaniques ont été démontrés entre la pauvreté et les conflits, car la faiblesse des revenus est une opportunité pour des opposants charismatiques de recruter les jeunes hommes au chômage afin de les engager dans des conflits³⁴. La pauvreté urbaine à Antananarivo est donc un terreau pour la manipulation des frustrations par les politiciens. Ce second point semble donner raison à ceux qui voient dans le système politique malgache les traits du néopatrimonialisme, régime dans lequel les conflits naissent de la compétition entre les élites pour l'accès aux ressources³⁵. Dans ce cas, la population sert de pion aux mains des élites en compétition. Le néopatrimonialisme est donc une explication pertinente, mais elle ne saurait être la seule, ni la plus importante, pour expliquer le caractère répétitif des crises à Madagascar.

La formation des élites politiques, bâtie sur l'héritage du conflit entre le MDRM et le PADESM ; les effets de la colonisation, puis de la décolonisation ; les errements de la Révolu-

³⁰ Ravaloson, J. (1994), *Transition démocratique à Madagascar*, L'Harmattan, Paris, p.127.

³¹ Roubaud, F. (2000), *Identités et transition démocratique : l'exception malgache*, L'Harmattan, Paris, p.224.

³² Lavoix, H. (2005). *Indicateurs et méthodologies de prévisions de crise*, AFD, Paris, 73 p.

³³ Collier P. & Hoeffler A. (2002), *Greed and grievance in Civil War*, Processed Paper, Development Research Group, World Bank, Washington D.C.

³⁴ PMSU (2005), *Investing in prevention*, PMSU, Londres. p.49

³⁵ Lire à ce sujet Pellerin M., (2009) « Madagascar : un conflit d'entrepreneurs ? », *Politique africaine*, Numéro 113, Mars 2009, pp. 152-165.

tion socialiste ; la conception du pouvoir (appelé Fanjakana, en référence à la Royauté, avec ce que cela suppose de conception du pouvoir absolu et de méfiance envers tout contre-pouvoir) sont autant d'axes de réflexion aux confluent de l'histoire et de la sociologie.

Un des premiers enseignements des crises cycliques à Madagascar est l'échec de la démocratie représentative et de l'imposition d'une démocratie standard avec des normes occidentales. Cela appelle à la refondation d'une démocratie mieux adaptée à la culture du pays et des hommes (et femmes) qui le peuplent, mais aussi au contexte de développement : de quel genre de démocratie peut-on parler dans un pays de 587.000 kilomètres carrés, et dont la population comporte 56% vivent de la population vivent sous le seuil de la pauvreté extrême, et 36% sont analphabètes ? Il s'agira donc en premier lieu de voir comment redonner au pouvoir, à son détenteur (le Président de la République), à son mode de désignation (l'élection) et à son

cadre d'exercice (la Constitution) le « Hasina » conféré autrefois au dirigeant dans la société malgache précoloniale.

De notre point de vue, la première cause du caractère cyclique des crises relève donc de la culture politique des Malgaches dans leur ensemble, et non seulement des élites. Normes, valeurs, processus de socialisation politique, éducation citoyenne, civisme etc. : c'est dans ces directions qu'il faudra creuser pour mieux éclairer le passé tumultueux de nos alternances, et peut-être aider à bâtir un meilleur avenir pour nos enfants. Car la grande question est de comprendre pourquoi, plus de deux siècles après la Révolution française, les Malgaches continuent encore à en adopter les repères, avec, pour reprendre les termes de l'article 35 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (1793), les gouvernements qui « violent les droits du peuple », et « le peuple » qui estime que « l'insurrection est le plus sacré des droits ». ♦

	Arrivée au pouvoir	Départ du pouvoir
Philibert Tsiranana	1959 : Élu par un collège électoral. Réélu au suffrage universel en 1965 et 1972.	1972 : Mouvements de rue de la crise de 1972. Remet les pleins pouvoirs à Gabriel Ramanantsoa.
Gabriel Ramanantsoa	1972 : Pouvoirs reçus de Philibert Tsiranana pendant la crise de 1972.	1975 : Démission. Pouvoirs remis à Richard Ratsimandrava.
Richard Ratsimandrava	1975 : Pouvoirs reçus de Gabriel Ramanantsoa.	1975 : Assassinat.
Gilles Andriamahazo	1975 : Président du Directoire militaire mis en place après l'assassinat de Richard Ratsimandrava.	1975 : Transmission du pouvoir à Didier Ratsiraka après élection interne au sein du Directoire.
Didier Ratsiraka	1975 : Élu Chef de l'État par le Directoire militaire en juin (choix confirmé par les urnes en décembre). Réélu au suffrage universel en 1982 et 1989.	1993 : La crise de 1991 l'oblige à partager le pouvoir avec l'opposition pendant la transition. Il perd aux élections présidentielles de 1993.
Albert Zafy	1993 : Porté par les mouvements de rue de la crise de 1991, il devient Président de la Haute autorité de l'État durant la transition de 1991 à 1993, puis est élu Chef de l'État en 1993.	1996 : Victime d'une motion d'empêchement votée par l'Assemblée nationale et validée par la Haute cour constitutionnelle (HCC), qui remet le pouvoir au Premier ministre Norbert Lala Ratsirahonana.
Norbert Ratsirahonana	1996 : Nommé Chef de l'État par intérim par la HCC pour diriger la transition.	1997 : Il se présente aux élections présidentielles de 1996, qu'il perd dès le premier tour.
Didier Ratsiraka	1997 : Vainqueur aux élections de 1996.	2002 : Fait face à une contestation des résultats officiels de l'élection présidentielle de Décembre 2001, ce qui déclenche une crise. Quitte le pays en exil suite à la prise de contrôle du territoire par Marc Ravalomanana.
Marc Ravalomanana	2002 : Après s'être proclamé Président le 22 février 2002, il est déclaré le 29 avril 2002 par la Haute cour constitutionnelle (HCC) vainqueur au premier tour de l'élection de Décembre 2001 après un nouveau décompte des voix. Réélu en 2006.	2009 : S'exile suite à des mouvements de rue qui déclenchent une crise, et qui sont ensuite appuyés par une mutinerie. Transfère les pleins pouvoirs à un Directoire militaire.
Hyppolite Ramaroson	2009 : Il est nommé le matin du 17 mars 2009 à la tête du Directoire militaire à qui Marc Ravalomanana transmet le pouvoir.	2009 : Après une pression de militaires mutins favorables à Andry Rajoelina, les membres du Directoire militaire transfèrent dans la soirée du 17 mars 2009 le pouvoir à Andry Rajoelina.
Andry Rajoelina	2009 : Reçoit les pouvoirs du Directoire militaire, après avoir mené durant 3 mois la contestation contre Marc Ravalomanana.	

Tableau 1 : Alternances et Chefs d'État en 50 ans de République

GRANDS AXES CONCEPTUELS ET PISTES DE REFLEXION

Par Raymond Ranjeva



Professeur agrégé de droit public, premier recteur de l'université d'Antananarivo et ancien vice-président de la Cour internationale de Justice (La Haye, Pays-Bas).

Sur les grands axes, la pérennisation de la situation qui prévaut depuis 2009 jusqu'à ce jour est la conséquence directe de l'échec des concepts opératoires que l'on a tenté de mettre en œuvre depuis février 2009 indépendamment de la qualification de l'acte de prise de pouvoir intervenu en mars 2009.

La difficulté tient au fait que, faute d'une analyse en termes de sciences politiques du phénomène intervenu, on a tenté de travestir la réalité en invoquant la transposition de solutions parfois malgache qui ont prévalu alors que les circonstances étaient différentes. C'est ainsi que le rappel de la transition de 1991 a été utilisé à des fins de justification mais non d'interpellation des acteurs politiques et d'analyses objectives de la situation politique. Faute d'une approche conceptuelle jusqu'à la parution de l'ouvrage collectif « Madagascar, le coup d'Etat de mars 2009 », coordonné par Solofo Randrianja (Karthala 2012), a été préférée une vision psychologique « vétero-familiales » alors qu'il s'agit d'une question de prise de pouvoir, de compétition pour la conquête, l'exercice et la conservation du pouvoir. Cette erreur méthodologique a eu des effets funestes pour des raisons qui tiennent aussi bien à des facteurs extérieurs qu'à des facteurs intérieurs.

Dans le cadre des relations extérieures, on a généralement fait fi de la transformation des mentalités et de la représentation du politique à Madagascar, notamment depuis 1972. En effet, les événements de 1972, en invoquant les idées de malgachisation, démocratisation et décentralisation, ont remis en cause les fondements traditionnels aussi bien des relations extérieures malgaches que du système politique malgache.

Sur le plan politique en effet, malgré la référence ritualiste à des notions traditionnelles, relevant

des relations personnelles et familiales, les débats idéologiques des années 1972 ont progressivement instillé l'avènement du politique en terme de rapport de pouvoir, de compétition et de violence. Cette modification qualitative ne semble pas avoir été perçue à sa juste mesure, aussi bien par la communauté internationale que par les acteurs politiques malgaches.

Cette méconnaissance conceptuelle et méthodologique a eu pour funeste conséquence, d'une part la confiscation de la gestion de la politique à Madagascar par les formations politiques, et d'autre part le développement d'un régime militaire. Les politiciens se sont organisés pour confisquer le monopole du pouvoir politique à un point tel que la prépondérance de ce qu'on a appelé la gestion de la sortie de crise dans la feuille de route a été consolidée de manière apparemment incontestable. De leur côté l'emprise des forces militaires est une réalité de fait. Cette emprise s'articule autour de la notion de force exécutoire, notion qui n'a aucune signification juridique, mais qui confère aux autorités militaires une attribution de veto aux choix des institutions politiques.

La question est alors de savoir quelle est la mesure du caractère républicain des forces armées : sont-elles soumises au pouvoir civil comme dans les pays démocratiques et sont-elles soumises à l'Etat de droit qui seul garantit la sécurité générale, aussi bien au sein des forces armées que dans les relations des forces armées avec la population?

Face aux problèmes rencontrés par les Malgaches à concevoir des solutions authentiquement malgaches pour répondre aux difficultés qu'ils vivent au quotidien, la tentation est grande de se comporter en consommateur de gadgets politiques extérieurs et de se livrer à une transposition pure et simple de solution médiatiquement

séduisante. La question qui nous interpelle face à la situation actuelle est celle de savoir si une solution est valable par ce qu'elle fait plaisir ou si elle est nécessaire pour donner une nouvelle espérance aux Malgaches, c'est-à-dire un projet de société et un projet de vie. Pour ma part, je souhaiterais vous faire partager ma conviction : à quelque chose malheur est bon et notre pays ne s'en sortira que par le haut et non par le biais de solution de rafistolage au ras du sol.

Ces considérations m'amènent à attirer votre attention sur quelques grands axes.

1. La qualification de coup d'Etat programmé et progressivement institué n'est plus discutée. La prise de pouvoir par la force n'est pas légitimée dans la pratique internationale actuelle. La France, nonobstant la première déclaration officielle du Président Nicolas Sarkozy, a reconnu dès le départ la légitimité de la HAT (Haute Autorité de l'Etat). A l'appui de son choix, la France a par la suite invoqué le referendum constitutionnel qui aurait purgé le régime de fait de ses vices d'origine. Elle est la seule puissance à admettre de manière définitive cette conclusion. Les autres membres de la communauté internationale, dans la cadre de la politique de la reconnaissance et des petits pas, tentent la politique de la séduction pour sauver ce qu'il en reste de la feuille de route. Une telle situation peut devenir explosive sur le plan politique : exaspération généralisée, sentiment d'échec et d'impuissance des acteurs nationaux et internationaux, accentuation de l'isolement de Madagascar. Les ouvertures de crédits sont cependant liées à l'organisation d'élections loyales, démocratiques et légitimes alors que le comportement de certains acteurs malgaches vise non pas la sortie de crise mais la consolidation de la fidélité de leurs partisans.

2. L'urgence de la refondation de l'Etat est une condition du retour à la sérénité civile et politique et à la réhabilitation des activités et des services publics.

Dans le cadre de cette réflexion, faute d'un débat constitutionnel véritable, les solutions apportées aux différentes crises ont visé, non pas la solution des problèmes constitutionnels relatifs à l'accession au pouvoir et à la détention du droit de commander, mais la légitimation du changement de régime ou de dirigeants. En l'absence d'un débat sur la question constitutionnelle, le cycle des crises à répétition n'est pas encore clôturé : les révisions multiples en sont la preuve : 12 révisions en 50 années de vie ou de pratique de la constitution.

De leur côté les thèmes de revendication sont restés les mêmes : démocratisation de la pratique du pouvoir, malgachisation, attaque de l'organisation unitaire de l'Etat.

La profondeur du mal est telle que la question constitutionnelle ne se limite pas à un simple agencement d'une ingénierie sociale et politique comme il a été faite jusqu'ici. Deux axes doivent être mis en exergue. D'abord, l'aménagement d'un véritable contre-pouvoir au pouvoir d'Etat sur le plan institutionnel (respect des libertés politiques et civiles), culturel (respect des identités) et organique. Ensuite l'adoption d'un pacte sur la justice sociale, la participation à la responsabilité du pouvoir portant sur l'aménagement de la vie politique collective à Madagascar dans le cadre du fédéralisme/de la décentralisation. En définitive ces axes porteront donc sur les finalités éthiques du pouvoir et de la vie en communauté. Dans cette perspective, il importera de mettre en forme le processus de guérison nationale bien connue des pays de l'Afrique australe et centrale. C'est une action qui a pour finalité l'instauration d'un climat favorable à la démocratisation de la vie nationale. A Madagascar, la pratique du « ala-olana » du colonel Ratsimandrava est connue mais doit être actualisée et modernisée pour assurer un traitement national du mal malgache.

3. Sur la culture de la violence historique: « vérité et réconciliation » sont des concepts qu'il convient de manier avec soin à Madagascar car on ne saurait transposer purement et simplement une pratique même séduisante sans tenir compte des circonstances historiques qui ont permis à l'institution de prospérer. Elle a été connue en Afrique du Sud après l'apartheid et au Rwanda après le génocide. Est-ce que ce même contexte a été celui de Madagascar pour justifier son importation comme gadget politique ?

Un examen du problème de la violence historique à Madagascar amène à faire l'observation suivante: elle concerne le processus de l'institutionnalisation de l'unité sous la souveraineté du gouvernement du Royaume de Madagascar. Cette approche renie les relations de violence qui ont caractérisé les rapports entre les différents groupes: les incursions sakalava dont parle la mémoire vivante du Vakinankaratra et de l'Imerina, les violences historiques entre plusieurs groupes du Sud-Est, la continuation de la structure socio-politique du royaume Sakalava en Imerina, etc.

La prépondérance de la critique à l'encontre du gouvernement d'Antananarivo a été le fil directeur d'une politique délibérée de subversion

menée par le pouvoir colonial, comme l'a exposé le Président Philibert Tsiranana ¹. Le gouvernement d'Antananarivo a été le dernier centre de résistance formelle d'Etat à la colonisation. Aussi, la diabolisation de ce gouvernement était-elle nécessaire à la justification du titre de souveraineté française sur Madagascar... L'enseignement de l'histoire de la période coloniale contribuait à l'œuvre de propagande et d'intoxication : présenter le processus d'intégration nationale et d'unification territoriale comme des actes ignobles et criminels était la vérité officielle. Mais, y eut-il jamais, même en Italie, en France, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, un processus d'intégration et d'unification sans recours à la violence politique ?

L'action aliénante sur la représentation qui était donnée officiellement des relations entre les Malgaches d'une part, l'exploitation péjorative du système politique malgache d'autre part, avait pour finalité la création d'un système fondé sur le soupçon et la méfiance alors qu'une unité de fond (insulaire, linguistique et culturelle) sous-tendait les rapports entre les entités et les chefs nationaux. Cette doctrine perverse a en définitive généré des sentiments de frustration, d'humiliation qui ne peuvent être lavés que dans le cadre d'un langage de vérité historique.

Le pari dans la reconstruction de l'Etat se fonde sur un révisionnisme méthodologique et ontologique : il importe que les Malgaches n'hésitent pas à parler en vérité de leur représentation de l'histoire et des valeurs malgaches. A la frustration, nous proposons de substituer l'identification en commun des ressources et des valeurs malgaches et du malgache à travers son patrimoine, notamment historique, linguistique et culturel. Ce défi n'est pas impossible si on a conscience de la double nature artistique et scientifique du vécu historique.

Sur la place des icônes politiques: les images et les slogans font la force du politique. A Madagascar, est considérée comme une vérité première le fait que les anciens Chef d'Etat sont à la fois cause historique des problèmes actuels et détenteurs d'éléments pouvant contribuer à la solution du problème. A la différence de plusieurs pays où on a éliminé physiquement les anciens leaders politiques, la chance de Madagascar est de pouvoir en appeler à la conscience personnelle et

historique des anciens chefs d'Etat pour apporter leur contribution à cette sortie de crise. Contrairement à la pratique de les faire se rencontrer en chefs de partis, dans l'icônisation, ils sont invités à siéger en chefs d'Etat responsables pour déclencher un signal fort pour le redressement national. Personne ne peut contester leur statut d'anciens chefs d'Etat démocratiquement investis du pouvoir. Le succès d'une telle aventure requiert le pilotage efficace de cette session au sommet. Pour notre part, nous poursuivons notre processus de construction qui relève selon Kofi Annan à la fois de l'art et de la science pour éviter l'improvisation de dernière heure et le spontanéisme.

4. La mise place de l'Etat de droit est incontournable pour remettre en route la vie administrative, atténuer les tensions politiques, apporter la transparence en matière de responsabilité dans les forces armées. L'Etat de droit permet la suspension des querelles idéologiques et les débats stériles subséquents. Elle requiert l'identification d'un corps de procureurs honnêtes, décidés à purger les vices de la machine judiciaire et à imposer moralité, dévouement professionnel, compétence et honnêteté intellectuelle. La garantie de l'indépendance judiciaire est l'adhésion des justiciables à l'action et aux décisions judiciaires. L'Etat de droit vise à l'effectivité au quotidien des libertés publiques, droits de l'homme, des droits civils, économiques et sociaux.

Le démantèlement des législations sclérates est une des premières mesures d'urgence à opérer dans un but de justice et de réconciliation des juges avec les justiciables et la société civile. Y a-t-il lieu de dégager des conclusions ? Certainement pas car l'exercice d'aujourd'hui s'est voulu être une occasion de partage et de solidarité dans la recherche de ce qui peut être le devenir commun de notre pays.

5. La conciliation est une étape nécessaire pour la mobilisation des ressources en vue de sortir de la situation actuelle. La conciliation est une institution technique du droit des règlements des différends dans les relations internationales. Pour éviter toute confusion, il convient de préciser que la réconciliation concerne les relations entre des personnes et des groupes et tendrait à la mise en place d'un état de béatitude. La réconciliation dans ces conditions représente un résultat

¹ Confidences recueillies auprès du Docteur Césaire Rabenoro confirmée par Monsieur Emile Ramarosoa et Etienne Rabenjamina

mais non une condition de sortie de crise car, par principe, la crise naît en situation d'affrontement d'adversaires qui ne videront leurs querelles que s'ils respectent un langage de vérité des faits pour se respecter. Le processus de réconciliation s'achève avec l'organisation d'élection loyale qui instaure la démocratie.

La conciliation de son côté est une technique caractérisée par la rédaction d'un projet faisable à partir des contributions particulières relatives au sujet en question. Il ne s'agit point de négociation ni de recherches d'un multiple commun mais de l'énonciation des objectifs recherchés, de la description des actions à mener et de la programmation des prestations respectives de chaque acteur et partenaire dans le cadre d'une indication de performance à l'aune desquelles seront évalués les résultats. Le mérite de la conciliation réside dans le caractère ouvert de la participation et dans l'aptitude de l'organe de conciliation à exposer les mérites et les limites des différentes propositions pour pouvoir exposer le caractère inéluctable de la solution qu'il soumet à l'acceptation des partenaires.

Dans le cadre malgache cette conciliation comporte trois niveaux qui sont autonomes tout en s'interagissant : malgache-malgache, malgache-international et international.

Quelques pistes :

- La refondation de l'Etat à Madagascar n'est pas une expérience inédite et elle a eu parfois des conséquences tragiques qu'il convient d'éviter dans le cadre d'une démarche réflexive respectueuse de l'humain, des valeurs culturelles et des situations historiques. Radama II et Ratsimandrava en ont fait les frais.

- La profondeur de la crise, vécue au quotidien par nos compatriotes comme étant la perte des

repères dans tous les domaines, implique une intégration collective et individuelle de la dimension éthique et spirituelle qui soit non pas le piétisme dévot mais l'interpellation de l'action et de la pensée par rapport aux exigences de la foi, de la vérité, de la justice et de la paix.

- On ne saurait réduire la pauvreté à la seule dimension financière, économique ou sociale. L'homme pauvre doit être reconnu dans sa dignité et sa nature véritable c'est-à-dire son exclusion générale et son inaptitude à se caler un avenir quelconque.

- Sur le plan institutionnel, indépendamment d'une démarche macromatique et transdisciplinaire l'économie des institutions se pose en terme politique, la fonction véritable, vise-t-on le clientélisme social et politique avec la répartition des avantages et profits liés à l'exercice du pouvoir ou la définition d'un projet politique nouveau ? La difficulté tient au fait que la solution de facilité consistant à faire le procès d'une mauvaise gouvernance a démontré son échec dans la mesure où elle s'est limitée à une substitution de dirigeants sans projets politiques crédibles.

- Dans ces conditions un véritable sursaut national social et collectif s'impose pour, d'une part susciter un changement de comportement en politique et d'autre part, préparer l'avènement d'une véritable transition caractérisée par le retour à la vie normale et d'une nouvelle forme d'exercice du pouvoir.

Tel est notre défi : déterminés à être les créateurs de notre histoire et d'en assumer le pilotage. « Il n'est pas nécessaire de croire pour entreprendre ni de réussir pour persévérer », comme disait Guillaume d'Orange. ♦

CRISE IDENTITAIRE ET CRISE DE VALEURS

Par Paul Rabary



Sociologue.

Par définition, une crise est due à une perturbation d'un système ou à une rupture d'équilibre dans le cadre d'un rapport de force permanent. Elle entraîne des remises en cause, des tensions et des conflits. Une crise comporte quatre phases à savoir l'incubation, l'effervescence, l'indécision et la résolution.

Le cas de Madagascar, nous interpelle dans la mesure où les crises apparaissent de manière cyclique : 1972-1975, 1991-1993, 2001-2003, 2009-2011. Pourquoi les politiques et les gouvernants commettent-ils les mêmes erreurs et connaissent-ils les mêmes sorts ? Pourquoi les Malgaches sont-ils si prompts à brûler ce qu'ils ont adulé, et à adorer ce qu'ils ont banni ? Et comment se fait-il que l'histoire de Madagascar soit un éternel recommencement ? Il peut y avoir autant d'éléments de réponse que de questions, mais ce qui nous intéresse, c'est la crise la plus sous-estimée, négligée et méconnue, pourtant elle nous mine et constitue la lame de fond de ces crises cycliques : la crise d'identité et la crise des valeurs de la société malgache.

Madagascar est une terre d'immigration depuis le cinquième siècle de notre ère. Les Malgaches sont le résultat de brassages de différents peuplements d'immigrés. Ces immigrants issus de différentes civilisations, avaient leur identité propre, leurs pratiques et leurs mœurs respectives. Cependant, leur volonté de vivre ensemble a été plus forte que toute autre considération qui pouvait nuire à la construction de ce pays. Néanmoins, ne nous voilons pas la face, l'histoire de Madagascar – dont très peu de nos contemporains ont conscience – est empreinte de blessures, d'amertume et des faits moins reluisants que l'on voudrait nous faire croire. Parmi ceux-ci, l'esclavage a peut-être le plus marqué l'inconscient collectif des Malgaches.

A la question de savoir, quelles sont l'identité et

les valeurs malgaches, beaucoup auront tendance à invoquer la tradition, la langue et le sacro-saint « fihavanana ». Malheureusement, les réponses toutes faites sont insuffisantes, n'ont rien résolu et ne résoudront rien car relèvent d'une paresse intellectuelle à laquelle on nous a toujours habitué.

L'identité et les valeurs sont des notions indissociables pour analyser et approfondir la crise que nous vivons actuellement et pour continuer ce que nos ancêtres ont commencé : construire et perpétuer le vivre ensemble. Si l'identité est une affirmation d'une ressemblance entre les membres d'une communauté et une différence avec les autres, il nous revient à l'esprit l'effort et les concessions des différents peuplements issus d'Asie, d'Afrique, d'Océanie et même d'Europe dans le processus de construction et de légitimation de l'identité malgache. Si l'identité est la résultante des interactions individuelles, des pratiques sociales objectives et des représentations subjectives, il est impératif de souligner les péripéties historico-sociales des multitudes de groupes sociaux, la hargne et la constance et le sursaut dont ils ont dû faire preuve pour arriver à communiquer entre eux, à se comprendre, à se respecter dans la diversité culturelle d'alors. En effet, l'identité est une construction permanente et dynamique qui transmet les conduites sociales et organise les représentations mentales dans un processus cognitif, affectif et expressif. Elle s'exprime à travers les systèmes de valeurs et des règles. C'est le nœud de la transcendance de la société et de la culture sur l'individu et la transcendance de l'individu sur la société qui caractérise la difficulté de la notion d'identité.

Mais peut-on définir aujourd'hui cette identité malgache ? Si l'on peut affirmer sans risque de se tromper que la pluralité d'appartenance et de construction identitaire ne se pose plus en termes d'intégration et de résistance culturelle, force est

de constater que le mécanisme de production d'identité tant individuelle que collective est bouleversé par l'apparition des nouvelles technologies de la communication. Les médias, la publicité, la communication numérique ont facilité les interactions sociales entre nous, mais ont aussi creusé des écarts considérables entre ceux qui maîtrisent ces nouveaux outils et ceux qui ont été oubliés par la « modernité ». Cette fracture identitaire est d'autant plus préoccupante que près de deux tiers des Malgaches vivent en dessous du seuil de pauvreté. Margaret Mead a dit dans *Sexualité en Océanie* qu'« un à un, des aspects du comportement que nous avons considérés comme faisant partie invariablement de la nature humaine, se révèlent être simplement des résultantes du milieu ». Ainsi, notre crise identitaire résulte du fondement même de la société malgache contemporaine. Une société à deux vitesses, l'une ancrée dans la modernité et arrimée au village mondial, l'autre engluée dans l'analphabétisme, empêtrée dans la paupérisation et décimée par la violence au quotidien – violence physique, sociale, économique, morale et culturelle. Manifestement, la préoccupation de l'une n'est guère les soucis de l'autre, les aspirations des uns sont antinomiques à celles des autres. D'où les jugements de valeurs déplacés et les procès d'intention stériles.

Venons-en à la notion de valeur. Elle peut être considérée comme la finalité et l'idéal poursuivi par une collectivité. Elle naît à partir d'un irrépressible besoin de dépassement et implique des normes dans notre société et des devoirs vis-à-vis de celle-ci. Notre identité comme nos valeurs ne sont pas des données statiques mais un processus d'un système dynamique et évolutif. L'histoire de l'humanité a d'ailleurs mis en évidence des pluralités de valeurs, des mutations de valeurs, des renouvellements des valeurs, des conflits des valeurs et même si la tentation d'édifier des valeurs universelles est intense, il est plus prudent d'avancer que les valeurs ne sont pas des paquets de dogmes et des croyances à prendre ou à laisser qui doit faire l'objet d'adhésion ou de conviction. Des valeurs proprement malgaches, il en existe pour peu que l'on ne confonde pas valeurs et lois. Si l'on doit laisser aux juristes et aux philosophes la problématique de la supériorité des valeurs sur les lois ou son contraire, il nous faut souligner les conséquences de l'imbrication de la tradi-

tion culturelle et de la tradition religieuse dans l'architecture de système de valeurs malgaches. Et la question se pose de déterminer dans quelle mesure notre système de valeurs a été influencé, dilué ou phagocyté – selon le degré d'objectivité – par la loi divine et la parole révélée par ceux que l'on accuse de tous les maux dans les débats politiques, économiques et culturelles, à savoir les « ignobles » colonisateurs. Si les valeurs expriment une certaine vision du monde, les idéaux et préférences collectives qui apparaissent dans un contexte institutionnel et contribuent à la régulation de ce contexte, peut-on différencier les valeurs malgaches d'avant et d'après l'évangélisation, d'avant et d'après la colonisation ? Et qu'en est-il des conséquences de l'altération des mécanismes institutionnels – la famille, l'école, le travail, l'église, l'armée dans l'évolution de nos croyances communes ?

Poser ces multiples interrogations n'est pas superflu mais témoigne de la combinaison complexe de nos croyances et de nos préférences dont la stabilité est problématique et démontre que nos valeurs ne sont pas des données ultimes et irréductibles.

De tout ce qui précède, il nous faut chercher non pas le plus petit dénominateur commun, mais les éléments qui constituent le fondement de la société malgache, avec toutes les précautions qui s'imposent. Ce fondement que les migrants, les ancêtres, et nos anciens ont chéri et dont nous sommes les héritiers n'est pas exhaustif et n'est nullement exclusif, mais a été sélectionné à titre indicatif et dans une démarche analytique. Il est appelé à être enrichi, à être complété, à être mis en cause pour mieux comprendre et avancer dans la construction de la nation. La société malgache s'articule en trois axes : 1- « Aina », 2- « Fiaraha-Monina », 3- « Tanindrazana ». Toute la philosophie malgache repose sur ce triptyque – « Fady » tient à la sacralité du « Aina », « Tsiny » tient à la sacralité du « Fiaraha-Monina » et « Tody » tient à la sacralité du « Tanindrazana ». Ils sont sacrés parce que « Aina » est source de vie, et de l'humain, « Fiaraha-monina » est source de paix, et « Tanindrazana » est source de divinité. Et si crise il y a, c'est que l'équilibre et le fondement de la société malgache sont altérés. Le débat est ouvert. ♦

LES CRISES MALGACHES : PROBLEMATIQUE, RESOLUTION

Par Jean Théodore Ranjivason



Maitre de conférences à l'Université d'Antananarivo.
Membre du Conseil Supérieur de la Transition (CST).
Ancien ministre du travail et des lois sociales.
Président du parti MATSILO.

Madagascar aura bientôt 53 ans d'indépendance, il semble pourtant n'en avoir que trois. Le taux de croissance culmine parfois à 6% alors que la misère sévit constamment. Le taux de pauvreté n'est jamais descendu en deçà de 65%. Pourtant, toutes les catégories de personnalités sont passées à la barre du pays – instituteur, professeur, hommes de loi, militaires, opérateurs économiques – mais à chaque alternance et malgré les changements promis, le présent n'est que l'image d'un passé de crise. La Constitution, maintes fois retouchée, n'est même pas respectée. Les principaux systèmes économiques et politiques ont été essayés : aucun n'a réussi à réduire la pauvreté, facteur de trouble et d'instabilité. D'éminents économistes ont en effet démontré qu'une forte croissance économique, accompagnée d'une forte inégalité sociale, est fragile et qu'elle est source d'instabilité politique, retardant ainsi le développement, en enfonçant le pays dans le piège de la pauvreté.

Attribuer uniquement les raisons de nos échecs à des causes externes, serait faire preuve d'irresponsabilité. Les assumer pour les transcender témoigne de l'humilité et requiert du courage.

A notre sens, les causes de nos faiblesses sont d'ordre structurel, financier et budgétaire, institutionnel et culturel.

1. Sur le plan structurel. Relevons l'absence d'un projet de société clair et pertinent ou encore l'application d'un projet importé ou mal adapté. Cela entraîne un manque de visibilité, et l'absence d'une politique intégrée n'a pas permis la construction d'un véritable plan de développement à moyen et à long termes. D'ailleurs, la synergie gouvernementale n'a jamais existé. Les intérêts partisans ont toujours primé sur l'intérêt général : c'est ce qui se passe encore sous nos yeux, aujourd'hui. Ainsi, la distorsion entre la croissance économique, par ailleurs fragile et volatile, et le niveau de vie de la population, rampant et constant, demeure problématique depuis 50 ans, sans qu'aucun régime n'ait su résoudre le pro-

blème. On sait, par ailleurs, qu'une population affamée, quelles que soient les réalisations d'un régime, se laisse facilement entraîner dans une spirale de mouvements de contestation inconsidérés.

2. Sur le plan financier et budgétaire. Les dirigeants ont tenté, au sommet, de résoudre le problème des paramètres fondamentaux du développement, c'est à dire les infrastructures, l'éducation et la santé, par des emprunts extérieurs. Les APD (aides publiques au développement) constituent 70% de notre budget. Contractées dans un cadre bilatéral ou multilatéral, ce sont des dettes remboursables qui ne créent pas les avantages concurrentiels indispensables à la croissance, mais pèsent de plus en plus lourdement sur la balance des paiements, si aucune initiative n'est proposée pour leur utilisation plus appropriée [US\$ 4,75 MDs en 2000, US\$ 2,03 MDs en 2010 (IPPTE)]. A la base, faute d'un financement conséquent, les entreprises nationales sont fragiles, le taux de chômage et celui du sous-emploi demeurent importants (65%), la grande majorité de la population se retrouve en marge de la croissance et du développement, le nombre de véritables opérateurs nationaux est quasiment dérisoire. Il en résulte un déséquilibre socio-économique qui fait que 80% des richesses du pays reviennent à 10% de la population.

3. Sur le plan institutionnel. L'application d'un régime présidentiel ou d'un régime parlementaire n'a pas donné les résultats escomptés. Ni l'un ni l'autre système n'était à l'abri des crises et de l'instabilité, car la véritable démocratie a été faussée.

Le phénomène se situe à trois niveaux :

- Tout d'abord, il n'y a aucune disposition législative rationnelle qui fixe les conditions de financement des partis pour les élections d'envergure nationale ; l'égalité des chances des candidats n'est ainsi que lettre morte. Seuls les nantis peuvent espérer être élus. Cela explique la course à l'argent facile, à chaque changement de régime, par l'usage des prérogatives de puissance publique,

afin de pérenniser le pouvoir, après l'avoir acquis indûment.

- Ensuite, il est notoire que souvent le vote s'achète, rendant vain le droit du citoyen. Même au niveau du parlement, l'expression de « rapport de forces à géométrie variable » est significative d'une corruption avérée, au niveau des deux assemblées.

- Enfin, au niveau de la programmation des élections, l'application d'un modèle des pays évolués n'est pas adaptée au contexte malgache : présidentielles d'abord, législatives et territoriales ensuite. L'habitude de suivisme tend à la mise en place d'une gouvernance centrée autour du Président issu des urnes, poussant celui-ci aux pratiques anti-démocratiques.

4. Sur le plan culturel. Les valeurs malgaches, générées par la sagesse de nos ancêtres, sont pertinentes en elles-mêmes. Ce sont nos hommes politiques qui les détournent. Ainsi en est-il, par exemple, du statut de ray aman-dreny, attribué aux gouvernants : il est récupéré pour servir une gouvernance égoïste et répressive. Mais le peuple, trahi dans ce qu'il a de plus intime, sa culture, se rebiffe violemment, honnissant aujourd'hui ce qu'il a adulé hier. Il en est également ainsi de l'altération du Fihavanana. Utilisé à mauvais escient, il cautionne la gabegie, gangrène de la société ; il handicape l'économie, base de la croissance ; il désagrège l'administration, condition de la bonne gouvernance. En outre, certains dirigeants des partis politiques n'ont guère d'éthique. Leurs intérêts priment sur toute autre considération. Ce qui les caractérise, ce sont les passions, les ambitions démesurées, les avantages matériels et les honneurs. Ce qui les passionne souvent, ce sont les bas instincts, les vains artifices, la violence, les préjugés, l'intolérance. Aucune soumission aux valeurs universelles qui sont le respect du sacré, de l'humain et des hommes.

Ainsi, vu sous l'angle d'une autocritique objective interne, le cas malgache semble désespérant. Un demi-siècle n'a pas suffi à nous rendre plus mûre, la pauvreté nous semble collée à la peau, une vision commune nous fait défaut. Notre démocratie est faussée par le pouvoir de l'argent et la pauvreté des gens. Nonobstant ce désespoir envahissant, notre cas n'est pourtant pas si désespéré tant qu'il y a des hommes libres et de bonne mœurs, avides de savoir, d'amour et de justice.

Mais pour l'heure, les contradictions sont exacerbées. L'opposition manifeste entre deux dispositions de l'Accord pour le règlement du conflit est si considérable qu'elle pourrait faire perdurer la crise. L'ignorer, ce serait créer l'étincelle de violence qui débriderait les esprits embués de colère et les cœurs incandescents de vengeance.

Pour notre part, il importe non pas de concilier l'irréductible dans le présent, mais de trouver les conditions de paix et de stabilité pour le futur. Ces conditions peuvent être résumées en quatre points à réaliser dans le temps.

La stratégie électorale : territoriales d'abord, législatives ensuite, présidentielles enfin

Dans l'immédiat, il importe d'éviter la confrontation entre les deux principaux protagonistes, habités par la passion, et plutôt de donner une base solide au processus électoral.

Commencer les élections par les communales présenterait moins de difficultés et de controverses. Organisées dans un cadre de proximité, ces élections occasionnent moins de dépenses. Ce qui réduit le risque de corruption et de falsification. Les résultats sont vérifiables immédiatement. Ils reflètent la notoriété du parti et la personnalité des candidats, légitimées par la communauté locale. Comptabilisés au niveau national, ces résultats déterminent déjà les contours du rapport des forces entre les partis en concurrence. Les élections régionales et provinciales, organisées en second lieu, peuvent renforcer ou rectifier la tendance des résultats. Ceux des législatives la confirmeront.

Dès lors, l'architecture du gouvernement sera acquise, et les élections présidentielles seront moins ardues, car les résultats finaux suivront la logique implacable de la tendance nationale dessinée depuis la base.

Mais cette logique n'est pas à l'abri de multiples aléas. Le plus important réside dans l'inégalité des moyens financiers et logistiques utilisés aux élections législatives et présidentielles. Ce qui pourrait brouiller le choix des électeurs, favoriser la corruption et fausser le scrutin. Aussi est-il impérieux de réglementer cet aspect financier des élections.

Il apparaît ainsi comme une urgence de légiférer la programmation des élections et leur financement à très court terme pour le long terme : Territoriales d'abord, législatives ensuite, et présidentielles enfin.

Toutefois, malgré les dispositions législatives que l'on aura prises, les efforts déployés seront inefficaces sans la prise en compte du facteur humain.

Le facteur humain : égalité, justice, vérité, conscience, solidarité, respect, tolérance

Ce paramètre moteur des institutions est primordial ; il est à la base des réussites ou des échecs des politiques. Aussi est-il indispensable de définir le profil et la qualité des dirigeants potentiels pour éclairer le choix des citoyens. Cela ne saurait être institutionnalisé mais peut être considéré

comme une indication utile et majeure. Outre l'éducation familiale, la formation socioprofessionnelle est primordiale. La formation reçue détermine la personnalité d'un individu, façonne sa culture, conditionne ses attitudes. A ce niveau primaire de l'analyse, le militaire-président aurait tendance à user de la force ; l'opérateur économique serait enclin à rechercher le plus de profits pour ses entreprises ; l'intellectuel serait prompt à se rallier le prolétariat.

Toutefois, le paramètre sus-évoqué peut être modulé ou rectifié par l'effet des activités extra-professionnelles. Ces activités, régies par des principes éthiques universels et pratiquées à longueur de journées, des mois ou des années, confèrent un troisième niveau de culture. En effet, l'observation sincère et soutenue des principes moraux, dans les associations de culte régulier, de service humanitaire, ou à vocation éducative et spirituelle, confère une crédibilité certaine aux personnalités appelées à diriger le Pays. Elles auront été pétries du respect de l'égalité, de la justice, de la vérité, du primat accordé à la conscience essence de l'humain, à la vie, à l'esprit, de la soumission aux impératifs de solidarité, de respect mutuel et de tolérance. De tels principes constituent, par ailleurs, l'essence des valeurs malgaches perdues. Les dirigeants moulés selon ce modèle, peuvent avoir un horizon intellectuel plus large, plus flexible et plus sensible. Ils sont capables de créativité face au nœud gordien du financement du développement économique et social.

Le problème du financement de l'économie : le fonds d'assistance au développement économique et social.

Dans le cas présent, la problématique du développement économique et social se pose en termes de dynamisation du secteur privé, de création d'entreprises, de création d'emplois, de financement et de la considération du social.

S'enfermer dans la théorie classique du libéralisme et de la non-intervention de l'Etat serait aller à l'encontre du principe universel d'équilibre régissant la Nature. Ce principe, c'est le moyen terme entre l'introversion associée au capital et l'extraversion assimilée au social.

Aussi, face à des situations particulières, convient-il de préconiser l'intervention de l'Etat, pour faire face aux problèmes aigus de pauvreté et de création d'emplois, pour accroître les capacités de production de l'économie. Les Etats-Unis eux mêmes, pays libéral par excellence, ont recouru aux subventions du Trésor Public pour redynamiser les banques et les entreprises, pendant les périodes de crises économiques et financières. Le mécanisme s'établit sur la base de création d'un

Fonds d'Assistance au Développement Economique et Social. Ce Fonds se constitue sur des fonds propres, des emprunts intérieurs et extérieurs, des dons ou legs. Il fonctionne sur la base d'une relation contractuelle avec les entreprises créées, et les équipes de gestion indépendantes. Les bénéficiaires sont affectés aux salaires et cadres et travailleurs, à la reconstitution du fonds et aux crédits pour le développement infrastructurel et social. Le mécanisme débouchera à terme sur la création d'un secteur financier et bancaire national pour le secteur privé.

Le projet de société : la vision d'un développement synchrone de la croissance économique et du niveau de vie de la population

Un tel mécanisme doit s'insérer dans le cadre d'un projet de société. Un projet de société est un cadre intermédiaire entre la Constitution et les statuts d'un Parti. Ces derniers sont plutôt abstraits, le premier est plus concret, et peut faire facilement l'objet d'un consensus national nécessaire. Il est guidé par une vision commune qui se décline en axes stratégiques et s'articule en axes d'efforts et de programmes.

Cette Vision met en exergue le développement synchrone de la croissance et du niveau de vie de la population. Pour la réaliser, il convient d'adopter une démarche pragmatique, prenant en compte nos forces, nos faiblesses et nos aspirations.

Elle s'appuiera sur l'utilisation maximale et rationnelle des ressources naturelles immenses sous-exploitées, et la mobilisation des ressources humaines nombreuses généralement sous-utilisées, tout en promouvant l'harmonie entre l'environnement naturel, le facteur humain et la dimension spirituelle.

Le projet de société ainsi élaboré, requiert une base sociale élargie de paysans, d'ouvriers, d'intellectuels et d'opérateurs nationaux et internationaux.

Le système de développement économique et social serait donc la synthèse de trois formes de régimes :

- un régime libéral à visage humain où le dialogue social bien compris permet la synergie, garantit la stabilité et la compétitivité.
- un régime communautaire coopératif où la gestion démocratique des moyens de production stimule l'engagement total et bénéfique des acteurs.
- un système de partenariat public-privé par un interventionnisme conjoncturel de l'Etat. ♦



« La pauvreté n'est pas un accident. Tout comme l'esclavage ou l'apartheid, elle a été faite par l'homme, et peut être supprimée par l'action des êtres humains ».

Nelson Mandela

